l'unité

M 2805 - N° 551 - 8 F | L'hebdomadaire du Parti socialiste | 23 mars 1984

LES NEUF EN ONT SOUPÉ DE MAGGIE...

Après le demi-échec du sommet de Bruxelles deux questions se posent avec acuité: la Grande-Bretagne veut-elle vraiment appartenir à l'Europe et la règle de l'unanimité n'est-elle pas caduque?

(page 2)

ECOLE : ET MAINTENANT LA PAROLE A LA MAJORITE

Le 25 avril prochain dans une centaine de villes les laïcs descendront dans la rue pour défendre l'école publique... qui éduque tout de même 83% des petits Français. Ce que certains avaient vraiment trop tendance à oublier

(page 5)



Collage / PYM

EUROPE IS... MONNAIE

En dépit des fluctuations désordonnées du dollar, le franc, depuis un an se porte plutôt bien. Reste que "si l'Europe parlait d'une seule voix", le désordre monétaire pourrait être enrayé **(page 11)**

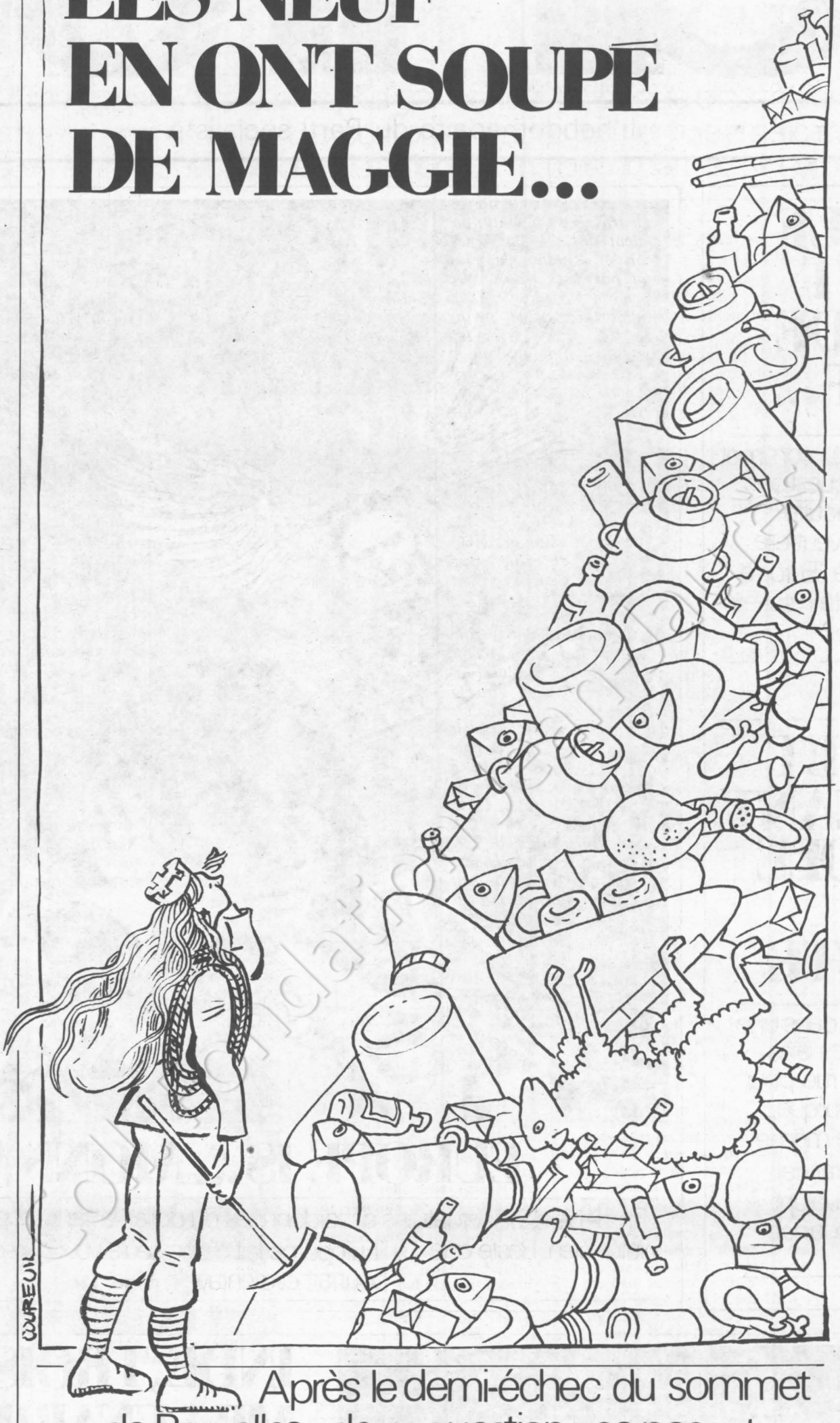


Gamma

INDE, TROISIEME MILLENAIRE I. NEHRU A-T-IL PERDU SON PARI ?

Un abîme sépare l'intelligentsia raffinée dont les plus brillants cerveaux émigrent aux Etats-Unis et les 42% d'Indiens qui vivent au-dessous du seuil de la pauvreté. Le pandhit Nehru qui avait promis l'aisance pour tous le temps d'une génération a semble-t-il perdu. Mais rien n'est jamais certain dans ce pays vaste et complexe comme un continent **(page 14)**

LES NEUF EN ONT SOUPÉ DE MAGGIE...



Après le demi-échec du sommet de Bruxelles, deux questions se posent avec acuité : la Grande-Bretagne veut-elle vraiment appartenir à l'Europe et la règle de l'unanimité n'est-elle pas caduque ?

PAR JEAN-PIERRE BEDEI

(de notre envoyé spécial à Bruxelles)

« Ça passe ou ça casse », pronostiquaient en substance de nombreux commentateurs à la veille de l'ouverture du Conseil européen qui s'est tenu, à Bruxelles, les 19 et 20 mars, sous la présidence française de François Mitterrand. Finalement le résultat de ces deux jours de longues et âpres négociations ne répond à aucune des deux éventualités de cette alternative que l'enjeu capital du sommet avait rendu très manichéenne.

Le conseil ne s'est pas conclu sur un accord général, le lancinant problème de la « correction » de la contribution britannique n'étant pas résolu. En ce sens on ne peut parler de succès. Il n'empêche que de nombreux accords ont été adoptés grâce auxquels on ne saurait parler d'échec total, surtout par rapport au fiasco d'Athènes. D'où le jugement nuancé et balancé de François Mitterrand qui tirait les enseignements de ce sommet : « Cet échec est plus grave car c'est le deuxième après Athènes. Mais il est moins grave car sur tous les points l'accord a été donné... Nous allons recommencer, c'est-à-dire continuer. L'Europe des Dix n'est pas morte. Elle a reçu une blessure supplémentaire. La cause n'est pas désespérée. La cause peut être encore servie. Je n'éprouve pas de déception. Je n'étais ni optimiste ni pessimiste. En tant que président de la Communauté, je vais continuer de travailler avec tous les partenaires européens. »

Mitterrand, inlassablement

François Mitterrand se propose de lancer un appel à se rencontrer et à se concerter à tous les partenaires lors d'un sommet officieux auquel chacun serait libre de participer : « Ceux qui veulent qu'une Europe se bâtisse doivent le savoir et s'engager. Mon souhait est que ces pays soient au nombre de dix. Je ne réclame pas une Europe à neuf. Ceux qui veulent vraiment l'Europe, lui consentir des sacrifices et qu'elle prenne rang dans le monde à côté des grandes puissances, je les appellerai pour mettre en place la sauvegarde de l'Europe. »

Malgré les difficultés qu'il rencontre, François Mitterrand continue donc inlassablement de se battre pour l'Europe et de proposer des initiatives. Outre l'appel à ses partenaires, il envisage avant le prochain sommet de juin à Fontainebleau de procéder à un « nouveau tour des capitales ». Il faut reconnaître que les contacts bilatéraux qu'il a entretenus depuis trois mois avec chacun des partenaires, complétés par ceux que Roland Dumas, ministre des Affaires européennes, avait avec ses homologues, ont contribué à préparer dans les meilleures conditions le sommet de Bruxelles qui a bénéficié en outre des accords intervenus la semaine précédente au niveau des ministres de l'Agriculture. Tous ces efforts n'ont pas été vains puisque d'importants accords ont été adoptés : « Discipline budgétaire devant déboucher sur l'Europe de la rigueur, maîtrise de la production laitière, souplesse dans la gestion des quotas, avantages aux petits producteurs, fixation des prix agricoles, démantèlement progressif des montants compensatoires monétaires, réforme des M.c.m. sur le porc, augmentation de la part de la T.v.a. à reverser à la C.e.e. à 1,4 % en 1986 et à 1,6 % en 1988 compte tenu de l'élargissement à l'Espagne et au Portugal, définition de politiques nouvelles.

Au chapitre de celles-ci figure l'augmentation du lancement du programme intégré méditerranéen, l'accélération de la négociation sur l'élargissement avec une réponse qui devrait être fournie au mois de septembre pour une entrée prévue de l'Espagne et du Portugal le 1er janvier 1986, le développement des infrastructures de transport, une simplification décisive des formalités aux frontières, des études sur l'espace, l'enseignement des langues, l'ouverture de négociations avec les Etats-Unis sur les produits de substitution, enfin des propositions sur l'espace social européen.

Autant de terrains d'entente constituant des avancées, des progrès indiscutables.

En revanche le « gros morceau » de ce sommet, la contribution britannique n'a pu déboucher sur un accord. Dès lundi, les problèmes de discipline et de déséquilibre budgétaire avaient été délibérément abordés en premier dans le cadre de l'ordre du jour proposé par la présidence française et approuvé par le conseil. Très rapidement l'affaire de la « correction » de la contribution britannique apparaissait comme le principal point d'achoppement. Vieux débat que Margaret Thatcher relance toujours avec le même entêtement. Elle estime que son pays verse trop dans la cagnotte européenne par rapport à ce qu'il reçoit. En 1982, la contribution britannique s'élevait à deux milliards d'ECU (13,6 milliards de francs). Thatcher s'acharne à vouloir récupérer 1,5 milliard d'ECU (10,2 milliards de francs). Quant aux neuf autres partenaires ils étaient prêts initialement à lui offrir 750 millions d'ECU (5,1 milliards de francs). Allait-on trouver un terrain d'entente ? Tout le sommet... et l'avenir de l'Europe se jouaient en fait sur cette question capitale sur laquelle s'est finalement focalisé l'ensemble des discussions durant deux jours.

D'entrée, lundi, la Dame de fer toujours aussi intransigeante campait sur des positions pratiquement inchangées depuis Athènes. Une fois de plus elle se montrait inflexible sur son chèque, affirmant même que ce point de la négociation était « moins bien préparé » que les autres. Bref, il fallait reprendre le texte proposé par la présidence française.

Ferme, le Premier ministre britannique l'a encore été sur la politique agricole commune, souhaitant appliquer avec le maximum de rigueur les systèmes de quotas laitiers. Ce qui n'était pas du goût des Irlandais qui, eux, très dépendants de leur production laitière, axe principal de leur politique agricole, veulent être autorisés à l'accroître. Un accord devait être trouvé mardi sur ce point. Aussi lorsque les chefs d'Etat et de gouvernement quittaient lundi soir l'immeuble Charlemagne après avoir prolongé leurs entretiens de près de deux heures au-delà de l'horaire prévu, le climat s'était quelque peu dégradé en raison des blocages imposés par Thatcher. Evoquant l'attitude britannique François Mitterrand a lâché : « Ou c'est tactique et cela s'arrangera ou ça ne l'est pas et ça ne s'arrangera pas. »

Non à tout

Le dîner et la conversation « au coin du feu » jusqu'à une heure avancée de la nuit ne modifiaient pas la situation. « Nous nous sommes heurtés au problème britannique. Madame Thatcher a dit non à tout », déplorait Bettino Craxi. Pierre Werner estimait que la position britannique n'avait pas évolué depuis l'échec du sommet d'Athènes pour conclure : « Il n'y a pas eu ce soir d'amorce de rapprochement. »

A l'évidence l'obstination outrancière de Thatcher ne correspond pas seulement à la défense opiniâtre de l'intérêt national de la Grande-Bretagne. Elle répond vraisemblablement à des considérations d'ordre de politique intérieure. Un sondage publié par le « Guardian » ne révèle-t-il pas que 55 % des Britanniques sont opposés à la C.e.e. ? De l'avis d'un diplomate européen, Margaret Thatcher était venue à Bruxelles pour y défendre son « image de marque » de « Dame de fer ». Une attitude contraire aux intérêts communautaires au moment où plus que jamais l'Europe doit surmonter les égoïsmes nationaux.

Le lendemain alors que les positions nettement marquées

faisaient apparaître un front commun des Neuf face à la Grande-Bretagne, la discussion reprenait plus ouverte, des rapprochements tentant de s'opérer. Après une conversation Mitterrand-Thatcher, Roland Dumas s'entretenait avec la délégation britannique en dehors de la séance pleinière du conseil. François Mitterrand, toujours soucieux de parvenir à un accord, énonçait une proposition de compromis qui se chiffrait à un milliard d'ECU pour la restitution britannique. Au nom des neuf délégations le Chancelier Kohl proposait un versement d'un milliard par an forfaitaire pendant cinq ans. Refus britannique.

Principes incontournables

Gaston Thorn, président de la Commission, et Rudolfus Lubberf, Premier ministre néerlandais, modifiaient la durée et la procédure avancée par Helmut Kohl : un milliard chaque année pendant deux ans avec ensuite entrée en vigueur du système correcteur en liaison avec le déficit britannique. Mais une fois de plus ce nouveau compromis des Neuf se heurtait à l'intransigeance britannique. Le constat d'échec était inévitable. Seuls avantages de cette issue, la responsabilité de la Grande-Bretagne est clairement désignée et la communauté de vues des Neuf sort renforcée du Conseil européen. « Le débat de principe, ce qui est en fait le plus important, c'est que la Communauté est apparue aux neuf délégations, remise en cause dans ses principes fondamentaux : la Pac, la préférence communautaire, l'union douanière, déclarait François Mitterrand. Les Neuf refusent la réduction de ces principes de base de la C.e.e. Dès lors, les droits de douane et les prélèvements agricoles sont considérés comme des biens communautaires qui ne peuvent être pris en compte dans le cadre d'un calcul pour un quelconque système de correction. »

Or c'est précisément l'inverse que souhaitait de manière obstinée Margaret Thatcher. A l'issue de ce Conseil européen, on peut à nouveau se poser deux questions fondamentales. La Grande-Bretagne veut-elle vraiment faire partie de l'Europe ? La règle de l'unanimité qui régit le Conseil européen est-elle vraiment adaptée à la complexité des débats ? François Mitterrand reprendra donc son bâton de pèlerin jusqu'au sommet de Fontainebleau pour sauver l'Europe du naufrage. Il s'appuiera sur les acquis importants qui ont été dégagés à Bruxelles.

L'EDITORIAL DE CLAUDE ESTIER

NOT FAIR LADY

LA Communauté européenne peut-elle continuer à vivre avec la Grande-Bretagne ? Telle est la question, la seule question qui se pose après l'échec de Bruxelles. Cet échec, en effet, ne ressemble pas à celui d'Athènes même s'il s'y ajoute pour apporter à l'Europe, suivant le mot de François Mitterrand, une nouvelle blessure.

Il y a trois mois, dans la capitale grecque, on avait tourné pendant deux jours dans la plus totale confusion. Personne n'était d'accord avec personne et on ne s'était entendu sur rien. Cette fois, c'était presque le contraire. Le minutieux travail de préparation accompli par le président de la République, avec Claude Cheysson et Roland Dumas, avait incontestablement porté ses fruits. Des accords étaient prêts, et ont été acceptés, sur les questions les plus importantes telles que la réduction de la production laitière (avec les réserves de l'Irlande), l'élimination des montants compensatoires, la fixation des prix agricoles pour la prochaine campagne, l'augmentation des ressources propres de la Communauté par le relèvement de la part de T.v.a. reversée, le lancement de politiques nouvelles et le calendrier pour l'élargissement à l'Espagne et au Portugal. La discussion était donc circonscrite à un point et à un seul : celui de la contribution financière de la Grande-Bretagne ou, plus exactement, du montant de la ristourne que celle-ci allait recevoir pour compenser ce qu'elle estime avoir versé en trop à la caisse communautaire.

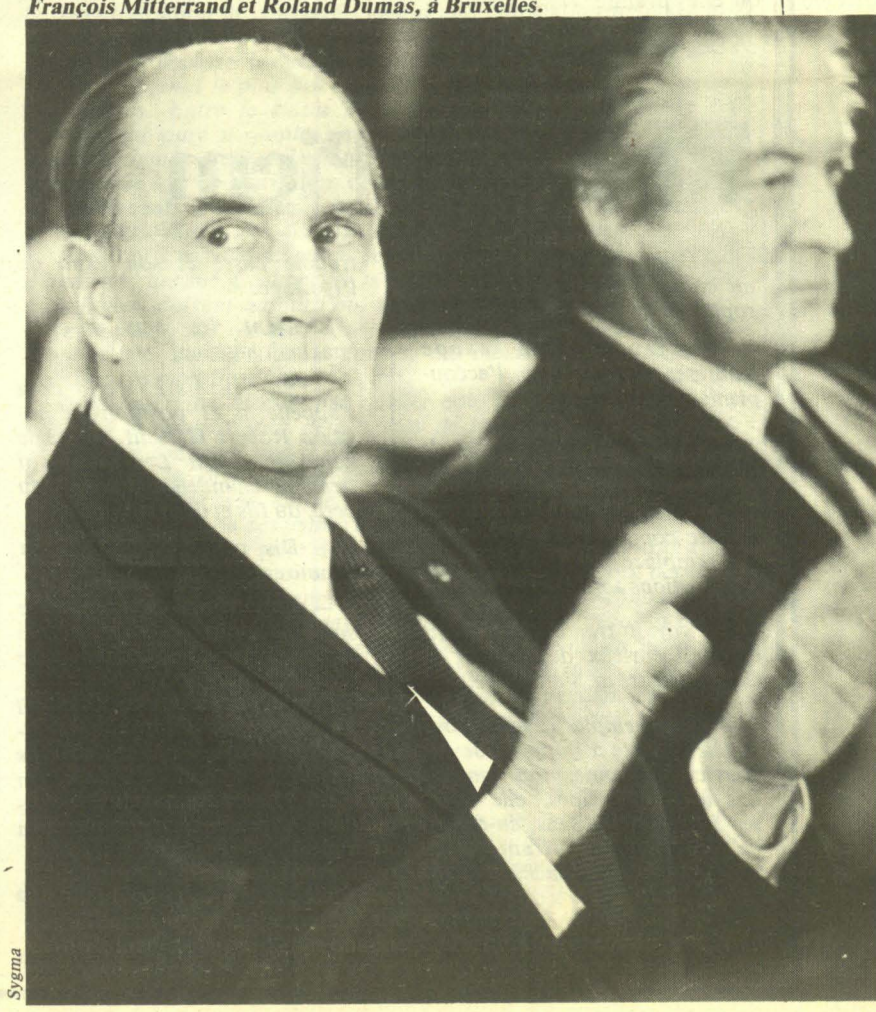
Il s'est donc agi essentiellement d'une discussion de « gros sous » mais dont il faut bien comprendre qu'elle touche à l'un des principes essentiels de la C.e.e. que la Grande-Bretagne, qui en est membre depuis douze ans, n'a en fait jamais accepté, à savoir la préférence communautaire. Si Londres paie plus qu'elle ne reçoit c'est parce qu'elle a conservé des liens privilégiés avec les pays de l'ancien Commonwealth, l'Australie et la Nouvelle-Zélande en particulier, d'où elle importe des produits alimentaires qu'elle n'achète pas en Europe. Tout le raisonnement de Margaret Thatcher consiste à vouloir conserver cet avantage tout en bénéficiant de ceux que lui vaut par ailleurs l'appartenance à la C.e.e.

Pourtant, depuis plusieurs années déjà, les neuf autres pays membres ont fait des pas vers la Grande-Bretagne d'abord en admettant le principe même d'une ristourne ensuite, et cela a occupé les dernières heures du sommet de Bruxelles, en faisant des propositions chiffrées qui réduisaient sensiblement l'écart avec la revendication britannique. Rien n'y a fait. Margaret Thatcher est demeurée enfermée dans son intransigeance, persuadée d'avoir avec elle la majorité de l'opinion publique anglaise et, en tout cas, on l'a vu dès mercredi matin, la quasi-totalité de la presse de son pays.

Comment sortir de cette impasse ? En commentant les résultats du sommet, mardi soir à Bruxelles, puis devant le Conseil des ministres et enfin mercredi soir, à la télévision, à l'opinion française, François Mitterrand a montré qu'il n'était nullement découragé et qu'il était prêt à reprendre le travail de Pénélope accompli depuis janvier et pour lequel les Dix lui ont rendu un hommage appuyé qui semble avoir impressionné même les plus critiques des observateurs français. En appelant à se réunir ceux qui veulent poursuivre l'œuvre européenne et sont prêts à lui consentir des sacrifices, le président de la République indique nettement que le refus britannique ne doit pas empêcher les autres d'avancer sur tous les terrains où il est possible de le faire. Il ne s'agit pas de bouter l'Angleterre hors de la Communauté mais bien de lui faire comprendre qu'en dépit des règles juridiques elle n'a pas le pouvoir de paralyser l'Europe et donc de l'affaiblir dans la grande compétition mondiale.

Tel va être l'objectif de la présidence française qui s'achèvera en juin avec le sommet de Fontainebleau qui suivra lui-même les élections au Parlement européen. D'ici là, la tâche essentielle de ceux qui, en dépit des déceptions, continuent à croire à la nécessité de la construction européenne, les socialistes en particulier, va être de mobiliser l'opinion sur quelques idées simples qui sont précisément celles exprimées par François Mitterrand et qui devraient rassembler tous les Français. ●





François Mitterrand et Roland Dumas, à Bruxelles.

Sygma



Politique française au fil des jours

Les couleuvres de Simone Veil

Pour satisfaire son ambition de conduire la liste unique de l'opposition aux élections européennes, Simone Veil a avalé des couleuvres si grosses qu'elles ont fait tomber ce masque de libéralisme qui lui valait une part de sa popularité dans les sondages. Qu'elle le veuille ou non, elle se trouve désormais à la tête d'une coalition hétéroclite où domine la droite musclée représentée par des jeunes chiraquiens et par ces « démocrates » bien connus que sont Michel Poniatowski, Philippe Malaud ou Gérard Longuet. Le plus beau fleuron de la liste, placé au 23e rang, donc en position quasi certaine d'être élu, est évidemment Robert Hersant. Justifiant la présence de celui-ci, Simone Veil n'a pas craint de rappeler qu'il avait, entre 1941 et 1943, dirigé un mouvement qui se réclamait du maréchal Pétain en ajoutant : « Dans cette période, il y avait des résistants et des héros, mais nous savons très bien que tous les Français n'ont pas été des héros et des résistants. »

C'est vrai et particulièrement dans cette « droite profonde » dont Simone Veil — tant pis pour elle — a choisi d'être le chef de file !

A.V.

La « libération » de Cosne

Ils étaient trois mousquetaires de l'opposition, Bernard Pons, François Léotard et Philippe Malaud, qui battaient l'estrade la semaine dernière à Cosne-sur-Loire en annonçant : « Nous sommes à J moins quatre de la libération de Cosne. » Et « le Quotidien de Paris » de leur emboîter le pas avec grandiloquence : « Cosne a peut-être basculé en ce grand soir des ténors nationaux de l'opposition. »

Oui, mais voilà. Cosne n'a pas basculé et dimanche soir, la liste d'union de la gauche conduite par le député-maire socialiste, Jacques Huygues des Etages, a gagné avec 104 voix d'avance au lieu de 13 en mars 1983, plus de 77 % des inscrits s'étant rendus aux urnes, ce qui, soit dit en passant, prouve que, lorsque la majorité réussit à mobiliser ses électeurs, l'opposition en est pour ses frais.

Devant cette déconfiture nivernaise, il était intéressant de voir le commentaire du « Quotidien de Paris » de lundi. Il ne manque pas de sel : « L'opposition n'a ainsi pu réaliser son rêve, c'est-à-dire marquer un point psychologiquement important en battant un parlementaire du P.s. dans le département qui était le fief politique de François Mitterrand. Il lui faudra maintenant méditer sur les raisons de cet échec. Et notamment se demander si elle n'a pas eu tort de donner à la bataille une ampleur nationale en mobilisant sur le terrain quelques-uns de ses grands leaders, Bernard Pons, François Léotard et Philippe Malaud. L'autre semaine, Jacques Chirac et Simone Veil s'étaient eux aussi rendus à Etampes. Et la majorité avait conservé la mairie. »

Amusant, non ?

A.V.

L'aiguillon de la gauche

« Etre laïque en 1984. » On ne peut nier que la Ligue des droits de l'homme avait choisi pour son 64e congrès, le week-end dernier à Marseille, un thème d'actualité. Et comme il était prévisible, il a fourni l'occasion à de nombreux intervenants de critiquer les propositions Savary sur l'enseignement privé. « Amadouer la paroisse, a dit l'un d'eux, serait une illusion », tandis qu'un autre soulignait qu'« il serait imprudent pour un gouvernement de gauche de désespérer les laïcs ».

Une certaine morosité donc que le garde des Sceaux, Robert Badinter, lui-même membre de la Ligue, s'employa pourtant à combattre en dressant un bilan précis des avancées accomplies depuis trois ans en matière de libertés et en déplorant que la gauche soit elle-même si timide devant ses propres réalisations. Ce langage a fait l'effet d'un coup de fouet comme en a témoigné l'ovation qui a salué l'intervention de Robert Badinter, qui se situait elle-même dans le cadre d'un hommage à l'ancien président de la Ligue, Victor Basch, assassiné il y a 40 ans par la milice.

La Ligue des droits de l'homme est en tout cas décidée à poursuivre son combat qui s'est toujours situé résolument à gauche et par lequel elle se veut aujourd'hui l'« aiguillon » de la majorité. Elle le fera avec un nouveau président, l'avocat Yves Jouffa, qui prend le relais d'Henri Nogueres, lequel avait lui-même succédé en 1975 à Daniel Mayer aujourd'hui « en congé » pour cause de présidence du Conseil constitutionnel, mais qui était présent à Marseille, tout comme Gaston Defferre qui a ouvert les travaux du congrès.

A.V.

Différences et méconnaissance

Si elles n'ont pas apporté grand-chose de nouveau, les Assises contre le racisme organisées le week-end dernier à l'Unesco auront au moins servi à rappeler quelques vérités généralement occultées par les idées reçues concernant les immigrés. « La majorité des Français n'est



DIPAPACÉQUOI

la 23e position

par Piem

— Dis, papa, comment on fait un enfant dans le dos, à l'Europe ?

— Il faut qu'une grande tendresse accompagne l'accouplement nécessaire.

— Et quand il n'y a pas de tendresse ?

— Lorsque seul compte l'esprit de copulation revancharde, on remplace la tendresse par des positions acrobatiques.

On voyait trembler au fond de l'œil curieux de l'enfant le chignon lustré de Simone Veil.

— Par exemple, la mère posa sa tête de liste à l'opposé de ses convictions, puis, tournant le dos à ses principes, elle place ses intérêts partisans au-dessus de ses préjugés, offrant à son partenaire la face cachée de son ambition personnelle. L'homme peut alors introduire dans cet état d'élection son trouble passé et son Club de l'Horloge.

L'enfant, les yeux mi-clos, imaginait la scène.

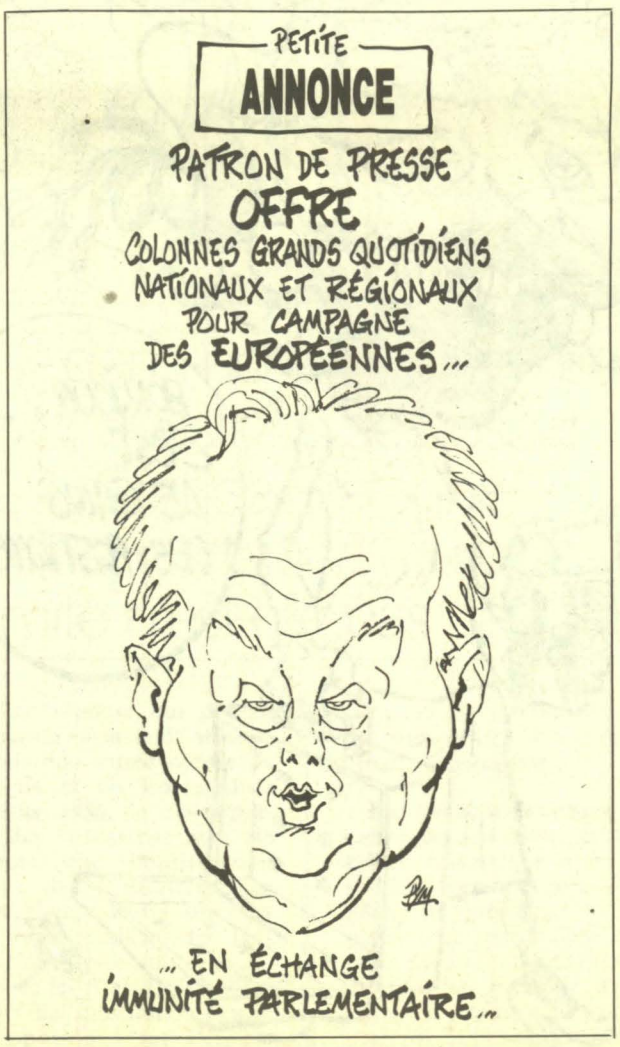
— Sur la liste Veil, cela s'appelle la 23e position ou position Robert Hersant. En règle générale, c'est Lecanuet qui tient la chandelle au nom du père, du fils et du Saint-Esprit.

— Dis papa, est-ce que la femme en éprouve du plaisir ?

— Voyons, mon chéri, ce ne sont pas des questions de ton âge. Mais enfin, oui il arrive que le plaisir soit de la partie. Sans la liberté de se pâmer, il n'y a pas d'accouplement flatteur. Le 23e partenaire offre les caresses de sa presse au parfum d'Ormesson et de tendre Peyrefitte ; il reçoit en échange la douce immunité.

— Dis papa, elle aime ça Simone Veil ?

— Elle en raffole ! Ces doux épanchements lui font perdre la tête, elle oublie le passé et adore aujourd'hui ceux qui la brûlaient hier.



— Raconte encore papa !

— Au bout d'un certain temps de cet enlacement, le 23e partenaire roule sur sa compagne qu'il sert entre ses capitaux puissants, il lui impose peu à peu sa loi par un va-et-vient permanent ; la femme râle de plaisir, son chignon défait se répand autour d'elle.

Lorsque la femme sent que le plaisir va l'envahir, elle roule sur le tapis de billets de mille et c'est l'assaut final, l'expectase des deux corps emmêlés.

— C'est une bien curieuse position que cette 23e ?

— C'est la seule qui fait un enfant dans le dos.

— Ce n'est pas joli, joli, dit l'enfant.

Un silence peiné remplit la pièce.

On entendit, à travers la cloison, couler un robinet. On a jeté les nobles idées avec l'eau du bain. « France-Soir » n'en a pas dit un mot, et pas une ligne dans « le Figaro ».

— Dis papa, la vingt-troisième position sur la liste Veil, c'est la maculée conception.

pas raciste », a proclamé la secrétaire d'Etat, Georgina Dufoix, dans son discours de clôture. Certes, mais le sondage publié la veille des Assises par le magazine « Différences » montre leur méconnaissance profonde sur les problèmes de l'immigration. Quelles que soient les catégories sociales et l'âge des personnes interrogées, sept sur dix surévaluent le nombre d'immigrés en France et sont persuadés qu'ils sont proportionnellement plus nombreux qu'en 1930. Une personne sur deux pense que les immigrés coûtent plus cher qu'ils ne rapportent quant à leurs cotisations dans les caisses de Sécurité sociale et d'allocations familiales. 49 % estiment que « la plupart des communautés immigrées ne pourront pas être intégrées dans la société française, car elles sont trop différentes ».

« Quelle est la meilleure solution pour améliorer l'entente entre Français et immigrés ? » 51 % affirment que « c'est aux immigrés de faire un effort pour vivre comme les Français ».

En choisissant pour thème « Vivre ensemble avec nos différences », ces Assises ont entrepris de remonter le courant. Mais il y faudra plus d'un week-end !

Les radios libres et les droits d'auteurs

Le 16 mars dernier, les sociétés d'auteurs (1) et le Syndicat national des télévisions et radios locales (S.n.t.r.l.) signaient la première convention jamais passée dans l'histoire des radios libres. Un an de négociation, maintes réunions « au sommet » ont suffi pour garantir un droit inexorable : celui des intérêts juridiques et économiques des créateurs. D'ailleurs comment pouvait-il en être autrement, alors que la moyenne par station dérogée oscille entre 200 et 300 titres quotidiens ? Comment ces créateurs, dont les œuvres constituent la matière essentielle des programmes, pouvaient continuer à faire semblant d'ignorer le succès « d'écoute » de la bande F.M. ?

Aujourd'hui, tout rentre dans l'ordre. Ou à peu près. Le contrat signé stipule un certain nombre de points. D'abord, chaque station signataire doit verser une redevance correspondant à 5 % du montant total de ses charges d'exploitation. (Les stations périphériques versent 6 % du montant du budget publicitaire.) Ensuite, la radio dérogée est autorisée à déduire de sa facture T.v.a. et salaires des journalistes titulaires de la carte professionnelle. Une déduction « cadeau » facilement concevable, vu l'état des finances d'une station et qui prend en compte le rôle « captif » que peut prendre l'information. Il est prévu, enfin, une réduction « au cas par cas » du taux à 2,5 % pour les radios dont la diffusion d'œuvres du répertoire des sociétés d'auteurs ne dépasse pas 30 % de la durée totale des émissions. Ce contrat prend effet à la date de l'autorisation délivrée par la Haute Autorité.

Le S.n.t.r.l., première organisation par le nombre, prend ainsi date pour l'avenir. Certes, il montre par là, comme l'affirme son président Gilles Casanova, « qu'il constitue une profession organisée, structurée et consciente de ses responsabilités ». Mais aussi, et peut-être surtout, n'affirme-t-il pas sa volonté d'aboutir le plus rapidement possible à un consensus avec les pouvoirs publics ? « On veut bien verser, explique Gilles Casanova, mais que l'on nous donne les moyens de le faire. » Derrière ce contrat comme derrière celui passé le 2 janvier dernier avec les syndicats professionnels des journalistes, garantissant la convention collective à tous les titulaires de la carte œuvrant dans les stations, c'est la tactique de l'encerclement qui continue à faire son office. Il est sain de tenir compte du travail d'une profession. Les créateurs en sont une part entière. Il est sain de rappeler à l'opinion que ce sont plus de 30 000 créations d'emplois qui peuvent être inscrites du jour au lendemain par le biais des R.l.p. Il est sain si... le financement suit. C'est toujours la même question revenant sans cesse au centre des débats.

DENIS DANGAIX

(1) La Sacem (Société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique), la S.a.c.d. (Société des auteurs et compositeurs dramatiques), la S.c.a.m. (Société civile des auteurs multimédia), la S.d.r.m. (Société pour l'administration du droit de reproduction mécanique).

ECOLE : ET MAINTENANT LA PAROLE A LA MAJORITE

Le 25 avril prochain dans une centaine de villes les laïcs descendront dans la rue pour défendre l'école publique... qui éduque tout de même 83% des petits Français. Ce que certains avaient vraiment trop tendance à oublier

La guerre scolaire n'aura pas lieu. Du moins peut-on l'espérer depuis la publication, vendredi dernier, des propositions d'Alain Savary, qui ont servi de base à l'avant-projet de loi gouvernementale.

Le texte que le ministre va soumettre au vote du Parlement, en avril probablement, propose des avancées indéniables. Une victoire, dans la mesure où l'enseignement privé avait au départ refusé d'ouvrir toute négociation, avec pour seul mot d'ordre le maintien du statu quo. Nous en sommes loin, aujourd'hui, de ce fameux statu quo établi par les lois Debré et Guermeur.

Pourtant, les tenants du privé ont su sauver l'essentiel, de leur point de vue : le financement de l'école privée est assuré, elle ne sera pas fondue dans le service public. De quoi justifier les réticences des partisans du « grand service public unifié » et la décision du C.n.a.l. d'organiser le 25 avril des manifestations dans tous les départements français pour la défense de « l'école laïque, école de la liberté ».



Alain Savary, en présentant les mesures arrêtées par le gouvernement, les a qualifiées de « point d'équilibre ». Point d'équilibre, parce que chacun des partenaires a su faire des compromis pour rapprocher des positions au départ inconciliables. « Personne ne peut y trouver tout ce qu'il attend, mais chacun doit comprendre que la raison les guide. »

Le gouvernement n'a, en effet, pas « cédé » devant les pressions politiques ou les manifestations massives. Il s'agissait au contraire pour lui de prendre en compte la réalité d'une opinion publique qui, au-delà des clivages politiques, déclare tenir à cette « liberté » qui permet aux parents de choisir entre le privé et le public. Une opinion pour qui le financement par l'Etat des établissements privés est une chose normale.

Il n'en a pas toujours été ainsi. Signe des temps : si les sondages donnent aujourd'hui une majorité en faveur du financement public de l'école privée, ceux de l'après-guerre accordaient à peine 25 % d'avis favorables à la même idée. Et le gouvernement de Vichy lui-même faisait transiter ses aides à l'école privée par le budget des cultes et non par celui de l'enseignement.

La société française des années quatre-vingt semble tenir à son école privée pour des raisons dont le gouvernement se devait de tenir compte : les parents se comportent en « consommateurs d'école » et cherchent dans le secteur privé des garanties de qualité, un enseignement supposé renforcer les valeurs dites traditionnelles d'autorité et d'effort... Jugement très surfait, puisque les résultats au baccalauréat restent meilleurs dans le public, mais réputation qui sert à camoufler des réflexes moins avouables lorsque des parents



Michel Bouchareissas.

veulent préserver leurs enfants de la fréquentation d'immigrés ou affirmer leurs privilèges de classe. Et même lorsqu'ils font confiance à l'école publique, ils voient dans l'existence d'un secteur privé un recours qui peut leur permettre de contester des affectations ou des décisions d'orientation. Recours parfois illusoire mais dont l'idée joue en faveur du privé.

Toute réforme obéit à l'état des mœurs, en éducation plus encore que dans d'autres domaines, à charge pour elle de servir l'évolution des mentalités. Une évolution que permettront sans doute les décisions du gouvernement, à condition que, sur le terrain, le compromis esquissé aujourd'hui fasse la preuve de son efficacité.

Dès le départ, le candidat François Mitterrand avait annoncé la couleur : pas question de contraindre et de diviser, il fallait convaincre et rassembler. Pour cette raison, le gouvernement a pris le temps de la négociation : un an de prises de contact, puis la mise en place de quatre groupes de travail au ministère. La déclaration de décembre 1982 reprenait l'idée d'insérer le secteur privé dans le service public, idée farouchement combattue par les représentants de l'école catholique et de l'école juive. De nouvelles discussions permirent de présenter de propositions en octobre dernier, rejetées cette fois vigoureusement par le C.n.a.l. et, de façon déjà plus tiède, par l'enseignement privé.

Un accord était alors déjà acquis sur deux points, ceux pour lesquels l'école privée jouissait des privilèges les plus criants : la carte scolaire allait être assouplie dans le public, et les établissements privés ne pourraient plus ouvrir des classes en en prenant seuls la décision et en laissant le soin à l'Etat de les financer a posteriori. L'enseignement privé dépendra dorénavant, comme le public, du budget fixé à l'avance chaque année. Les collectivités locales chargées elles aussi de payer auront maintenant leur mot à dire, ce qui devrait résoudre quelques contentieux, même si leur avis ne peut emporter seul une décision dorénavant tripartite. Principe qui pose de nombreux problèmes, en particulier pour un certain nombre d'élus socialistes et communistes, et qui faisait dire dimanche dernier à Jean Poperen que, sur ce point, la loi Savary pourrait être « une loi Guermeur aggravée ». Mais c'est aussi ce point qui a, en quelque sorte, servi de monnaie d'échange contre l'acceptation par l'enseignement privé de l'E.i.p., l'Etablissement d'intérêt public.

L'E.i.p. regroupe plusieurs établissements privés ; structure de concertation et de répartition des fonds, il crée un lien entre partenaires privés et publics. Contrairement au premier projet du gouvernement, il laisse aux établissements leur autonomie de gestion tant administrative qu'éducative, mais il peut intervenir plus à la demande des établissements. Sa création donne un cadre juridique à l'ensemble de la réforme, lui permet de s'insérer dans la décentralisation et consacre l'idée d'une négociation permanente qui, à long terme, pourrait rapprocher les deux secteurs et donc permettre de dépasser le dualisme scolaire.

Reste le point le plus discuté encore aujourd'hui, celui du statut des maîtres. Entre le statut de contractuel de droit privé et la titularisation pure et simple, un statut de contractuel de droit public a été imaginé. Les catholiques lui reprochent de continuer à proposer la fonctionnarisation comme modèle, puisque dans six ans les enseignants pourraient choisir d'être titularisés. Le chanoine Guiberteau qualifie, lui, ces mesures de pure « idéologie ».

Pourtant, cette discussion semble plutôt relever du baroud d'honneur, destiné à calmer les ultra-durs qui, dans les troupes des catholiques, doivent aujourd'hui se sentir un peu orphelins. Car le texte présenté par Alain Savary laisse une grande ouverture et propose que, pendant les six années, des bilans périodiques soient établis et des modifications proposées.

Il ne faudrait d'ailleurs pas oublier que, sous contrat d'association, les personnels sont déjà agents de l'Etat et que la querelle actuelle ne concerne que 9 000 des 84 000 enseignants du second degré dans le privé. Ramener le problème à de plus justes proportions n'est pas inutile, comme de rappeler que le service public scolarise 83 % des jeunes Français...

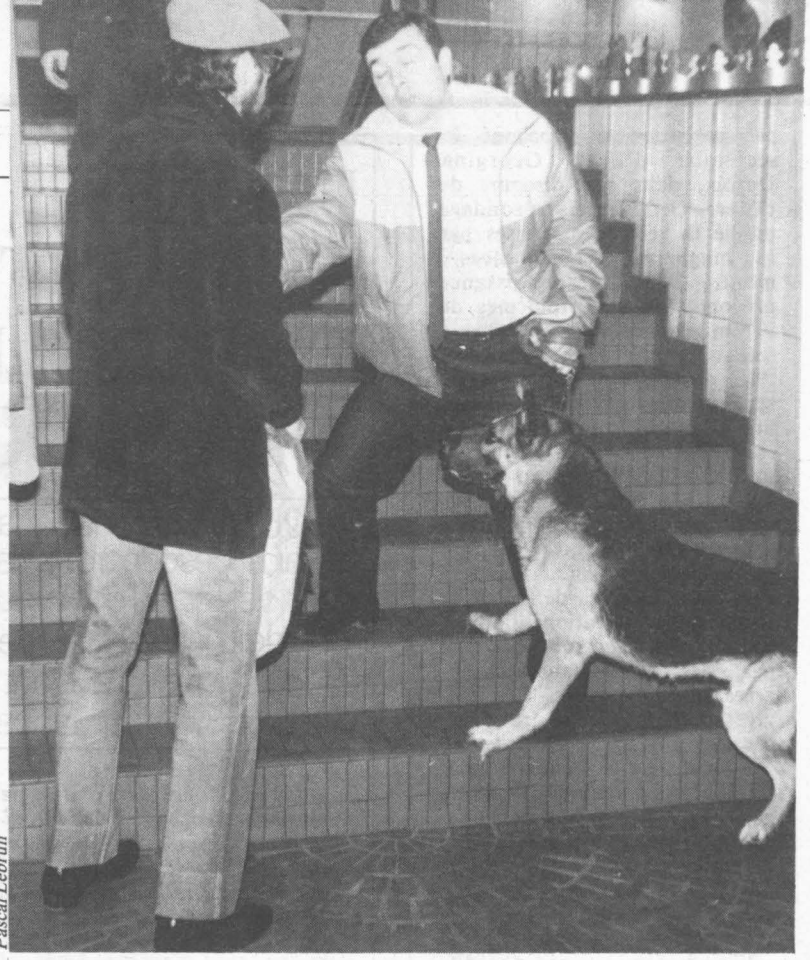
Le plus important reste donc bien de développer et de transformer ce secteur public qui a été si injustement décrié ces derniers mois. Alain Savary l'a rappelé en constatant que la « rénovation globale de l'école de notre pays reste notre premier devoir » et en ajoutant : « Aucune liberté n'est menacée. La jeunesse de notre pays a le droit d'être enfin libérée d'un conflit qu'elle subit. »

La querelle public-privé a, en effet, pourri pendant des mois tout le débat sur l'école. Il est peut-être temps de revenir aux vrais problèmes de l'enseignement en France.

F. DE G.

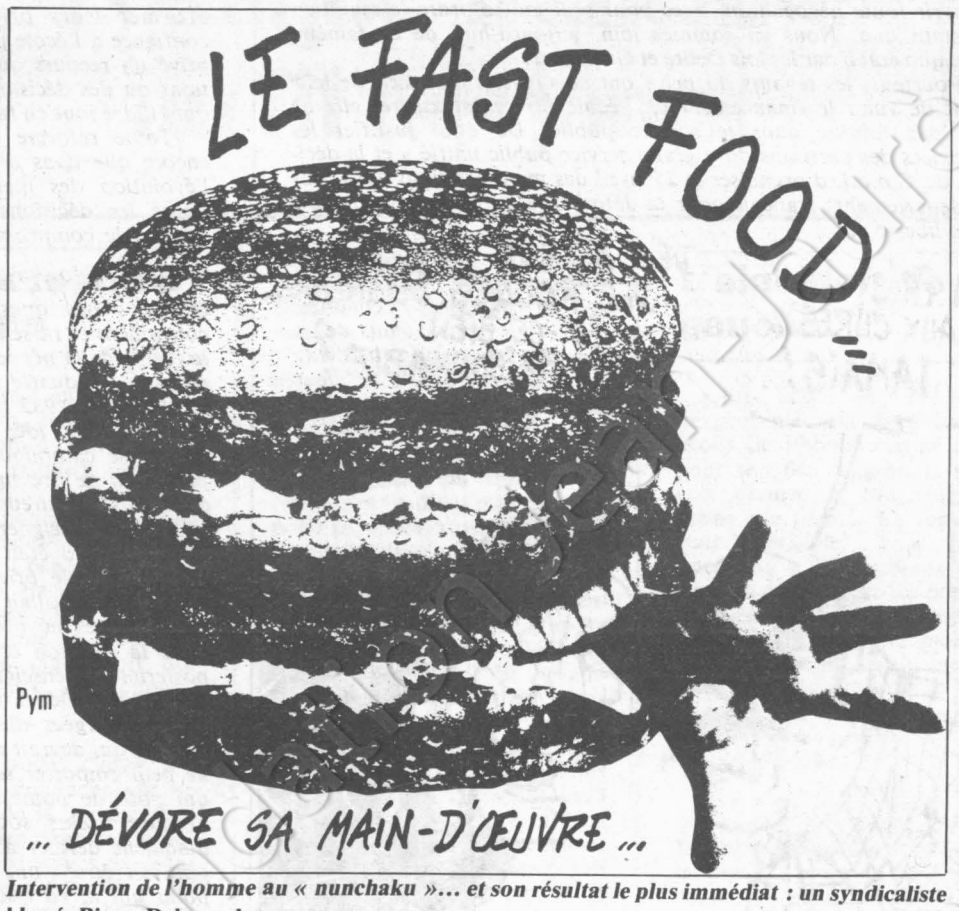


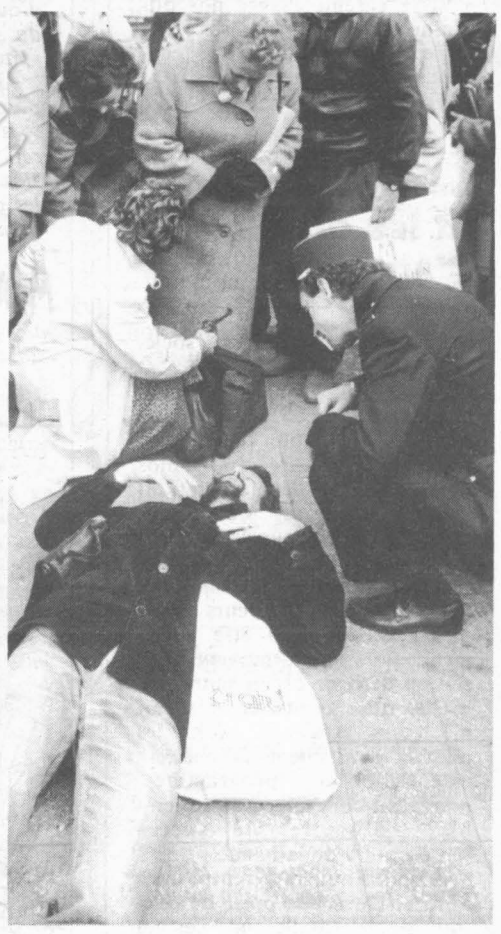
Les syndicalistes réclament un verre d'eau puis se heurtent à un nervi secondé par son chien.



Pascal Lebrun







Intervention de l'homme au « nunchaku »... et son résultat le plus immédiat : un syndicaliste blessé, Pierre Delavaud.

BURGER KING: SAIGNANT !

Les soutiers de la restauration rapide en avaient assez de leurs conditions de travail et de manger des hamburgers à tous les repas. Ils ont eu le toupet de le faire savoir avec l'aide de la C.f.d.t. ...et se sont retrouvés face aux nervis armés et à leurs molosses. Résultat: un syndicaliste blessé et un patron qui cède la rage au coeur

PAR CLAUDE JADOUL

LY Mamadou, le délégué syndical C.f.d.t. d'un Burger King (celui du 84, avenue des Champs-Elysées), a « un hamburger en travers de la gorge ». La « bouffe rapide », Ly en a marre. Comme les soixante salariés de ce fast food. Marre de leurs deux hamburgers-quotidiens-et-gratuits, ces « soutiers » de la restauration rapide. Ici, on rêve de choucroute, de lapin chasseur, de poulet compote ou de couscous.

Chez Burger King, on turbine sec. Pas question de s'attarder pour manger : vingt minutes en tout et pour tout, montre en main. Et à la file, comme les clients, si on veut obtenir son deuxième sandwich. Alors, les hamburgers, ils leur sortent par les yeux, aux copains de Ly Mamadou. Dans la restauration, le patron a l'obligation de nourrir son personnel. C'est la loi, mais elle ne dit pas comment. Ly avait sa petite idée. Pourquoi ne pas installer une cantine, des armoires chaud-froid, un vrai repas, quoi. M. Bonneville, directeur général de Burger King (et président du Syndicat de la restauration rapide, le S.n.a.r.r.) lui a répondu aussi sec : des hamburgers, rien que des hamburgers. Ly a insisté. Viré, licencié. Plus de délégué syndical, plus de problèmes, et, surtout, plus de revendications de la part de ces soixante smicards. Chez Burger King comme chez Mac Donald, Free time, O'Kitch, Love Burger et autres Whats Burger, on la boucle. « Il y a 3 500 Burger King dans le monde et il n'y a aucun problème. » Une bonne explication : un personnel sur mesure, plus de 80 % d'immigrés, un sous-prolétariat (apparemment) bien sage, alors...

C'était compter sans l'appui — imaginatif — du syndicat C.f.d.t. de la restauration.

Samedi 17 mars, 10 h 30, les copains syndicalistes de Ly Mamadou commencent à s'agglutiner dans la galerie marchande des Champs-Elysées, devant le Burger King. Une revendication sur leur tract : « Un verre d'eau et la liberté syndicale. » Le verre d'eau, le patron est obligé de le fournir, gracieusement, consommateur ou pas.

Quant aux libertés syndicales, c'est une autre paire de manches, même si le syndicat C.f.d.t. a remporté — massivement — les élections du personnel et du comité d'établissement de l'entreprise. Bonneville freine des quatre fers sur les salaires, les horaires, les contrats à temps partiel abusifs, les douches, les vestiaires... et la nourriture du personnel. Les fast food fleurissent comme des champignons. La restauration rapide n'a-t-elle pas grimpé à 2 % du chiffre d'affaires de l'ensemble du secteur ? Et l'organe de la restauration, hôtellerie et collectivités, le journal « Néo », ne reconnaît-il pas lui-même (dans un numéro consacré au salon du fast food qui s'ouvre le vendredi 23 mars, porte de Versailles) qu'il s'agit d'un « secteur jeune au développement un peu *sauvage* » ? (NDLR : souligné par nous). La C.f.d.t. vient donc demander, fort civilement « un verre d'eau » à M. Bonneville pour faciliter la liberté syndicale.

Pas content du tout, Bonneville. Il est décidé à « casser » du délégué syndical. Pas d'illusions à se faire sur ses intentions. Pour qui en douterait, les deux molosses et leurs deux maîtres-chiens qui grondent devant le Burger King annoncent une affaire houleuse. Elle le sera. Et les nervis engagés pour la circonstance ont, manifestement, la consigne d'y aller fort. Sur les Champs, trois camions de gardiens de la paix stationnent. Onze heures. Une petite soixantaine de syndicalistes rameutés par la C.f.d.t. descendent vers le sous-sol où se trouve le restaurant. Peu de clients. Un observateur par contre : l'inspecteur en civil de service. Le groupe s'approche, calmement, du comptoir : « Nous voudrions un verre d'eau, s'il vous plaît. » Refus. Re-demande.

Pierre Delavaud, membre du bureau du syndicat et conseiller prud'homal, insiste ainsi que Patrick Joly, un autre dirigeant. Palabres. Mais à l'entrée de la salle, changement de décor. Le piège s'est refermé. Les deux chiens et leurs maîtres bloquent les issues. Un homme de la « sécurité » interdit toute sortie, talkie-walkie à la main, les instructions arrivent. Un autre quidam, costume bleu,

s'agite, menaçant, sur les marches. Des enfants commencent à pleurer. Des clients sont refoulés manu militari vers le rez-de-chaussée. Le ton monte. Pierre Delavaud proteste : « L'accès d'un restaurant est interdit aux chiens, laissez-moi sortir et prévenir le commissariat. » Il s'avance. Le quatuor de nervis le repousse violemment, les chiens s'accrochent aux hommes, dressés sur leurs pattes arrière. Et sans les muselières... Delavaud et ses copains essaient de se dégager. En vain. Sur les Champs-Elysées, les policiers restent de marbre, tout comme l'inspecteur en civil.

Les choses se gâtent. Le quidam en costard bleu brandit maintenant un « nunchaku », une arme japonaise prohibée et terriblement dangereuse. Vlan, Delavaud la ramasse en pleine g... Ses lunettes volent en l'air, verres brisés. Flashes des photographes, bousculades. « Vous ne passerez pas. » Coups de pied, cris, invectives, l'angoisse. Dix bonnes minutes de ce cirque. Arrivent — enfin — les uniformes bleus, matraques à la main. L'homme au « nunchaku » est emmené, les chiens disparaissent comme par enchantement. Le « chef » de la sécurité, courageusement, interpelle : « Dites-bien que je n'ai rien à voir avec lui. » Tu parles... Avec lui ? Et avec Bonneville ? Qui a donné les instructions ? Le commissaire du VIIIe arrondissement s'affole. Delavaud est étendu, sans connaissance, sur le trottoir des Champs-Elysées. Quatre policiers l'installent sur un brancard. Refus d'une photographie : raté. Et pas question qu'un syndicaliste accompagne Delavaud à l'hôpital. M. le Commissaire est énervé. Pas question de donner l'identité de l'agresseur, enfermé dans le panier à salade.

Au Burger King, la négociation s'amorce. Bonneville soi-même est sur place. Mauvaise publicité que tout cela. Le piquet syndical bloque maintenant l'entrée. Et Bonneville est contraint d'ouvrir des négociations. Piquet levé. Dans un coin du restaurant, le p.-d.g. est pressé d'en finir : il est midi et la clientèle arrive. Du Coca-Cola pour tout le monde, svp. Point par point, Joly négocie. L'un de ses copains écrit un p.v. au fur et à mesure. Oui, c'est entendu, Ly Mamadou sera réintégré si l'inspection du travail n'autorise pas le licenciement. Bonneville reconnaît que le dossier est mince. Bon prince, il accorde le paiement immédiat des congés payés à Ly. Il payera les salaires en cas de non-licenciement. C'est O.k., plus de contrats à durée indéterminée nouveaux : si un travailleur sous contrat quitte la « boîte », il sera remplacé par un autre à statut identique.

Non, on ne recourra plus aux travailleur « saisonniers » abusifs. Au Burger King, on en recrute toute l'année... pour dix jours.

Et plus question de faire figurer les heures de délégation syndicale sur la feuille de paie, histoire d'embêter les syndicalistes qui se présentent ailleurs. Oui, les panneaux syndicaux seront placés « où les délégués le souhaiteront ». Après la bagarre, le p.-d.g. fait dans le genre poli. C'est entendu, les délégués pourront vérifier les cartes de pointage. M. Bonneville ne pourra plus forcer sur les heures d'absence bidon...

Il a raté son coup, Bonneville. Les chiens et les nervis intempestifs ont fait plus pour les salariés que toutes les heures de négociations de Ly Mamadou. « C'est un avertissement », dit Patrick Joly.

Au besoin, la C.f.d.t. est bien décidée à remobiliser ses militants dans les fast food. Et pas pour déguster frites et hamburgers. Le mot de passe est déjà connu : « Garçon, remettez-nous ça ! » ●

LE COEUR BIEN ACCROCHE

Chef d'entreprise et socialiste, Jean-Claude Bonduelle raconte ses difficultés, ses espoirs et ses certitudes de patron et... de militant

PAR FRANÇOISE LORIOL

« Les socialistes et le risque d'entreprendre », tel était le thème du colloque du 16 mars. C'est avec un langage de franchise que 400 personnes environ — chefs de petites et moyennes entreprises, directeurs de marketing, banquiers, ingénieurs, animateurs, responsables locaux, etc. — vont discuter par groupes, s'attachant plus particulièrement à tel ou tel aspect du problème, car « entreprendre », c'est prendre un risque individuel, mais c'est aussi « entreprendre une œuvre collective ». Et même au-delà. Cette réalité économique et sociale dépasse la personne de son animateur... tant de partenaires, à l'intérieur comme à l'extérieur, étant concernés par sa réussite ou son échec.

Une fois constatée la contradiction qui existe entre le goût du risque et le besoin de sécurité de la société actuelle, force est bien de trouver un point de convergence entre deux mondes culturels différents... Aujourd'hui, on tente de dialoguer, et la vision devient moins manichéenne depuis la décentralisation et le développement des collectivités locales et régionales.

C'est parce que la réconciliation des responsables de l'économie locale et du pouvoir est devenue possible que les participants de ce colloque, ayant fait le bilan et recensé les problèmes qui subsistent, en cherchent les solutions. Partis de ce critère : « On ne peut distribuer que ce que l'on possède », il s'ensuit tout naturellement que le socialisme doit produire des richesses, même dans un contexte difficile, même et surtout en période mutation.

Alors établir le bilan, faire encore et encore des propositions précises, sans que du réalisme économique et des principes sociaux rien ne puisse prévaloir. Garder le cap et gérer le pays. Vaste programme toujours en cours. Cinq groupes travaillèrent ce 16 mars, et l'imagination, la réflexion étaient au rendez-vous.

Premier groupe : Création d'entreprises. Vouloir et... pouvoir !

Deuxième groupe : entreprises en crise : insuffisance de formation et de gestion — méconnaissance du marché — problèmes de sous-traitance (90 %) et rapports avec les grosses entreprises... Traitement... jusqu'à l'acharnement thérapeutique ? Bonne ou mauvaise solution ?

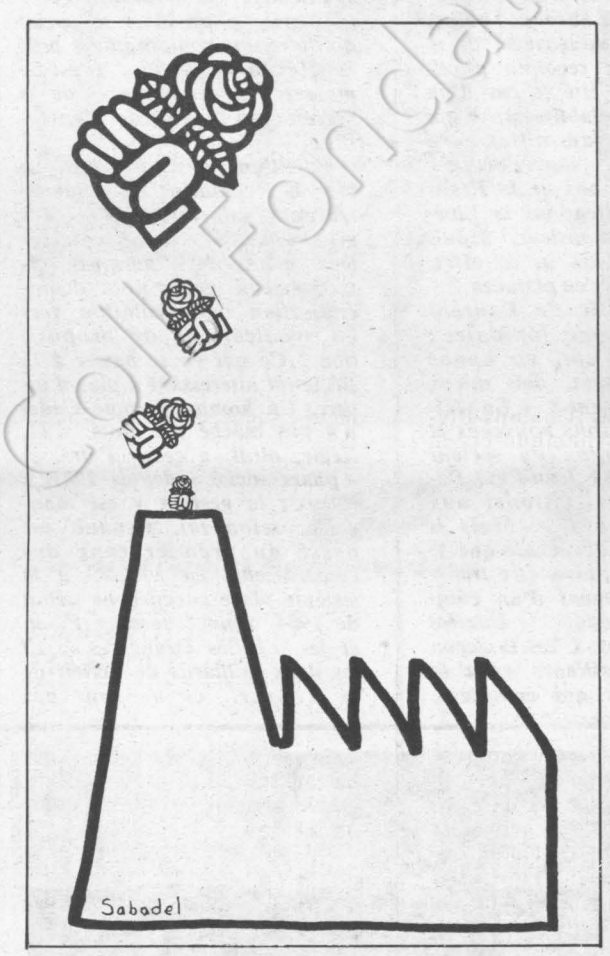
Autres questions : le financement. L'argent fait-il l'entreprise ou le contraire ? Et les « banquiers-assis », qu'attendent-ils ? Ailleurs, c'était la transmission des entreprises qui préoccupait les participants après le constat d'âge des petits patrons : 60 % ont plus de 50 ans, et parmi ceux-là 68 % n'ont pas d'enfants qui envisagent de reprendre l'affaire... Il faut donc chercher des modalités de transmission, faire la distinction entre le patrimoine et l'outil de travail...

Les voies nouvelles de développement, la technologie et ses avancées, le gigantisme... remettaient en cause, dans un autre groupe, bien des certitudes. Y a-t-il des créneaux privilégiés ? Ou des hommes capables d'innover même dans les secteurs traditionnels ? Et le progrès ? un développement quantitatif ou qualitatif ?... Entre l'économie et le social, Antoine Tillie entrevoyait la possibilité « d'un mariage légitime ». « Une chance historique » de démontrer la capacité de la gauche à faire la synthèse... Par des preuves pratiques, en entrant carrément, et « non pas à reculons » dans un nouvel espace.

Lionel Jospin et Laurent Fabius étaient là, à l'écoute, officialisant en quelque sorte l'initiative qu'ont prise certains à organiser ce colloque. Fabius dit : « Il faut épouser son temps !... Les problèmes qu'avaient à traiter Jaurès ou Blum n'étaient pas les mêmes... notre socialisme est adapté à son temps. »

Les choses changent, et le profil du créateur aussi. Il y a « renaissance de la notion d'entreprise : des jeunes s'y engagent, sachant dès le départ qu'il n'y a pas d'innovation technologique durable sans innovation sociale »... Jusqu'à ce jour, dans les P.m.e.-P.m.i., c'était souvent l'obstacle. Combien de patrons, aujourd'hui même, malgré une somme considérable de mesures en leur faveur, sont réticents, font preuve d'une méfiance, d'une suspicion à l'égard de ce qui a été fait ! Paradoxal, mais c'est ainsi !

Certains, cependant, sont prêts à élargir leur vision, et quelques points précis vont faire l'objet d'études approfondies, entraînant peut-être d'autres adhésions. Jean-Claude Bonduelle, patron et militant socialiste, peut leur montrer la voie par son réalisme et sa fougue.



Pascal Lebrun



Jean-Claude Bonduelle.

COMME pour les autres chefs d'entreprise, c'est le goût du risque, la ténacité, la puissance de travail, une certaine fierté de ce qu'on entreprend et réalise qui le motivent. Ce qui diffère, c'est une attention renouvelée vers les autres — c'est-à-dire l'équipe — un regard plus intellectuel porté sur la profession et l'ensemble de ses problèmes, non sans les avoir analysés sous toutes ses faces. C'est aussi faire la distinction entre profit et bénéfice. Est-ce là le nouveau profil du chef d'entreprise ? En tout cas, c'est celui de Jean-Claude Bonduelle, chef d'entreprise... mais socialiste ! Ce qui change tout l'éclairage.

Sa petite Société : B.s.a. (11 personnes) est une société de services, services liés aux centres de recherche et aux grandes entreprises qui fabriquent du matériel électrique et industriel : transformateurs, isolateurs, résistances chauffantes, chauffages électriques, schémas synoptiques, etc. Voilà 14 ans qu'il a fait le grand saut, après avoir été V.r.p., puis associé comme agent commercial dans une petite boîte dont il racheta les parts. Il fallait pendre une décision : ou garder le statut V.r.p. avec ses limites, ou fonder une société, c'est-à-dire modifier les statuts et les structures avec l'espoir l'amplifier l'affaire... « lancer des trucs », organiser, c'est tentant pour un homme jeune et dynamique, mais il faut savoir s'entourer : « Avant même les structures... les hommes ! C'est plus important », dit-il. Et voilà donc fondée la B.s.a. qui, comme ma moto, fonce et fait du bruit ! Une équipe efficace dont il est le pivot, et dont les collaborateurs acceptent de jouer le jeu. Quatre agents sur la route, six secrétaires, télex et tutu quanti, bref une structure qui permet à un client d'obtenir tous les renseignements qu'il désire, techniques et autres, dans la journée même. Lui, le chef il coordonne ! Il coordonne mais joue aussi le rôle d'ingénieur-conseil. Il fait relais entre la production (une quinzaine de sociétés représentées) et l'incorporation de ces produits d'installation ou d'investissement. Prospecter. Vendre. Rechercher et déceler des orientations nouvelles. Voilà. « Autrefois,

(suite en page 8)

(suite de la page 7)

dit-il, l'agent commercial était celui qui devait exécuter. Un point, c'est tout ! Aujourd'hui, nous avons avec les sociétés des relations d'égalité. Très introduits sur le marché, on peut déceler des axes, des orientations nouvelles, et ainsi ramener des idées aux usines : on a intérêt à ce qu'elles tournent ! On fait, en quelque sorte, fonction de marketing... »

Aujourd'hui Jean-Claude Bonduelle détient 75 % des parts de sa petite entreprise (petite, mais importante puisqu'il n'en existe qu'une dizaine de ce type en France). Cette croissance s'est effectuée au cours des années fastes, grâce à une équipe professionnelle bien rodée et efficace, où chacun a son secteur technique distinct, sa secrétaire responsabilisée et spécialisée dans un domaine particulier. Dans cette boîte, pas de hiérarchie verticale et figée. Une bonne ambiance. A cette époque d'avant-crise, tout tourne sans histoire, si bien que Jean-Claude Bonduelle peut dégager du temps et se consacrer aux problèmes politiques et sociaux, problèmes liés aux besoins de sa ville : Nantes. « Pas de lien direct avec ma profession, pas de confusion, dit-il, aucune passerelle entre ces doubles responsabilités, mais une connaissance progressive de l'environnement économique de ma ville, et un meilleur raisonnement du problème des petites entreprises. » Bref, une vue politique.

Animant ici ou là des groupes de travail, discutant avec les hauts fonctionnaires pour « essayer de leur faire toucher du doigt les authentiques problèmes des hommes de terrain », pendant six ans, il accomplit un long chemin dans la direction de la gauche, s'intègre au courant socialiste, devient adjoint au maire. Un panorama économique et politique qui s'éclaire durement, d'une part, la réalité quotidienne des responsables P.m.e., d'autre part, une nouvelle éthique. On pourrait dire qu'il vit une contradiction, d'autant plus difficile à assumer, à surpasser, que dans 90 % des cas ses camarades professionnels sont... de l'autre bord ! N'empêche ! Il y a donc deux actions à mener : tenir la barre dans son propre fief, et, à l'extérieur, faire face à la canonnade, en tant qu'entrepreneur militant.

« Coller aux besoins »

Aujourd'hui, qu'en est-il de sa propre entreprise ? Comme tous et partout, aujourd'hui on compte !

« Le marché s'est amoindri, la concurrence est plus vive, il y a eu des regroupements et des filiations dans les usines... La profession est touchée. » Certes, Bonduelle a une expérience de plus de 20 ans, des sociétés fidèles, du matériels fiable, une réputation solide, tout ça. « C'est un bon matelas... On peut se bagarrer ! » Mais il faut être lucide et considérer « qu'il y a saturation au niveau du travail à accomplir, qu'on ne peut aller au-delà du marché, que les frais augmentent, qu'on ne peut plus dégager de bénéfices... ». Payés au pourcentage (de 0,5 % à 10 %) et six mois après — à condition qu'on ait réussi l'affaire —, c'est une avance considérable d'argent, une distorsion... « Bref, actuellement, croissance zéro... et continue-t-il, c'est au moment où c'est le plus plat, qu'il y a moins d'affaires et moins d'argent, qu'il faut « sortir », prendre le risque de dépenser au-delà du raisonnable, trouver d'autres commettants (sociétés à représenter). C'est prendre le risque de perdre ou gagner ! Plus question de rester river au téléphone pour prendre des commandes comme en période de croissance ! Le marché est en évolution, il faut être à l'écoute ! Dans dix ans, les sociétés qu'on représente auront des produits différents. »

Bonduelle l'a bien compris. Sa nouvelle cible, c'est le matériel électronique sophistiqué : du petit matériel employé en médecine, à celui plus important de chaufferie collective par système informatique et programme/logiciel, pour économie d'énergie. Dans le présent, « coller aux besoins ». Dans le futur, précéder les besoins en « lançant des cartes nouvelles », dont les retombées ne se feront que dans deux, trois ans, ou pas du tout ! Mais c'est ça prendre un risque ! « Ne pas lever le pied, surtout ! ne pas se recroqueviller, accepter la mutation... enfin, il faut avoir le cœur bien accroché ! »

Alors, depuis deux ou trois ans, son action de militant le pousse à rechercher les causes de blocage et les solutions possibles pour remédier à cet état de choses... et engendrer des vocations défaillantes... Générer un cadre favorable en revalorisant l'image de l'entrepreneur et de la fonction commerciale, et puis, concrètement, prendre des mesures. Des mesures qui n'iraient pas à l'encontre du discours ! « Comme si on se donnait des bâtons pour se faire battre ! » On discute ferme dans les commissions d'études du P.s., et la préparation du Colloque du 16 mars, auquel il travaille avec ses amis Claude Neuschwander et Antoine Tillie, chefs d'entreprise eux aussi, va mettre en évidence certains points négligés jusqu'ici — ou à revoir. C'est ça l'imagination économique. Démontrer par des propositions concrètes que la gauche est attentive aux préoccupations des P.m.e. et sait faire face à la crise.



Pascal Lebrun

Jean-Paul Bachy et Michel Coffineau.



SECTEUR PUBLIC: LA DEMOCRATISATION VA BON TRAIN

La participation au vote chez Renault et les résultats obtenus par la C.g.t. et la C.f.d.t. sont de bonne augure pour la réforme des administrateurs salariés

PAR CLAUDE JADOUL

C'EST parti — et bien parti : la première élection, chez Renault, le 15 mars, des administrateurs salariés a remporté un succès massif. 75 % des salariés, près de 120 000 personnes sur 165 000, ont participé au vote, ce qui prouve, indiscutablement, la popularité de la réforme puisque le taux d'abstention atteint généralement les 30 % à la Régie lors des élections professionnelles. Autre enseignement : le R.p.r. avait appelé publiquement à voter contre la C.g.t. et la C.f.d.t. Espoir déçu pour le parti chiraquien : la C.g.t. vient en tête avec 47,23 % (tous collèges confondus) et la C.f.d.t. en seconde position avec 21,23 %.

Trois administrateurs cégétistes, un cédétiste, une C.g.c. (qui n'opère pas la percée escomptée avec moins de 10 % des voix) et F.o. qui gagne 4 % (près de 15 %), c'est un résultat favorable, à n'en pas douter, à l'union de la gauche sur l'ensemble du groupe.

Les enseignements de cette première élection dans un groupe nationalisé n'ont pas manqué de marquer la journée du 18 mars que le P.s. organisait à la Mutualité sur le thème de la « Démocratisation du secteur public ». Deux ans de nationalisations, c'est peu pour bouleverser le paysage industriel et social des groupes concernés. Ne serait-ce qu'en raison des freins, nombreux, qui jouent, çà et là, dans les groupes et, surtout, parmi les directions des filiales. Dimanche dernier, Laurent Fabius, ministre de l'Industrie et de la Recherche, l'a reconnu publiquement. Il a cité le cas d'un responsable d'établissement qui proclamait, tranquillement : « Nous sommes sous l'occupation. Nous faisons de la Résistance. Nous attendons la Libération. » Ce monsieur, depuis ces fortes paroles, a, en effet, été libéré... Qui s'en plaindra ?

Le diagnostic de Laurent Fabius est donc lapidaire : « Industriellement, en bonne voie ; socialement, doit mieux faire. » Comment ? « En faisant vivre les droits nouveaux et la démocratisation du secteur public », répond Jean-Paul Bachy, secrétaire national aux Entreprises du P.s. Mais il serait illusoire de penser que le paysage social puisse être transformé radicalement d'un coup de baguette magique. « Une loi n'est qu'une loi. C'est la façon dont les travailleurs vont la faire appliquer qui compte », dit Pierre Cadel, secrétaire du G.s.e./Renault. Pas question de renoncer au rapport de forces. Et un homme comme Roger Sylvain, figure de proue de la C.g.t., nouvel administrateur salarié ouvrier de la Régie, a bien mis les points sur les « i » dès son élection : « Nous ne serons pas de super délégués syndicaux. Nous allons gérer (...) mais pour nous le social doit être une composante à part entière de la gestion. C'est le moteur de l'économie et de la marche en avant de l'entreprise. »

Car l'une des questions est bien là : comment les administrateurs salariés élus — des syndicalistes — vont-ils exercer leur mandat ? Y aura-t-il, effectivement, grâce à la démocratisation une évolution vers un syndicalisme de proposition ? Ce qui va se passer à la Régie est intéressant à plus d'un titre. Un homme comme Cadel n'a pas mâché ses mots. « La Régie, dit-il, a cessé d'être un « phare social » depuis 1981. » Mieux : la gestion y est mauvaise, selon lui. Renault est passé du premier rang des constructeurs en 1982-83 à la sixième place européenne début de 1984, venant derrière P.s.a. et les « belles étrangères ». Et les deux milliards de déficit de la R.n.u.r., ce ne sont pas seulement les mauvais résultats de R.v.i.

Les futurs conseils d'administration laissent donc augurer de belles empoignades sur l'avenir des groupes. Les administrateurs salariés vont-ils accepter de siéger dans une « chambre d'enregistrement » ? Ou vont-ils réclamer le droit de se prononcer sur les grandes orientations stratégiques des groupes ? Chez Renault, un homme comme Sylvain pose déjà la question de la « qualité et des coûts de production (...) rééquilibrer le rapport entre les activités en France et à l'étranger, limiter les réimportations ». On est déjà au cœur du sujet. Mais, attention, rétorque Michel Charzat, secrétaire national du P.s. au secteur public : « Les systèmes sociaux ne peuvent être brusqués. » Et si les syndicats voient bien le piège : éviter, la coupure avec leur base, la démocratisation du secteur public pousse tout naturellement vers une évolution des mentalités pour plus de 2 200 000 salariés des nationalisées. La redéfinition du rôle du syndicalisme serait-elle en marche ? Face à l'Etat actionnaire, et aussi face aux questions qui se posent quant à son audience, ses effectifs et, surtout, par rapport à sa crise du militantisme.



Pascal Lebrun

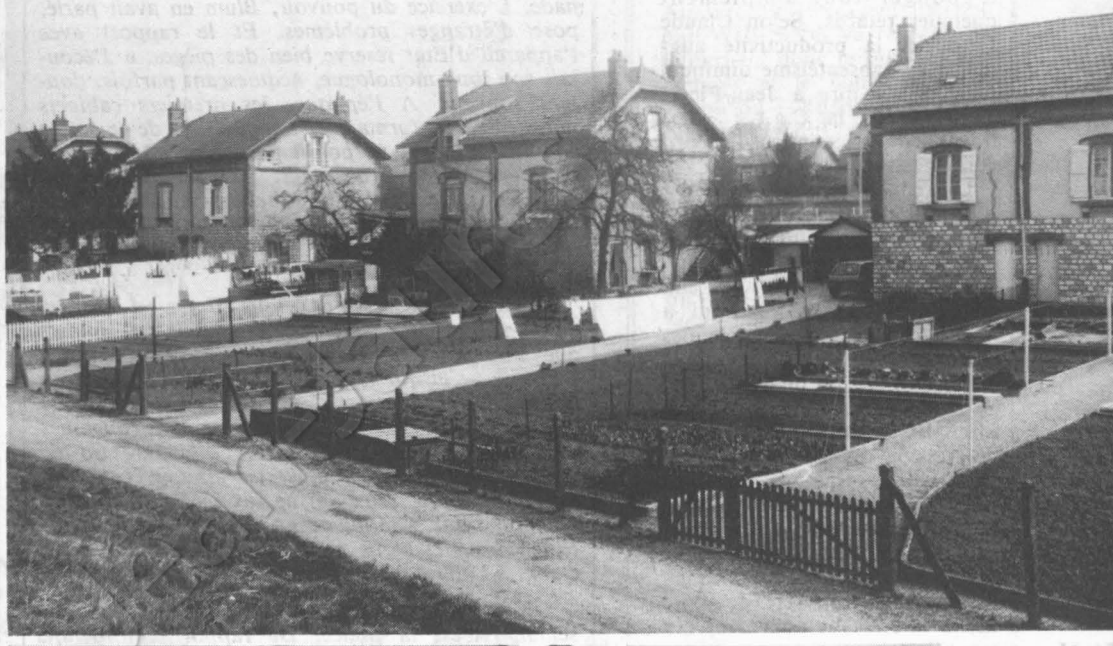
Laurent Fabius pendant son intervention avec, à ses côtés, Antoine Tillie et Claude Neuschwander.

ON Y FABRIQUE DES ROBOTS MAIS ON N'Y EST PLUS DES ROBOTS...

Le cas exemplaire d'une entreprise de Montceau-les-Mines montre que les salariés peuvent gagner à la réduction des horaires sans que la direction y perde



Pascal Lebrun







Chez Robot-Coupe, à Montceau-les-Mines.

PAR PHILIPPE MAQUAT

(de notre envoyé spécial)

« UN cas exemplaire », a dit Pierre Bérégovoy, ministre des Affaires sociales, en signant le 9 mars dernier un contrat de solidarité avec l'entreprise Robot-Coupe, installée en pleine zone industrielle de Montceau-les-Mines, en Saône-et-Loire. A la faveur de ce contrat, la durée du travail sera pour les 335 salariés de l'entreprise abaissée à 36 heures le 1er avril prochain, et à 35 heures le 1er décembre 1985.

Un cas exemplaire qui valait donc le déplacement sur les lieux, un court déplacement en fait, puisque, le T.g.v. aidant, Montceau-les-Mines, une ville industrielle de 28 000 habitants, n'est plus qu'à 1 h 30 de Paris. Entrée claire et feutrée à la fois, plantes vertes, standardiste souriante et aimable : l'accueil semble être exemplaire, lui aussi dans cette P.m.e. qui fabrique des robots Magimix de cuisine à usage ménager pour 70 %, et à usage professionnel (commerces, restauration) pour 30 %. Depuis 1963, la tendance s'est peu à peu inversée puisque il y a 21 ans, lorsque fut créée l'entreprise, le secteur ménager était totalement absent de la production. Mais quinze ans plus tard, en 1978, devait intervenir aux Etats-Unis l'explosion du robot ménager...

« C'est le pied »

Toujours est-il que nous n'étions pas au bout de nos (agréables) surprises. Secrétaire C.g.t. au comité d'entreprise de l'établissement, Jean-Pierre Meneghel n'hésite pas à lancer, en effet, que travailler dans cette entreprise « c'est le pied », alors que Claude Larouzic, son directeur, prend à revers les trop fameuses théories Gattaz sur les licenciements, expliquant que « licencier, c'est casser la dynamique d'une entreprise ».

Il est vrai qu'à l'image des horaires les structures de Robot-Coupe sont extrêmement souples. « Depuis deux ans, explique Jean-Pierre Meneghel, un dialogue permanent s'est instauré entre la direction et les syndicats. Si bien que, pour aborder un problème, nous n'avons besoin ni d'effectuer une démarche officielle ni de prévoir à l'avance un calendrier fixe. » De son côté, le directeur de l'entreprise estime que la réduction de la hiérarchie à sa plus simple expression, c'est-à-dire sans chefs d'équipes, mais avec des secteurs de fabrication responsabilisés, a considérablement amélioré les rapports humains. « Ici, il n'y a pas de petits chefs », précise-t-il. Quant à la moyenne des salaires, elle avoisine les 4 800 F sans compter le 13e mois et la prime de vacances. C'est en fait en 1980 qu'eut lieu le dernier grand conflit interne avec la menace d'une trentaine de licenciements auxquels les syndicats s'opposèrent avec succès. Et c'est en juin dernier que la C.g.t., majoritaire à 85 %, et la C.f.d.t. estimèrent, à l'étude du bilan 1982, que les conditions étaient réunies pour signer un contrat de solidarité destiné à diminuer la durée hebdomadaire du travail. Ebauché par les syndicats, le protocole fut d'abord accepté aux deux tiers par la direction, puis en totalité le 9 mars dernier, jour de la signature du contrat avec l'Etat, dont l'aide s'élèvera à 2 millions 300 000 francs pour trois ans.

En contrepartie de cette réduction des horaires avec maintien intégral du salaire, les travailleurs de l'entreprise ont accepté la constitution de deux équipes de 20 volontaires qui, pour mieux utiliser les nouveaux équipements de l'atelier « moteurs », travailleront de 5 h à 13 h et de 13 h à 21 h. Ils ont également accepté d'adapter les horaires à l'état du carnet de commandes. En clair, les salariés travailleront 39 heures maximum en période de

(suite en page 10)

Ces propositions ? « Toutes prioritaires ! s'exclame Bonduelle. Entreprendre est décourageant ! Une gangue de bureaucratie. » Cent soixante-deux dossiers différents, des formalités kafkaïennes, une procédure qui peut durer six mois... Aux Etats-Unis : quelques jours ! Ne pourrait-on réduire tout ça ?

Et les banques ? Bonduelle a des tas d'idées sur la question, et d'abord, il s'insurge sur leur unique rôle de prêteurs à gages : « Si peu de coopération, de confiance ! » Développer une ingénierie financière lui paraît urgent : pourquoi ne pas envisager un service qui emploierait des hommes expérimentés (des préretraités, par exemple, payés à la journée ou à la vacation) pour étudier le dossier d'un créateur, se pencher sur l'homme et sur l'idée, jaugeant les possibilités, assurant un audit technique, donnant un diagnostic... Et à propos d'idées, une banque d'idées, sorte d'Anvar, voilà qui serait astucieux !

De la souplesse S.v.p. !

Question fiscalité et juridiction, quant à lui, une révision s'impose : prise en compte du réinvestissement, des financements à risque... Revenir aussi à l'impôt forfaitaire du début d'année : son entreprise n'a-t-elle pas dû payer 3 fois plus cette année ! Il ne s'agit pas de crier haro sur le baudet... mais enfin ! Le système de remboursement en cas de déficit lui paraît aussi aberrant : il propose un système plus immédiat, comme en Angleterre (carry back tax loss), qui permet de récupérer ces sommes au moment où on en a besoin... « Cette mesure psychologique, sans faire un gros trou dans les caisses de l'Etat, démontrerait, dit-il, qu'on est soucieux de la conduite financière des petites P.m.e. »

Parlant posément, il s'élève aussi contre le caractère fatidique du seuil du 10 ou 50 salariés... « Trop strict et trop bloquant ! » Plus de souplesse... une fourchette, par exemple !

Découle aussi de certaines réflexions cette proposition qui peut faire hurler : celle de favoriser des conditions d'embauche à durée limitée... « Qu'est-il mieux : embaucher quand c'est possible, ou voir des chômeurs éternellement privés d'emplois, et déposer sur le bord de la route des gens de 55 ans, pleins de compétence ? » Ça aussi, ça le chiffonne et lui semble « dommageable », aussi bien pour eux-mêmes que pour la société. Et la formation ? Et ceci et cela... « Tout est prioritaire ! répète-t-il. Et l'état d'esprit, comment donc ! »

Les propositions ne manquant pas, et le P.s., qui était demandeur, a de quoi réfléchir. Faire ressortir parmi celles-ci les plus impérieuses pour créer, maintenir et développer ces petites unités à taille humaine — et les faire appliquer — c'est aussi un risque à courir ! Un risque collectif, et il est normal d'y associer les travailleurs, de les convaincre qu'ils sont eux aussi des entrepreneurs. Faire ce qu'il faut pour cela. Personne n'y perdra son prestige, bien au contraire. Est-ce cela « réussir » pour un entrepreneur nouvelle vague ? « Oui, dit Jean-Claude Bonduelle, c'est faire tourner la boîte et que chacun y soit à l'aise et heureux. C'est illustrer dans les faits le fameux couple économique et social. » Et l'argent ? (Le mot profit ne plaît pas beaucoup.) « L'argent, ce n'est pas une finalité ! Il sert à faire des bénéfices, dont on ne fera plus bénéficier uniquement soi-même, mais l'entreprise et les participants... ». En somme, « le savoir-faire, et le savoir-être »... C'est très calé. ●

(suite de la page 9)

pointe (Noël, fête des mères, etc.) et 32 heures en période creuse. Un système souple qui permet d'éviter le chômage partiel lorsque les commandes sont à la traîne.

En outre, existe à Robot-Coupe un autre système très original, celui de la capitalisation d'heures. Prenons un exemple simple : le salarié peut travailler une heure de plus dans une semaine — 36 heures au lieu de 35 — et se mettre du même coup cette heure de côté. A raison de 32 heures au maximum cette année, mais jusqu'à 52 heures en 1985 et 1986. Mises de côté, ces heures mobiles accumulées permettront donc à l'intéressé de « faire le pont », de prendre une demi-journée pour aller chez le médecin ou régler une affaire personnelle, voire d'éponger tout simplement quelques retards. Selon Claude Larouzic, la productivité augmente et l'absentéisme diminue. Ce qui fait dire à Jean-Pierre Meneghel de la C.g.t. : « Les travailleurs gagnent à l'accord et la direction n'y perd pas. »

La réduction progressive des horaires de travail hebdomadaire et leur flexibilité ne sont effectivement pas pour déplaire au personnel, dont le week-end commence chaque vendredi à midi. Affairée au contrôle des robots, cette jeune femme, mère d'un garçon de douze ans, et dont le mari travaille chez Michelin à Montceau-les-Mines, avoue qu'elle ignore comment va se traduire dans les faits le passage aux 36 heures le 1er avril prochain : « Mais, explique-t-elle, rester, ne serait-ce qu'un quart d'heure de plus au lit chaque matin, sera de toute façon intéressant pour moi qui travaille debout. »

Une véritable bénédiction

Quant à Jean-Paul, 28 ans, marié à une institutrice et père d'un petit garçon de deux ans, il rappelle d'abord que les horaires de l'entreprise sont passés de 44 h 30 en 1973 à 36 heures dans quelques jours.

Une véritable bénédiction pour les loisirs de ce bricoleur et pêcheur convaincu qui joue également au football dans l'équipe corpo de Robot-Coupe. « Mais, estime-t-il encore, les frais de garde pour l'enfant sont également diminués, car mes horaires sont assez complémentaires avec ceux de mon épouse. En outre, quand ma femme est en vacances, nous pouvons partir en week-end en Haute-Loire dès le vendredi après-midi, ce qui n'est pas négligeable. » Jean-Claude, qui n'ignore pas les difficultés économiques que connaissent actuellement les bassins de Montceau-les-Mines et du Creusot, est bien sûr satisfait de son sort : « D'autant, dit-il, que ma future belle-sœur qui a une formation de secrétaire ne peut trouver de travail. »

La grande question est donc posée : la réduction du temps de travail dans l'entreprise ira-t-elle plus loin que le simple maintien des effectifs imposé par le contrat de solidarité ? « On ne peut difficilement imaginer qu'il n'y ait pas de créations d'emplois, dit Jean-Pierre Meneghel, car nous sommes condamnés à l'expansion. » Plus prudent, Claude Larouzic, qui ne peut devancer les intentions de Pierre Martin, le P.-d.g. de l'entreprise, se contente donc d'évoquer une diversification de la production : « Nous avons effectivement des idées en portefeuille », dit-il. Il faut, en effet, savoir que cette P.m.e. exporte 80 % de sa production vers l'Europe de l'Ouest, le Japon, l'Afrique du Sud, l'Australie et les Etats-Unis où elle possède une filiale.

« On vend de la cuisine française », dit son directeur. Ce qui signifie qu'opportuniste, l'entreprise a su profiter de la renommée de notre gastronomie pour pénétrer et s'implanter sur le marché américain dès 1978. La France, ce n'est certes pas que les parfums, la haute couture, le champagne et les bons vins, mais il est certain que cette réputation peut aussi être utile. Pour vendre des robots ménagers, par exemple. Et prendre de l'expansion.

A Robot-Coupe, pas plus la direction que les syndicats n'entendent donc s'endormir sur leurs lauriers. Jean-Pierre Meneghel confirme notamment que la C.g.t. va poursuivre son action en faveur des bas salaires, et de l'embauche, tout en vérifiant que les fonds publics apportés avec le contrat de solidarité seront investis à bon escient. « Et si Robot-Coupe a pu et a su s'inscrire dans ce processus de réduction du temps de travail, poursuit-il au nom de la C.g.t., nous pensons et nous affirmons que beaucoup d'autres peuvent en faire autant. »

Alors qu'en R.f.a., l'épreuve de force pour les 35 heures hebdomadaires semble désormais inévitable entre le syndicat des métallurgistes « Ig-Mettal » et le patronat ouest-allemand le débat sera peut-être relancé en France à la faveur de ce « cas exemplaire » de Montceau-les-Mines. ●

une voix dans le choeur, par Pierre Carrier

A-T-ON ETE "TROP BONS" ?

Le préfet de police dont un rapport "confidentiel" traîne partout est, sur le plan de la discipline, au-dessus de tout soupçon

« On est trop bons ou trop naïfs. Ça nous jouera de mauvais tours. » C'était une fin mai tout en douceur. Entre deux victoires, la gauche se laissait aller aux rêves. Bien sûr, il y avait la crise; bien sûr, nous n'avions pas que des amis; bien sûr, qu'il allait falloir programmer tout ce qui n'était pas au programme. Tout cela on le savait. Mais l'élan bridé durant de très longues années, toutes les idées demeurées dans les cartons, la compétence de bon nombre d'entre nous et l'initiative de tous enfin permise, tout autorisait le rêve.

« Cela ne se passe jamais comme cela, petit. » C'était fin mai et il m'appelait encore « petit », bien que depuis fort longtemps je ne mérite plus un tel qualificatif. Nous avons tous — nous devrions tous avoir — ce « vieux témoin » rencontré durant les années de jeunesse, mélange étrange de militant et de livre d'histoire, porteur des valeurs dont nous avons hérité. Un de ces hommes qui ne furent jamais élus, jamais responsables, mais qui, aux heures dures, où il n'y avait que très peu d'élus et très peu de responsables, jouèrent le rôle de mainteneur.

« Ne rêve pas petit, ce ne sera pas une promenade. L'exercice du pouvoir, Blum en avait parlé, pose d'étranges problèmes. Et le rapport avec l'appareil d'Etat réserve bien des pièges. » J'écoutais son long monologue, acquiesçant parfois, doutant souvent. A l'époque, les premiers cabinets ministériels se formaient. La question de la haute administration ne se posait pas encore. Les « heureux élus » — il ne s'agit pas des députés — n'avaient pas encore leurs « habits neufs » et regardaient tout étonnés pour quelques-uns les « lambris » pas toujours très propres dans lesquels ils allaient devoir travailler.

La suite ? On la connaît tous. Il y a eu les têtes qu'il fallait couper, que l'on ne voulait pas couper, que l'on nous a accusé de couper — étrange « nous » — et qui sont toujours en place. Il y a eu la lutte des grands corps — X, Mines, Ena — cette vieille permanence qui permettra dans quelques décennies de fort belles thèses d'histoire ou de science politique. Il y a eu les amitiés, ceux qui savaient y faire, ceux qui ne savaient pas. Mais la volonté d'une alternance en douceur, sans cri ni chuchotement. Nous avons pourtant eu les deux. Quant à l'alternance...

Les titres des journaux le prouvent : cette semaine c'est la police. De rapport confidentiel rendu public en mutations incomprises, les « affaires » semblent succéder aux « affaires ». Depuis près de trois ans, on a presque tout connu : les rapports oubliés, les interrogations et les mouvements d'humeur d'un corps qui, contrairement aux idées reçues, n'est pas si à droite que cela. Et les salles de rédaction bruissent d'étranges rumeurs : un tel est l'homme lige de Chirac, il va être promu ; tel autre était à gauche, avant, il va au placard ; qui commande, le ministère, l'Elysée ou la mairie de Paris ? On récapitule les carrières : il fut au cabinet de Marcellin, il est très lié au directeur de cabinet de Chirac. On essaie de comprendre, puis finalement on sourit. Tristement.

Restent les questions. Tout d'abord le « qui commande » vraiment, puis, après un détour par la définition des missions de la police, la réflexion sur les structures et l'évolution des moyens, revient, inévitable, une lancinante interrogation : les vieux socialistes, ceux d'il y a longtemps, parlaient de briser l'appareil d'Etat, que devons-nous faire ? Bien sûr, nous avons appris depuis que ce n'est pas aussi simple.

Pourtant, sans le briser ni pratiquer un « spoil system » farouche, ne conviendrait-il pas de définir quelques règles simples ? Par exemple, se souvenir de ceux grâce à qui on gouverne pour choisir ceux qui administrent. Car si l'on peut disserter longuement sur la compétence, sur la fidélité par contre... on peut savoir très vite qui le sera et qui ne le sera pas. Reste enfin le symbole : ça compte pour une couche sociale, une tranche d'âge, etc. de se voir, de se savoir représenté à tel ou tel niveau de responsabilité : en République, l'identification, ça fonctionne.

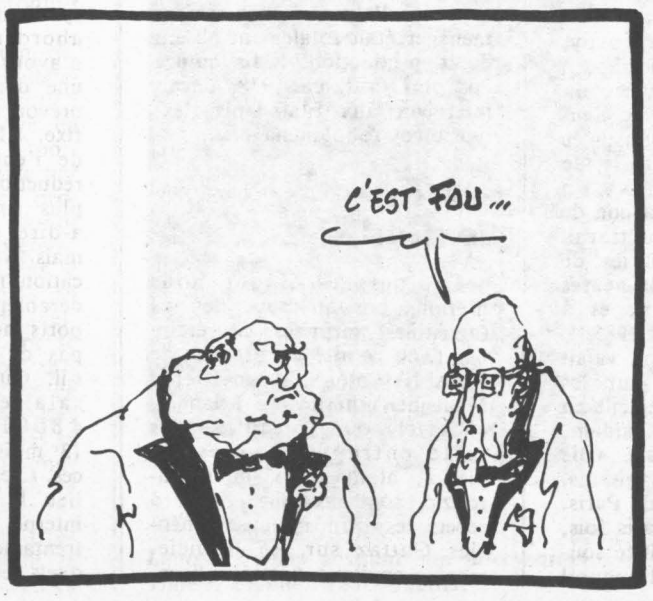
De plus, nous savons tous que si dans l'opposition les hauts fonctionnaires de gauche — ils étaient rares — faisaient preuve d'un sens de l'Etat remarquable, il est difficile aujourd'hui d'affirmer que les hauts fonctionnaires penchant pour l'opposition font passer le droit de réserve avant leurs choix idéologiques. Trop de bavures, d'approximations, de pressions l'ont montré. Dans la police et ailleurs. Dès lors, on est en droit de s'interroger : sur les critères qui ont déterminé telle ou telle nomination, sur la fidélité de ceux qui ont défini ces critères, poussé un tel sur le devant de la scène et tel autre au fond d'un placard.

A-t-on été « trop bons » comme l'annonçait il y a déjà longtemps mon vieil ami ? Je ne sais si les rapports entre un ministre et son cabinet, entre un cabinet et la haute administration relèvent de la bonté. Il me semble parfois qu'il s'agit d'aveuglement. Car il ne faut pas se tromper : à droite on nous combat ! La gauche, par tradition, cherche à convaincre. La droite, elle, à vaincre et à contraindre. Certes, sur le long terme nous avons raison. Mais, en politique, il n'y a pas que les temps longs de l'histoire. L'actualité est là, bousculant hommes et femmes, masquant les tendances profondes, les contrariant, les brisant parfois. Il faut nous en souvenir.

Pierre Mauroy a parlé de gouverner autrement. Souci louable. Qu'il conviendrait, me semble-t-il, de mettre en pratique. Que l'on ne crie pas à la « dictature du prolétariat » ! Gouverner autrement, c'est entre autres choses être sûr de ses arrières. C'est-à-dire des cabinets ministériels et de la haute administration. C'est être obéi, minimum qu'une République doit demander. Et il n'y a pas trente-deux recettes pour être obéi ! La première est connue : cela s'appelle confiance, volonté et projet commun. Le reste est affaire d'autorité. Il me semble que l'on devrait s'en souvenir. D'autant que la « compétence », argument si souvent utilisé, ne me semble pas toujours avoir fait ses preuves. Un exemple : le préfet de police dont un rapport confidentiel traîne partout est sur le plan de la discipline au-dessus de tout soupçon. Au point qu'il a interdit aux journalistes de fréquenter le quai des Orfèvres : il voulait éviter les fuites ! Le résultat est probant.

La gauche avait le temps, disions-nous. Elle en a un peu moins. La gauche a une majorité sociologique, affirmions-nous. C'est toujours vrai. Mais il existe parfois entre les majorités sociologiques et les majorités politiques des différences qui font la victoire ou l'échec. On nous a dit depuis fort longtemps que l'on ne fait pas une bonne politique avec de bons sentiments. Voire. Le sentiment pèse souvent — presque toujours — très lourd. Et dans le lien entre une majorité et un gouvernement, « les sentiments » passent, entre autres, par l'image donnée. C'est-à-dire par l'art de gouverner. Est-ce impertinent de dire que de ce côté-là la gauche a des progrès à faire ?







EUROPE IS... MONNAIE

En dépit des fluctuations désordonnées du dollar, le franc depuis un an se porte plutôt bien. Reste que "si l'Europe parlait d'une seule voix", le désordre monétaire pourrait être enrayé

PAR STEPHEN GERE

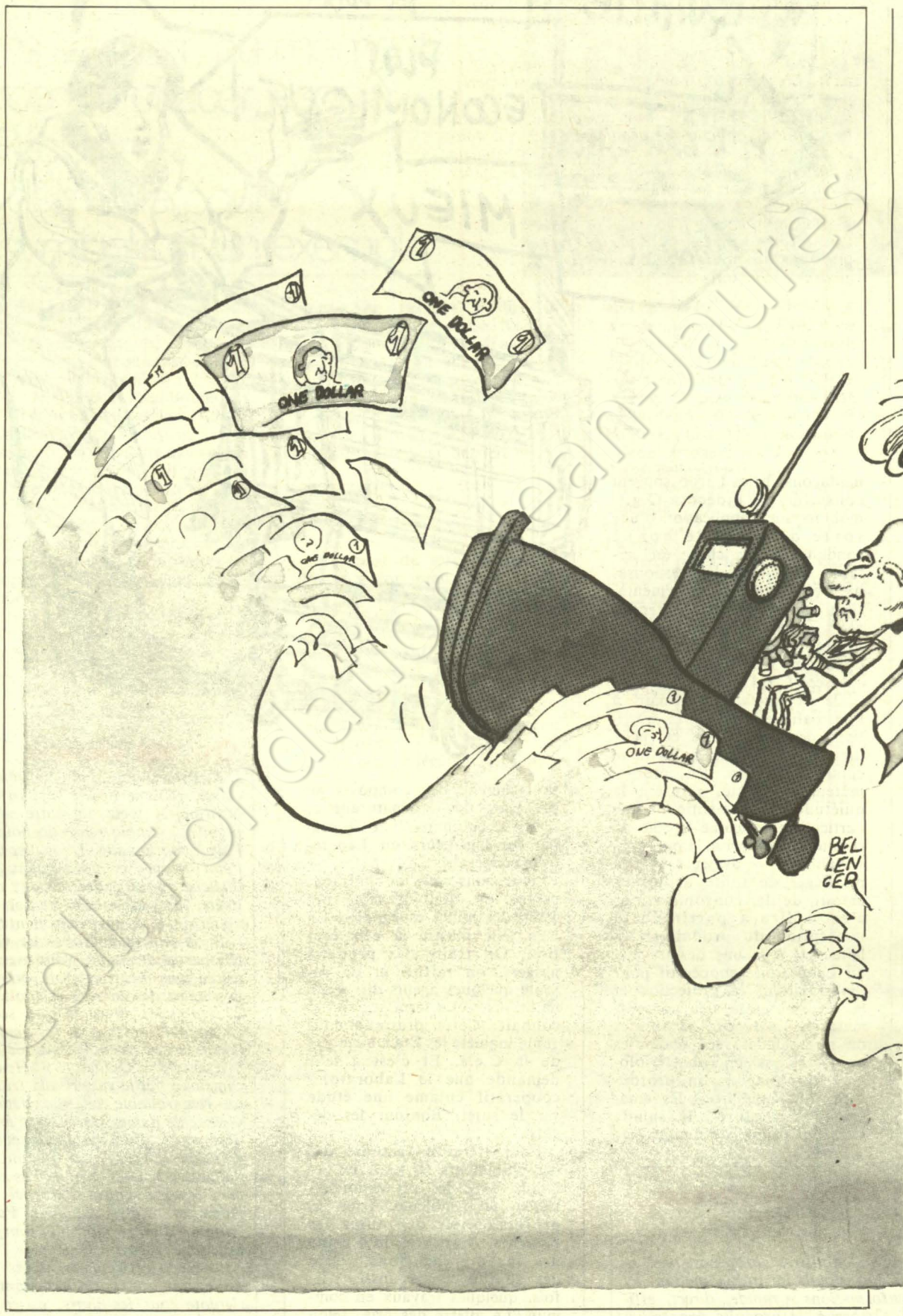
« PAS de monétarisme, mais pas de laxisme non plus. » C'est en ces termes que Jacques Delors expliquait il y a quelque temps sa politique monétaire. Une politique qui remplit convenablement sa mission : faire en sorte que le franc se maintienne dans le Système monétaire européen (S.m.e.) sans trop d'intervention des autorités monétaires, et qu'enfin il ne souffre pas trop des fluctuations erratiques du dollar. Du dollar et d'autres monnaies hors S.m.e., bien sûr, mais en l'occurrence, c'est surtout le billet vert qui préoccupe nos gouvernants. Eh bien, depuis la mise en place de la politique de rigueur, la situation du franc sur la base des parités résultant du dernier ajustement monétaire de mars 1983 est parfaitement satisfaisante.

Tout dépend en fait de l'appréciation que portent les cambistes sur notre politique intérieure. Et Rue de Rivoli, on estime que trois conditions doivent être réunies pour gagner la confiance de cette caste un peu à part. D'abord que la politique monétaire soit en phase avec la croissance attendue du P.n.b. Deuxièmement, qu'une politique active de modération des prix et des coûts soit menée. Troisièmement, que l'écart des taux d'intérêt français avec les taux étrangers compense les différentiels d'inflation entre ces pays et nous. Sur ces trois fronts, la rigueur a mis bon ordre.

Les cambistes ont leurs propres critères

« Pas de monétarisme, mais pas de laxisme non plus. » On devine que le laxisme monétaire caractérise la politique antérieure à la rigueur, à laquelle ni Jacques Delors ni le président de la République ne souhaitent revenir. Pas de crédit facile (à la consommation par exemple) ni de déficit budgétaire excessif financé par la planche à papier. Pas de décrochage des taux d'intérêt français. Pas davantage de laisser-aller du côté des prix et des coûts. C'est pourquoi de nombreux accords de modération des prix sont passés entre les pouvoirs publics et les professionnels, c'est pourquoi aussi l'augmentation des salaires est contenue dans des limites raisonnables.

Mais, allez-vous dire, la publication de médiocres résultats sur l'inflation et le commerce extérieur a dû, logiquement, relancer les attaques contre le franc. Apparemment pas, car les cambistes ont leurs propres critères d'appréciations. Ils raisonnent en moyennes, et si l'indice de février, comme celui de janvier, grimpe à 0,7, sur les douze derniers mois comme en rythme annuel sur six mois, la décélération se poursuit. Idem pour le commerce extérieur. Les 4,6 milliards de déficit en février reflètent une situation conjoncturelle plutôt qu'une tendance structurelle. Grosses importations d'hydrocarbures et baisse anormale de nos ventes de produits agricoles. En contrepartie, le solde des échanges industriels continue à progresser, et là c'est une tendance structurelle plutôt encourageante.



De plus, deux éléments semblent avoir fait bonne impression. La manière dont a été résolu le conflit des transporteurs — dit-on sans malice Rue de Rivoli — et le semi — accord salarial dans les banques. Tout cela fait que la Banque de France n'est pas intervenue pour soutenir le cours de notre monnaie depuis la grève des camionneurs, et que nous avons, au contraire, plutôt rentré des devises, en particulier lorsque le dollar a baissé. Pas de monétarisme non plus : une telle politique qui coûterait un million d'emplois à la France est totalement exclue.

Reste le dollar. Si le change devait refléter les tendances de deux économies, on estime généralement que le dollar est surévalué de 20 % par rapport au franc. En dépit de la brusque dégringolade observée il y a quelques semaines, les deux principales raisons qui justifient la flambée du billet vert depuis trois ans subsistent. La reprise américaine se poursuit et la demande extraordinaire de dollars, due principalement au financement du déficit budgétaire américain, ne tarit pas. Selon un proche de Jacques Delors, la chute temporaire et récente — le dollar est « tombé » à 7,86 — serait imputable à des facteurs psychologiques. Temporaire, parce qu'il est vite remonté. Ceux qui précédemment jouaient le dollar jouaient aussi Wall Street.

En décembre, il leur a semblé que la Bourse de New York se stabiliserait, ils l'ont alors quitté. L'essentiel des transactions monétaires avec les monnaies du S.m.e. se réalise en deutsche Mark. L'écart entre le franc et le deutsche Mark s'est alors un peu creusé, mais le franc a suivi parce que le différentiel des taux d'intérêt entre la France (12 %) et la R.f.a. (6 %) a joué en faveur du franc. N'oublions pas qu'on joue à la fois sur la devise et les placements dans cette devise. Aujourd'hui, les agents pensent que Wall Street va repartir, ils retournent donc le flux de transactions et le dollar remonte. Jusqu'où ? Jusqu'à quand ? Impossible à dire.

Du point de vue économique et non plus monétaire, les effets d'une variation du dollar sont complexes. Un dollar fort handicape nos importations, principalement en hydrocarbures, on l'a mesuré depuis deux mois, mais constitue un stimulant très tonique pour nos exportations. « Un dollar fort ne nous gêne pas, dit-on Rue de Rivoli, mais s'il tombait brutalement à 7,50, pour se stabiliser à ce cours, nous souffririons un temps, mais nous serions satisfaits à terme. » Notre problème à nous, c'est qu'une politique sur laquelle nous n'avons pas prise, la politique intérieure américaine, détermine, comme c'est le cas depuis des mois, l'évolution économique de la France, et de la première puissance économique mondiale, l'Europe.

L'Europe ! La clé du désordre monétaire est peut-être à chercher de ce côté. « Quand l'Europe parle d'une seule voix... », dit souvent Jacques Delors. D'où la liaison étroite entre le désordre monétaire et l'issue du Sommet de Bruxelles.

Au moment où l'on fête son cinquième anniversaire, il ne fait de doute pour personne que le S.m.e. est une institution positive, tant par son rôle stabilisateur des monnaies que par ses effets d'harmonisation des politiques économiques. Une issue heureuse de la conférence de Bruxelles pourrait servir de prélude à un renforcement du rôle du S.m.e. Au plan international, de telles mesures donneraient plus de poids à l'Europe face aux autres monnaies. La proposition de François Mitterrand à Williamsburg n'est pas enterrée. Pour maîtriser les désordres monétaires internationaux, une liaison entre le dollar, le yen et l'ECU serait bienvenue. Ne rêvons pas ! Formuler de tels espoirs serait compter sans l'égoïsme des grandes puissances. Egoïsme, souci d'indépendance... Mais il faut faire des choix et, à cet égard, la construction de l'Europe se concilie mal avec un excès d'esprit d'indépendance. Cinq ans après sa naissance, le S.m.e. attend toujours l'adhésion de la livre sterling ! ●

Fondation Jean-Jaurès

Consommation en bref

PAR DENIS DANGAIX



Quand on participe... avec vigilance

Ça bouge toujours du côté des organisations de consommateurs. Un rapide coup d'œil à travers leurs publications, un non moins rapide tour d'horizon chez les acteurs du consumérisme, et il n'en faut pas davantage pour vérifier que la température ambiante est à la participation... vigilante. Un thème directeur en ce mois de mars. Les prix. Achats, contrats, distribution, ventes par correspondance, le portemonnaie fait la une des préoccupations des associations.

Il reste, bien sûr, le tout venant : ce que l'on trouve dans le panier de la ménagère. Celui-ci reste un lieu particulièrement scruté. Mais attention au dérapage.

Qui doutera encore que la Confédération syndicale des familles (C.s.f.) ne croit pas au contrôle démocratique des prix ? A constater le nombre d'opérations coups de poing réalisé par ses militants ces dernières semaines, les comités départementaux des prix ne manqueront pas de chiffres références. Un travail de longue haleine, certes, mais qui agit comme un miroir de la société. Outre les prix, la C.s.f. mobilise sur la question du contrôle obligatoire sur les voitures d'occasion. Une idée, qui, on le sait, fut en ce début d'année à l'ordre du jour du Secrétariat d'Etat à la Consommation (voir « l'Unité » n° 541).

Les militants de l'Association force ouvrière des consommateurs (A.f.o.c.), quant à eux, révisent les prix des contrats des maisons individuelles. « Attention à une réforme ne donnant acte qu'aux constructeurs, disent-ils ; les consommateurs ont leur mot à dire. » Une intervention qui suscite quelques remous chez les professionnels du bâtiment. Le triste et célèbre enduit de façade « Lutèce Projext » responsable des graves ennuis arrivés à plus de 15 000 maisons demeure au centre du champ d'intervention de l'association. Un dossier doit sortir prochainement. Enfin, il faut noter que l'A.f.o.c. vient de signer un protocole d'accord avec les sociétés d'autoroute. Celui-ci prévoit quelques procédés de consultation sur les « droits » des usagers sur les routes à grande vitesse. C'est aussi une façon de poser le problème du carburant self-service, problème qui « perturbe » quelques usagers.

L'accession à la propriété et, plus généralement, le vaste thème du crédit font plancher les adhérents de l'Indecosa-C.g.t. Que ce soit les achats de première nécessité, les assurances, les droits des nouveaux propriétaires face aux malfaçons, hélas ! trop souvent constatées, l'Indecosa-C.g.t. mobilise sur l'application d'une sorte de code de bonne conduite. « Une chose est certaine, affirment les responsables cégétistes, la réglementation en cours est correcte ; alors... pas de détournements ni de tergiversations. » Des opérations multiples du côté de l'Asseco-C.f.d.t.

De l'étiquetage informatif à l'agro-alimentaire et la nutrition, des préventions et règlements des litiges à la lutte contre l'inflation, les consommateurs cégétistes refusent la quiétude. Une mention toute particulière concerne le rôle du comité d'entreprise. Pour l'association, « il demeure le lieu privilégié de toute action en amont de la consommation, c'est-à-dire à partir de la conception du produit ». La laitue est à la une des travaux du Laboratoire coopératif pour l'information, la protection et la représentation des consommateurs. La teneur en nitrates de nos salades, ses composés pesticides, sa microbactériologie sont analysés en profondeur. Mais rassurons les amateurs de verdure : la salade reste un légume de qualité. De la recherche des composés au problème des « dénaturants », il n'y a qu'un pas vite franchi par les ingénieurs du Laboratoire coopératif.

Souvenons-nous de l'affaire, comme on disait en septembre 1980, des huiles espagnoles. Eh bien, elle illustre la dénaturation. On traite des produits usagers, on raffine et on rajoute quelques agents dits « dénaturants ». Le résultat... on le connaît. Cette pratique courante inquiète les Etats membres de la C.e.e. Et c'est à leur demande que le Laboratoire coopératif entame une étude sur le sujet. Bonjour les dégâts...

Pour l'Union fédérale des consommateurs (U.f.c.), les relations avec les professionnels restent un problème. Tous les professionnels de toutes les branches. Il est vrai qu'il existe des incompréhensions, voire des conflits, mais aussi, parfois, quelques travaux en commun. La guerre des prix, selon l'expression de l'association, est le dossier du moment. Les 220 unions locales ont mis leurs militants à contribution. Ils ont pillé les devantures des grandes surfaces à la recherche de l'étiquette inflationniste. Le prochain numéro de la revue « Que Choisir ? » publiera résultats et commentaires.

L'Association populaire familiale syndicale (A.p.f. syndicale) relève également les prix. Mais pas n'importe lesquels. Ceux concernant les produits de première nécessité. Le jeu de la concurrence, la vérification des politiques commerciales et l'évolution des prix en sont l'enjeu. Le tout sera digéré par le biais de l'informatique, technique de plus en plus courante dans le monde du consumérisme. Les transistors FM, les urgences médicales, l'eau chaude à quel prix ? Plus un tas d'informations concernant l'alimentation, la santé, la publicité remplissent les colonnes du dernier numéro de « 50 Millions de consommateurs », le mensuel de l'Institut national de la consommation. Comme d'habitude, un numéro tout à fait intéressant. Rappelons le Spécial Epargne que « 50 » vient de sortir.

Un mot rapide pour signaler que l'Union nationale des associations familiales (U.n.a.f.) se préoccupe des problèmes européens. Dans leur revue « Réalités familiales », chaque mois, ils traiteront d'un sujet concernant l'Europe et la famille.

Vous pouvez les joindre

Asseco-C.f.d.t. 5, rue Cadet, 75009 Paris. Tél. : 247.73.43.

Afoc-F.o. 198, avenue du Maine. 75014 Paris. Tél. : 539.22.03.

A.p.f. syndicale 1, rue de Maubeuge. 75009 Paris. Tél. : 280.27.05.

Confédération générale du logement 8, rue Mériel. BP 73 Montreuil. Tél. : 875.64.04.

Confédération syndicale des familles 63, rue Riquet. 75019 Paris. Tél. : 241.33.99.

Indecosa-C.g.t. case 430, Montreuil Cedex. Tél. : 851.84.26.

Institut national de la consommation 80, rue Lecourbe, 75015 Paris. Tél. : 567.35.58.

Laboratoire coopératif pour l'information, la protection et la représentation de consommateurs 16, rue Maignan-Larivière, 95390 Saint-Prix. Tél. : 416.08.23.

Union fédérale des consommateurs 14, rue Froment, 75011 Paris. Tél. : 807.19.00.

Union nationale des associations familiales (U.n.a.f.) 28, place Saint-Georges, 75009 Paris. Tél. : 280.67.66.

L'Interpol des produits dangereux veille

Le 2 mars dernier, le Conseil des ministres européens, sous la présidence de Catherine Lalumière, adoptait un projet mettant en place un système d'échange d'informations « rapide, direct, efficace » en cas d'apparition sur le marché de produits dangereux. Officiellement, l'Interpol des produits voyait le jour. Une riche idée, en fait. Imaginons « bêtement » que quelques crevettes décortiquées importées du Sud-Est asiatique et décongelées aux Pays-Bas soient porteuses de germes particulièrement indélicats — bien sûr toute ressemblance avec des faits ayant réellement existés serait pure coïncidence ! Voici Interpol. Une organisation remplie de fins limiers des différents services de la consommation et de la répression des fraudes. Le produit pollueur à peine repéré, chaque Etat membre est aussitôt alerté. Et l'obligation induite de la résolution du Conseil amène les Etats, s'ils ne sont pas concernés directement à prendre toutes les mesures qui s'imposent.

Inutile de préciser que ce texte est favorablement accueilli par les organisations de consommateurs. Enfin, disent-elles, la mise sur pied d'une structure internationale. Il est vrai que cela rassure. Alors, chères conserves de requins d'origine japonaise, chères boîtes de champignons estampillées Taïwan l'Interpol des produits veille sur vous. Fini, l'huile d'arachide contaminée par l'aflatoxine, terminé le thon « histaminé » refoulé du Danemark vers la R.f.a... puis la France, exit les lasagnes polluées de staphylocoques pathogènes, maintenant on ne rigole plus. Les frontières sont sûres, les produits sont sains... Les spécialistes veillent.

Qui est violent ?

A Tarbes, un gamin de quinze ans tue son professeur en pleine classe, puis se donne la mort. C'était un admirateur de Jacques Mesrine. A Metz, un autre adolescent, encouragé peut-être par ce premier exemple tente de poignarder son professeur d'anglais qui l'avait réprimandé. L'instinct de mort existe chez tout le monde à l'état latent, et notamment pendant cette période ambiguë et difficile qu'est l'adolescence ; ce qui est nouveau c'est le passage à l'acte. Mais la violence ne naît pas comme ça toute seule, il lui faut un terrain et un environnement favorables.

Et justement à propos de violence, si vous êtes comme moi un téléspectateur assidu, vous avez été gâté ces derniers temps. Pas une soirée sans meurtre, viols, cris et vociférations. Quand on sait que la plupart des enfants et adolescents regardent la télévision jusqu'à 22 heures et plus chaque soir, l'hypocrisie la plus crasse ne consiste-t-elle pas à se demander où les enfants violents et meurtriers prennent leurs modèles ?

Exemple « Quidam ! » Heure de passage : 20 h 35. Entre le camembert et le yaourt aux fruits nos chers petits pourront déguster un remarquable téléfilm détaillant les exploits d'un étrangleur violeur de dames, les états d'âme d'une veuve alcoolique, l'errance désespérée d'un paumé tueur malgré lui et les jeux interdits d'enfants livrés à eux-mêmes. Un film dur, terrible, suintant l'angoisse et le désespoir. Les plus fragiles des adolescents — et qui ne l'est pas entre douze et quinze ans — n'en sortiront pas indemnes. C'était d'ailleurs l'argument utilisé par le très cérébral critique d'un honorable journal de télévision pour inciter son lecteur à regarder « Quidam » !

Je vous le demande, après une journée de travail souvent pas drôle, des transports harassants et la vie en général qui n'est pas rigolote tous les jours, est-ce qu'on s'installe dans son meilleur fauteuil devant la petite lucarne pour regarder un spectacle dont on ne sortira pas indemne ?

Dimanche soir, rebelotte. Toute la famille est groupée autour de la télé pour voir son film du dimanche soir dont les journaux spécialisés ou pas ont proclamé : attention chef-d'œuvre et si vous faites la moue c'est que vous êtes un ringard. Résultat un spectacle d'une rare violence — les cinéphiles savent bien qu'Arthur Penn l'auteur de cette « Poursuite impitoyable » en est le spécialiste — quelques alcooliques, une mère abusive, deux ou trois nymphomanes, un méchant très gentil... bref un film intéressant pour l'image caricaturale de l'Amérique qu'il véhicule... mais qu'il n'était pas forcément nécessaire de programmer à l'heure de la plus grande écoute. Et on s'étonnera dans les lofts intellos qu'au Théâtre ce soir fasse un tabac. Mais c'est normal ! « Nina » d'André Roussin qu'on a pu voir samedi soir n'était certes pas un chef-d'œuvre, mais c'était un spectacle enlevé, gai, remarquablement joué et tout compte fait pas déshonorant du tout. Un vrai bain de jouvence après les bains de sang de la semaine écoulée.

Paul Eluard a dit : « Il ne faut pas de tout pour faire un monde, il faut du bonheur, un point c'est tout. » Quand les gens qui sont responsables des programmes télévisés écouteront-ils les poètes ?...

N.C.

IL S'APPELAIT PIERRE BROSSOLETTE



Quarante ans après sa mort, au moment où certains s'efforcent d'effacer jusqu'à l'existence de la Résistance, Pierre Brossolette demeure pour les socialistes un symbole et un exemple

CE jeudi 22 mars est commémoré en présence de Pierre Mauroy, Alain Savary et Jean Laurain : le 40e anniversaire de la mort de Pierre Brossolette, militant socialiste, journaliste du Front populaire, résistant de la première heure, commandant des Forces françaises libres, qui se jeta d'une fenêtre de l'immeuble de la Gestapo de l'avenue Foch pour échapper à la torture.

Son épouse, Gilberte Brossolette, qui fut députée socialiste après la Libération, retrace ici les circonstances de sa mort.

PAR GILBERTE BROSSOLETTE

INVITE à rallier Alger via Londres, Pierre Brossolette réussit à embarquer à l'île Tydy, le 2 février 1944, sur le « Jouet-des-Flots » qui devait assurer son transfert à bord d'un escorteur de la Royal Navy.

Sitôt passée la pointe du Raz, le « Jouet-des-Flots » échoue dans la baie d'Audierne. Pierre Brossolette, arrêté, est transféré aux prisons de Quimper, puis de Rennes, avant d'être conduit le 20 mars dans les locaux de la Gestapo à Paris. Pierre Brossolette qui avait pu jusqu'alors cacher son identité a été reconnu : un courrier destiné à Londres sur son arrestation venait d'être intercepté à la frontière espagnole.

Pierre Brossolette et Bollaert furent menés directement au 84 de l'avenue Foch, l'hôtel particulier, aujourd'hui disparu, qu'avaient réquisitionné les services de la Sûreté allemande pour y installer leur quartier général. L'immeuble voisin, le 86, relevait de la même autorité. C'était celui des « traitements spéciaux ».

A coups de nerf de bœuf

Dans un bureau, les prisonniers furent installés sur des chaises, chevilles entravées, et reçurent une nouvelle « correction ». Ils restèrent jusqu'au matin dans leur pénible position.

Pierre fut conduit d'assez bonne heure au 86. L'« interrogatoire » débuta immédiatement : « Nous savons que vous êtes Brossolette. »

« Mon est Paul Boutet... »

Ses tortionnaires ne lui arracheront rien d'autre au cours des heures qui suivirent.

Ils lui enlevèrent ses vêtements. Ils firent pleuvoir les coups de nerf de bœuf et de ceinturon sur le corps nu, ne s'interrompant que pour des immersions prolongées dans l'eau glacée d'une baignoire, jusqu'à la perte totale de connaissance. On le ranimait et il répétait :

« Je m'appelle Paul Boutet. »

Il était brisé, pantelant, quand on le conduisit à Fresnes, le soir venu. Il fut jeté dans une cellule qui sera toute la nuit inondée d'une lumière aveuglante.

Dans la matinée du 22, la porte de sa cellule s'ouvrit, dans un grand fracas de ferrures. Le temps était venu de retrouver les locaux terrifiants du 86 de l'avenue Foch.

Les coups recommencèrent à s'abattre vers 10 heures. Les violences diverses se succédèrent sans provoquer autre chose que des gémissements et des râles.

Vers midi, la folie sanguinaire marqua une trêve. Les policiers étaient eux-mêmes fatigués. Leur supplicié n'avait plus aucune réaction. Il était saoul de douleur ; il avait dépassé les limites de la souffrance physique et paraissait insensible, inaccessible dans sa torpeur, sa demi-inconscience.

Il fallut le soutenir pour le mener au 84, l'immeuble voisin. On le fit pénétrer dans une ancienne « chambre de bonne » transformée en cellule, au cinquième étage. Les mains toujours liées derrière le dos, il s'écroula sur une chaise. Sa tête s'affaissa sur une table. Il avait le visage noir, comme couvert par un masque de sang coagulé.

Le garde qui était censé rester près de lui s'absenta pendant quelques instants. Il sortit en fermant la porte à clef derrière lui.

Sans un cri

Ce bruit de serrure arracha Pierre à son semi-coma. Il se redressa. Il parcourut du regard la petite pièce. La fenêtre était ouverte. Ses dimensions étaient faibles, mais suffisantes. Il réussit à se lever au prix d'un immense effort de volonté. Ses jambes refusaient de le porter. Et pourtant il marcha, raide, vers l'ouverture.

Il se pencha légèrement. Il vit, au-dessous de lui, courir le balcon du quatrième étage sur toute la largeur de la façade. Il n'avait pas de mains pour s'aider. Il parvint à enjamber le rebord de la fenêtre. Il posa les pieds l'un après l'autre sur le chéneau de bordure, puisse laissa choir sur le balcon. Il passa une jambe au-dessus de la balustrade.

Une sorte de hurlement se fit entendre : le garde était de retour. Il appelait, donnait l'alerte.

Pierre passa lentement l'autre jambe. Avec difficulté. Puis se lança dans le vide sans un cri.

L'ambulance fut vite là. Elle traversa Paris en trombe jusqu'à l'hôpital de la Pitié. Pierre n'était pas mort. Une équipe de radiologues et de chirurgiens fut tout de suite à pied d'œuvre. Elle tenta l'impossible. Elle fit des efforts désespérés pour maintenir le peu de vie qui restait enfermé dans ce corps broyé. L'hémorragie interne était imparable. On ne sauverait pas le martyr pour le rendre à Misselwitz.

Aux approches de minuit, Pierre murmura :

« Tout ira mieux mardi... »

Il répéta à plusieurs reprises ces quelques mots, ce message dont on ne percerait jamais le sens.

Et ce fut fini.

Le corps fut transporté du pavillon, qu'isolait un large rempart de barbelés, à l'amphithéâtre. C'était la morgue de la Résistance, le dernier rendez-vous des victimes du nazisme.

Pierre fut incinéré le 24 mars au Père-Lachaise, en même temps qu'un autre résistant, François Delimal, du Bureau des opérations aériennes.

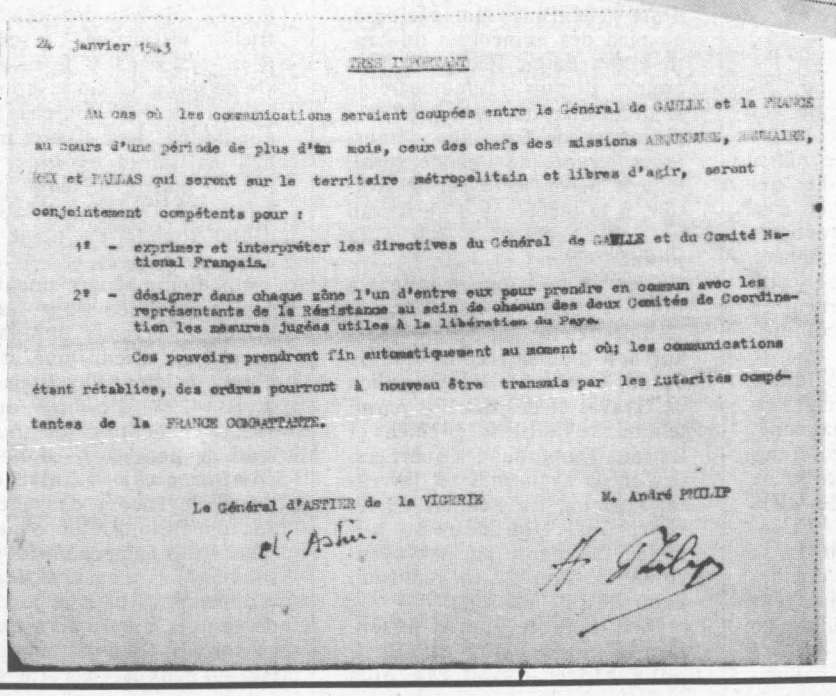
Deux urnes furent scellées dans l'aile gauche du colombarium. Elles portent gravés les numéros 3913 et 3920. Nul ne sait laquelle contient les cendres de François Delimal, laquelle celles de Pierre. ●



Fausse carte d'identité de Pierre Brossolette.



Carte d'identité établie à Londres. Bourgat est le nom de Pierre Brossolette dans les F.f.l.



24 Janvier 1943

TRES IMPORTANT

Au cas où les communications seraient coupées entre le Général de GAULLE et la FRANCE au cours d'une période de plus d'un mois, ceux des chefs des missions ARQUEBUSE, ARMAIRE, REX et PALLAS qui seront sur le territoire métropolitain et libres d'agir, seront conjointement compétents pour :

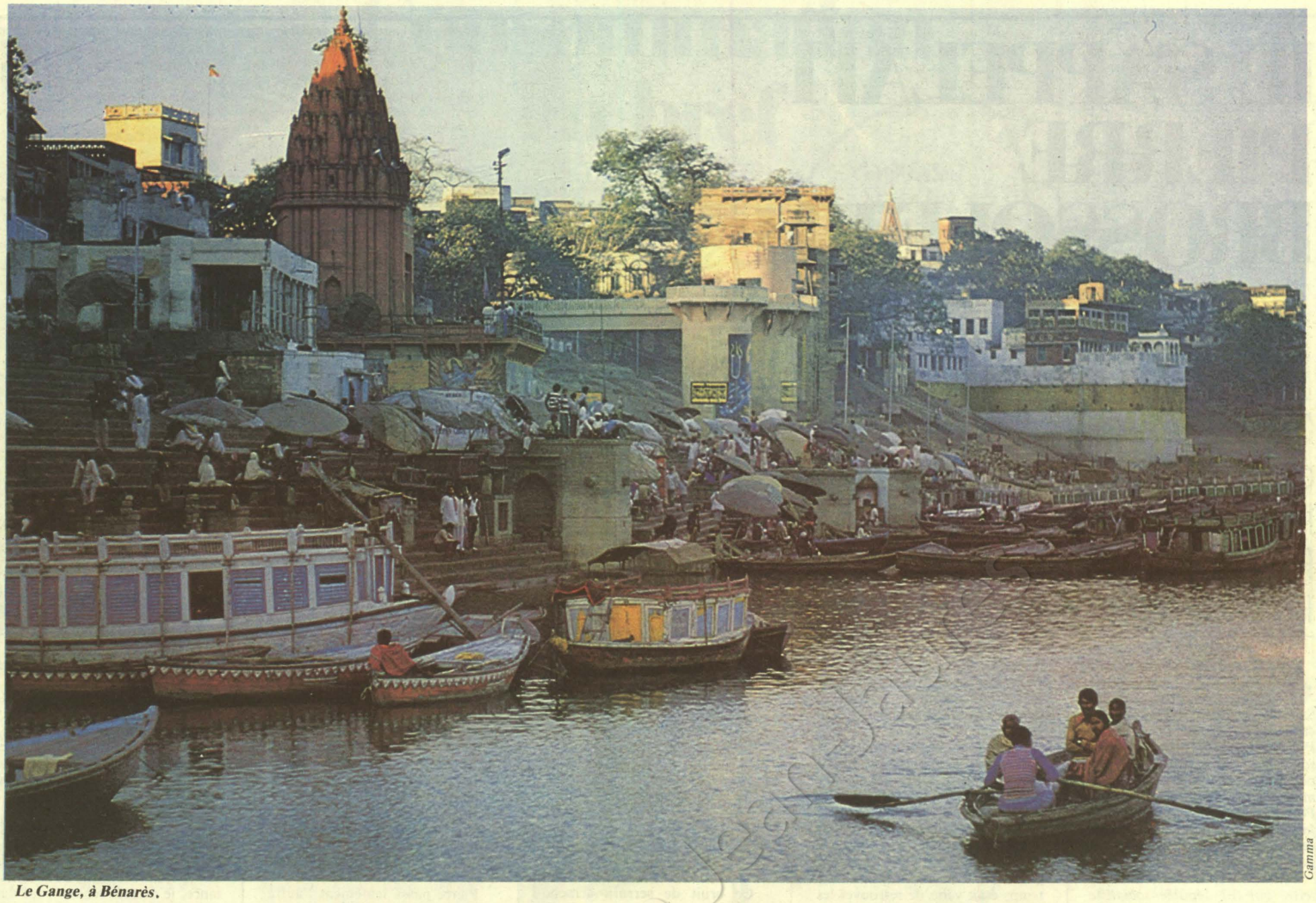
1° - exprimer et interpréter les directives du Général de GAULLE et du Comité National Français.

2° - désigner dans chaque zône l'un d'entre eux pour prendre en commun avec les représentants de la Résistance au sein de chacun des deux Comités de Coordination les mesures jugées utiles à la libération du Pays.

Ces pouvoirs prendront fin automatiquement au moment où; les communications étant rétablies, des ordres pourront à nouveau être transmis par les Autorités compétentes de la FRANCE COMBATTANTE.

Le Général d'ASTIER de la VIGERIE — M. André PHILIP

Document original de la « Mission Brumaire » ; le texte avait été dactylographié sur un mouchoir de linon blanc que Brossolette portait dissimulé dans un talon de chaussure.



Gamma

Le Gange, à Bénarès.

INDE, TROISIEME MILLENAIRE
I. NEHRU A-T-IL PERDU SON PARI ?

Un abîme sépare l'intelligentsia raffinée dont les plus brillants cerveaux émigrent aux Etats-Unis et les 42% d'Indiens qui vivent au-dessous du seuil de la pauvreté. Le pandhit Nehru qui avait promis l'aisance pour tous le temps d'une génération a, semble-t-il, perdu. Mais rien n'est jamais certain dans ce pays vaste et complexe comme un continent

PAR JEAN-PIERRE BEDEI

(de notre envoyé spécial)

BOMBAY étouffe de ses premières chaleurs en ce début du mois de mars. Une chaleur lourde, moite qui vous colle impitoyablement à la peau au moindre mouvement. Exacerbée par cette atmosphère humide, la puanteur de cette métropole polluée et surpeuplée n'en est que plus incommodante.

Ils sont environ 10 millions à s'entasser dans la capitale économique de l'Union indienne. Les mieux lotis sont enfermés dans des bâtiments récents, de style H.l.m., aux façades déjà délavées et décrépies par l'insalubrité du climat. D'autres se recroquevillent dans de vieilles et étroites demeures qui leur servent également d'atelier. Le quart monde de ce pays du tiers monde pullule dans d'hallucinants bidonvilles de tôle ondulée ou de tentes piteusement rapiécées avec des lambeaux de sacs, qui s'étendent, dans l'anarchie d'un urbanisme mal maîtrisé, au pied des immeubles du centre-ville comme dans les faubourgs. Et puis, ultime degré de la déchéance humaine, 500 000 personnes de tous âges, transfuges errants de l'exode rural, tentent de survivre sur le trottoir, à la recherche d'un travail ou seulement d'un job à la journée.

C'est la nuit que la misère à Bombay revêt son visage le plus sordide. Cette masse de sans-abri n'a d'autre recours que de dormir à même le sol, au milieu des gravas et des détritus parmi lesquels se faufilent les chiens et les rats. Dans tous les quartiers, des corps agglutinés recouvrent les trottoirs, les escaliers ou les charrettes. Une détresse humaine fascinante par le voyeurisme malsain et la répulsion naturelle qu'elle suscite.

Insoutenable, cette misère l'est d'autant plus qu'elle a pour cadre la ville la plus occidentalisée de l'Inde. Plaque tournante financière et économique du pays, Bombay étale dans ses hôtels internationaux le siège de ses sociétés industrielles, les vitrines de ses prospères magasins et le niveau de vie de son élite, un luxe insolent pour l'immense majorité de la population. Les classes moyennes, naissantes en Inde, n'ont pas eu encore le temps d'atténuer les violents contrastes d'une société en proie à de criantes inégalités.

Un abîme sépare une intelligentsia raffinée dont les plus brillants cerveaux, notamment en matière scientifique et technique, émigrent aux Etats-Unis, et les 42 % d'Indiens qui, en 1982, vivaient au-dessous du seuil de pauvreté. Au bout du compte c'est la misère qui l'emporte encore dans ce pays aux dimensions d'un continent. L'Inde des campagnes loge bien souvent ses paysans dans de rudimentaires bâtisses aux murs de briques ajourés et aux toits en torchis gondolés, et un village sur deux est électrifié.

L'Inde des villes, véritable ruche humaine, grouillante d'une population industrieuse qui vit dans la rue, est digne de Capharnaüm. A Bénarès, centre hindouiste du pays, sur les bords du Gange paisible et sacré, la voie qui mène aux ghats (1) prend même des allures de Cour des miracles avec le foisonnement de ses animaux domestiques, et les allers et venues des mendiants et des lépreux qui s'accrochent au touriste. Actuellement, 60 % de la population indienne est analphabète. Chaque année apporte cinq millions nouveaux demandeurs d'emploi, dont seulement 10 % trouveront du travail. Nehru avait promis l'aisance le temps d'une génération. Vingt ans après sa mort, ce pari est loin d'être gagné.

Est-il totalement perdu pour autant ? Pas sûr. La voie du développement planifié (détermination des besoins, autorisation des capacités de production) et l'interventionnisme mesuré de l'Etat dans laquelle s'est engagée l'Inde, au lendemain de son indépendance, a modelé une politique économique pragmatique, visant à éviter de brutaux déséquilibres. A cet effet, tout un arsenal de réglementations a été mis en application afin de maîtriser la croissance de la production. En agriculture, pour réduire les inégalités foncières, un système de plafonnement de la taille des exploitations a été élaboré. Dans le secteur industriel, les réglementations essentielles se sont appliquées à régir la répartition des activités entre les secteurs public et privé, la protection des petites entreprises, l'aménagement du territoire, une restructuration des importations et un contrôle rigoureux des investissements étrangers dans un souci d'indépendance économique.

Si les dirigeants indiens ont longtemps bâti leur politique de développement en s'appuyant sur le levier d'un important secteur public, ils ont tendance depuis quelques années à assouplir leur position vis-à-vis du secteur privé, dont l'effica-

cité de gestion se révèle supérieure. « On s'achemine même vers une symbiose entre le privé et le public », observe un diplomate français en Inde.

Prudente, cette politique de développement économique s'est soldée par deux succès majeurs. Depuis trois ans, l'Inde réussit à maintenir un taux de croissance annuel moyen de 5 %, supérieur à celui des pays en voie de développement. D'autre part, l'augmentation de la productivité réalisée dans l'agriculture a permis d'atteindre une autosuffisance alimentaire malgré un accroissement annuel de la population de 2,2 %. Une réussite décisive dans un pays où sévissait la famine il y a encore une quarantaine d'années. Dans le secteur industriel, la progression est plus modeste en raison de la faiblesse des ressources en matières premières et des freinages engendrés par un système trop administratif et bureaucratique. N'empêche que l'Inde est parvenue à diversifier son industrie. Aujourd'hui, elle offre tous les types de produits aux utilisateurs et aux consommateurs. Les marchés et





Gamma

les magasins qui présentent une grande quantité de marchandises variées le prouvent.

Certes, la croissance n'a pas gommé certains caractéristiques du sous-développement. En zone rurale, l'inégalité foncière demeure, puisque 10 % des propriétaires possèdent plus de la moitié des terres. De même, l'inégalité face aux revenus ne semble pas s'être réduite. Un cadre supérieur gagne en moyenne 8 000 roupies par mois (2), alors qu'un manœuvre sans qualification peut être employé à la journée pour 10 roupies. Le premier peut espérer se payer une voiture (80 000 roupies) au terme d'un an d'économie de salaire ; le second a des difficultés pour trouver une case dans un vieux quartier. Entre les deux, un ouvrier travaillant dans un emploi stable gagnera dans les 550 roupies.

Pourtant, globalement, la consommation a augmenté. Si 42 % de la population vit au dessous du seuil de pauvreté, il y en avait 60 % en 1960. Même progression en ce qui concerne le taux d'alphabétisation qui est passé de 17 % en 1951 à 36 % en 1981. Autre apport immatériel de développement, la formation des chercheurs et des scientifiques de niveau international et la réalisation des projets (satellite, centrale nucléaire) qui placent l'Inde au tout premier rang des pays en voie de développement.

La politique économique suivie par l'Inde n'a pas apporté l'aisance souhaitée par Nehru, mais elle a enregistré quelques résultats positifs qui devraient être prolongés par les mesures de libéralisation du secteur privé prises par Indira Gandhi depuis son retour au pouvoir en 1980 : assouplissement des procédures de création d'entreprises et d'augmentation des capacités, facilités accrues pour l'investissement étranger, simplification des démarches pour les transferts de technologie devenus prioritaires, encouragement de la productivité.

En outre, les facteurs démographiques semblent favorables à une telle évolution (croissance naturelle stabilisée). Autant d'indices qui pourraient annoncer un authentique décollage économique de l'Inde dans un très proche avenir.

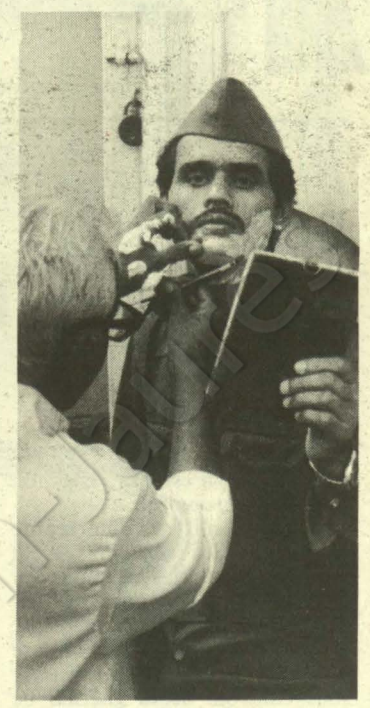
Le mur des castes

Reste que ce fragile développement se heurte à trois grands problèmes d'ordre culturel, social et politique. Au moment où le pays s'oriente vers une modernisation et une évolution de ses structures économiques et industrielles, le système des castes auquel sont soumis les hindous (82 % de la population), et théoriquement aboli, pèse toujours autant dans la vie sociale. Il interdit toute mobilité sociale et inculque un fatalisme et une résignation qui empêchent l'hindou d'envisager de franchir les échelons de la société. Dans ces conditions, la distorsion entre le développement économique et l'immobilisme social apparaît comme l'un des principaux problèmes qu'aura à surmonter l'Inde dans les prochaines années.

Deuxième difficulté : l'unité de la nation et la stabilité politique. La cohésion de cet immense pays de 700 millions d'habitants répartis dans 22 Etats où sont parlées 15 langues officielles est un vieux casse-tête. Sous le joug britannique, les Indiens avaient réalisé une unité sous la bannière de la lutte pour l'indépendance dont le Parti du Congrès dirigé par le Mahatma Gandhi constituait le fer de lance. Mais, depuis 1947, ce ciment national, que les jeunes générations ne connaissent pas, s'est progressivement désagrégé. La montée du régionalisme qui a commencé à se manifester surtout à partir de 1967 s'est accéléré ces dernières années avec l'émergence d'une nouvelle classe moyenne. Les Etats qui dénoncent le plus violemment l'emprise du pouvoir central sont dirigés par des opposants au Parti du Congrès-I (3) d'Indira Gandhi (West Bengale, Cachemire, Karnataka) ou sont animés par des partis régionaux puissants (Andhra Pradesh, Penjab) ou bien sont les plus développés sur le plan économique (Maharashtra). Ils protestent contre l'ingérence croissante du gouvernement central dans des domaines relevant exclusivement de leur compétence (maintien de l'ordre, sécurité), contre l'insuffisance des ressources financières qui leur sont accordées et contre le maintien des déséquilibres dans le développement des régions.

A ces revendications d'ordre politique viennent se greffer des conflits religieux et économiques. Les troubles actuels au Penjab illustrent l'enchevêtrement complexe de tous ces conflits. Depuis trois ans, 300 personnes ont trouvé la mort au cours d'affrontements entre sikhs et hindous. Le terrorisme est devenu quotidien et les partis politiques locaux paraissent dépassés par les fanatiques de tous bords.

Depuis qu'elle est revenue au pouvoir, en 1980, Indira Gandhi a temporisé, espérant plus ou moins que les violences des sikhs inciteraient, par réaction, l'électorat hindou à la soutenir. Aujourd'hui, elle ne contrôle plus totalement cet engrenage. Sa marge de manœuvre est étroite. Après les troubles au Cachemire et en Assam, elle ne peut se permettre de laisser se propager un nouveau foyer de tension au Penjab qui serait préjudiciable à la cohésion nationale. D'un autre côté, elle doit tenir compte de la puissance économique de cet Etat prospère et de l'importance de l'implantation des sikhs qui, s'ils sont minoritaires à l'échelle du pays, sont majoritaires au Penjab... et forment 14 % de l'armée indienne. A quelques mois des élections générales qui devraient avoir lieu en janvier 1985, Indira Gandhi est engagée dans une partie difficile. D'autant plus que le terrorisme risque à terme de remettre en cause les pratiques et les institutions réellement démocratiques de l'Inde qui, bien qu'entachées par une corruption généralisée, demeurent peu courantes dans un pays en voie de développement.



Scènes de rue à Bombay.

Face à une opposition divisée et dépourvue de leader d'envergure nationale, le Congrès-I devrait l'emporter aux prochaines élections, malgré un effritement prévisible de son audience, annoncé par les mauvais résultats enregistrés ces derniers mois lors de scrutins locaux. Cette victoire sera-t-elle suffisante pour enrayer les troubles actuels et garantir la stabilité politique ?

Enfin le troisième facteur qui doit permettre à l'Inde de poursuivre avec succès son développement économique est la paix à ses frontières. Or, le gouvernement Gandhi est inquiet, car il voit dans l'agitation au Penjab et au Cachemire « la main de l'étranger » ; à savoir celle de son vieil ami le Pakistan... et donc des Etats-Unis. D'où la ténacité avec laquelle l'Inde, leader des non-alignés, s'efforce d'appliquer une politique d'indépendance. Mais indépendance ne signifie pas pour autant isolement sur la scène internationale. C'est pourquoi l'Inde, à la recherche d'appui et d'une coopération qui puissent à la fois favoriser la paix et son développement économique, s'est tournée depuis trois ans vers la France dont elle apprécie la fermeté et l'indépendance de la politique étrangère. Un rapprochement que le gouvernement français s'efforce d'alimenter à tous les niveaux, conscient de l'aide qu'il peut apporter à un pays du tiers monde qui amorce un tournant décisif de son développement ●

(1) Ghats : escaliers par lesquels les hindous descendent dans le Gange pour pratiquer leurs ablutions.
(2) 1 roupie = 0,80 F.
(3) En janvier 1978, intervient une scission au sein du parti du Congrès, par laquelle fut créé le Congrès-I (Indira), M. Devray Urs constituant, lui, le congrès-U en 1979.

PROCHAIN ARTICLE :

Le renforcement des relations franco-indiennes.

R.F.A.-R.D.A.: DONNANT, DONNANT

Contre un milliard de marks offert par la R.f.a., la R.d.a. a accepté de faire une brèche dans le mur de Berlin. Résultat : les anciens citoyens Est-allemands affluent au rythme de 100 à 200 par jour dans les centres d'hébergement de l'Ouest

PAR JEROME VAILLANT

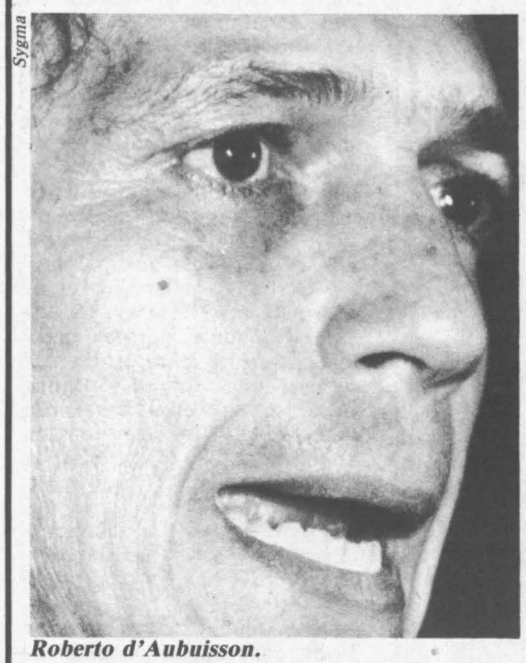
(de notre correspondant, à Bonn)

FIN janvier, six citoyens est-allemands se réfugient à l'ambassade des Etats-Unis à Berlin-Est et reçoivent peu après du gouvernement de R.d.a. l'autorisation de se rendre en R.f.a. Quelques jours plus tard, une douzaine de jeunes Allemands de l'Est, suivant leur exemple, cherchent refuge au siège de la représentation permanente de la R.f.a., dans la capitale est-allemande, et obtiennent à leur tour de passer à l'Ouest.

Le 24 février enfin, une nièce du chef de gouvernement de la R.d.a., Ingrid Berg, se fait conduire avec sa famille à l'ambassade de R.f.a. à Prague et y demande asile. Depuis le 2 février, s'y trouvent déjà plus d'une douzaine de ses concitoyens qui attendent eux aussi de passer à l'Ouest. Pour Ingrid Berg, l'avocat est-allemand Wolfgang Vogel, un intime du secrétaire général F.e.d. (1), Erich Honecker, met en route une procédure devenue presque de routine : celle-ci accepte de rentrer avec sa famille en R.d.a. contre l'assurance qu'elle pourra bientôt se rendre légalement, mais aussi discrètement, en R.f.a. Les apparences sont sauves et l'affaire ne fait plus la « une » des journaux.

Dans ces trois cas, gouvernement et opposition ont en R.f.a. réagi de la même façon : le ministre des Relations interallemandes Windelen et le chef de l'opposition social-démocrate Vogel ont lancé un avertissement aux Allemands de l'Est pour les mettre en garde contre ce genre d'action spectaculaire qui compromettent les chances de ceux qui veulent légalement quitter la R.d.a., et

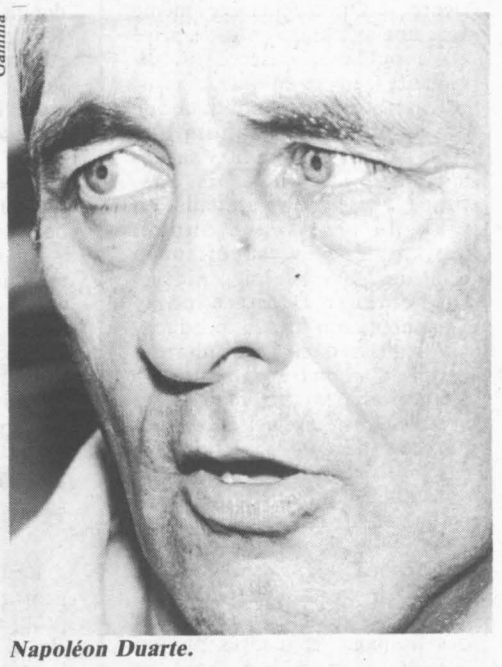
(suite en page 16)


Sygma

Roberto d'Aubuisson.



Mères de disparus salvadoriens réclamant leurs enfants.


Gamma

Napoléon Duarte.

SALVADOR
Le manège infernal

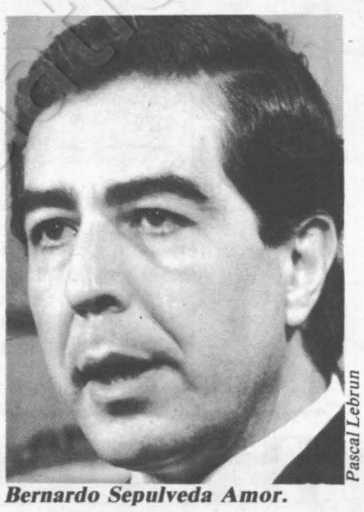
Quelques jours avant l'arrivée à Washington du président François Mitterrand, Ronald Reagan a cru utile d'insister lourdement sur les « légers désaccords » existant entre la France et les Etats-Unis sur les conflits centre-américains.

En effet, Reagan ne comprend pas pourquoi la France ne soutient pas sa politique au sud du Rio Grande, et pourquoi François Mitterrand s'entête à souligner « le désir des peuples d'Amérique latine de se libérer de toute domination économique ». Si on observe le cas salvadorien et le simulacre d'élections qui aura lieu le 25 mars dans le plus petit pays d'Amérique centrale, on peut mieux apprécier la position américaine et aussi, du même coup, comprendre les divergences entre les politiques extérieures de la France et des Etats-Unis.

Pour l'administration américaine, le Salvador se trouve au beau milieu d'une zone stratégique primordiale pour le développement de ses intérêts ; menacée par la subversion cubano-soviétique cette région devient l'un des terrains militaires de l'affrontement Est-Ouest. Voilà, c'est simple et manichéen. L'analyse ne tient pas compte des rapports de forces entre les riches et les — très nombreux — pauvres des petits pays centre-américains. La vieille violence politique et économique n'est pas, elle non plus, prise en compte...

Ainsi l'analyse américaine conduit à des situations à la salvadorienne : les élections du 25 mars vont consacrer la division du pays. Division réelle, géographique, dans la mesure où toute une partie du territoire sous contrôle de la guérilla ne va pas participer au vote. Et division politique aussi puisque les partis de la gauche salvadorienne ne vont pas prendre part à cette « farce électorale ». La joute électorale de laquelle toute une partie de l'éventail politique est exclue ne servira pas à apporter la paix dans le pays, c'est du moins l'avis de plusieurs observateurs membres des pays qui appuient les démarches du groupe de Contadora.

Le candidat, appuyé ouvertement par les Etats-Unis, Francisco Guerrero, chef du Parti de la conciliation nationale, n'est pas en mesure d'inquiéter les deux favoris, le démocrate chrétien Napoléon Duarte et le leader de l'extrême droite, Roberto d'Aubuisson. Pour la Démocratie chrétienne, une victoire de Guerrero est seulement envisageable si « quelqu'un bourre les urnes », et son seul ennemi se trouve dans le remuant chef du Arena, parti de la droite extrémiste. En effet Roberto d'Aubuisson ne ménage pas ses efforts et en recevant l'appui de la confédération du patronat salvadorien (Alianza Productiva), il prend une sérieuse option pour le jour du scrutin. Les patrons ne veulent pas de Guerrero (accusé d'être une marionnette des Etats-Unis), et ils se méfient de Duarte coupable à leurs yeux d'avoir naguère initié la Réforme agraire. Cette fraction dure peut trouver un écho favorable dans certaines couches de la population urbaine. D'autre part, et face aux Etats-Unis et aux risques d'un changement de position après les élections de novembre, d'Aubuisson a tenu à faire connaître le nom des pays qui pourraient soutenir son gouvernement dans l'avenir : Israël, Taïwan, Guatemala...


Pascal Lebrun

Bernardo Sepulveda Amor.

Le F.m.l.n. de son côté n'appelle pas — comme il l'avait fait en 1982 — à boycotter le scrutin, il va cependant continuer le développement des activités militaires « avant et après le 25 mars ». La dernière offensive du F.m.l.n., avec des batailles très meurtrières à Suchitoto et à San Sebastian, a forcé l'état-major des forces gouvernementales à arrêter les opérations déclenchées dans les zones du nord du pays. Selon plusieurs observateurs, une campagne militaire était en marche dans les départements de San Miguel et de Morazan, et elle avait l'objectif de faire reculer les forces de la guérilla jusqu'à la frontière avec le Honduras où les attendaient des troupes honduriennes renforcées par des conseillers américains. Ces derniers étaient arrivés en grand nombre depuis le début du mois de mars. Le chef des conseillers américains, Ian Strïugham, effectue une visite dans le département de Morazan avec le chef d'état-major, le colonel Adolfo Blandon. Depuis le début de l'offensive, le F.m.l.n. essaie de couper la route panaméricaine et celle du littoral. Un groupe de dissidents du front guérillero a réalisé plusieurs attentats dans la capitale salvadorienne.

Pour Guillermo Ungo, dirigeant du F.d.r.-F.m.l.n., la seule issue à la situation actuelle passe par une négociation entre les centres réels du pouvoir. L'administration Reagan, le haut commandement de l'armée et les forces révolutionnaires doivent, selon cette proposition, pouvoir négocier une issue pacifique... Les élections ne vont rien résoudre dans ce pays meurtri par la guerre civile et, plus grave encore, un résultat favorable à l'extrême droite peut signifier un tour de plus dans ce manège infernal. Les escadrons de la mort, organisés et dirigés par d'Aubuisson, auront la voie libre.

Politique internationale

PAR CARLOS FERRARI-LOPEZ

MEXIQUE
La pression du « grand voisin »

« La situation économique ne cesse pas de se dégrader en Amérique latine. Nos efforts, au Mexique, pour redresser la situation doivent trouver en Europe un complément d'aide et de compréhension... » Voilà une partie essentielle du message que le ministre des Rela-

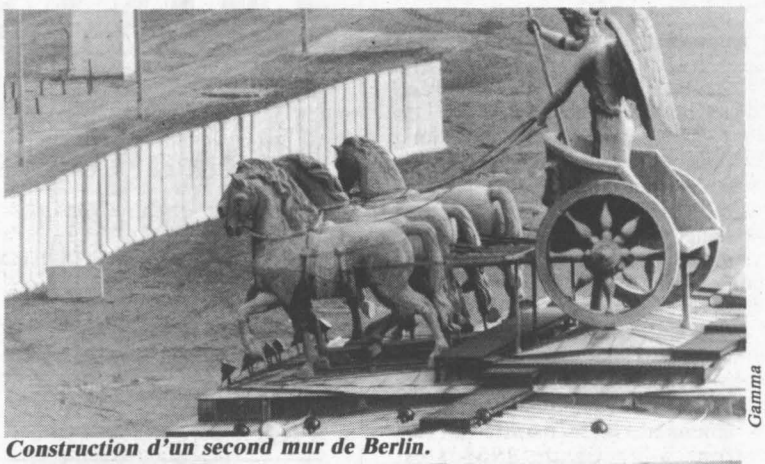
(suite de la page 15)

pour lesquels la R.f.a. mène une action aussi efficace que discrète. La politique de rachat des prisonniers détenus en R.d.a., les interventions humanitaires du gouvernement de Bonn à Berlin-Est en général ne souffrent guère en effet de publicité. Celle-ci sert une grande cause, comme ce fut le cas pour Rudolf Bahro en son temps, elle n'est pas toujours utile aux cas plus anonymes. Toute action spectaculaire met les deux gouvernements allemands dans l'embarras, Bonn devant en particulier compter avec la susceptibilité de Berlin-Est.

Pourtant, les avertissements lancés à Bonn à l'intention de la population est-allemande semblent être cette fois inopportuns : en effet, depuis le mois de janvier, la R.d.a. a autorisé quelque quatre mille personnes à quitter le pays, et c'est aujourd'hui au rythme de cent à deux cents par jour qu'affluent dans les camps d'hébergement ouest-allemands ces anciens citoyens de R.d.a.
Là, ils obtiennent de nouveaux papiers, la R.f.a. les reconnaissent automatiquement comme citoyens allemands, et un pécule de départ (150 Marks). Ils y subissent également les interrogatoires de rigueur des organes de sécurité. Tous, ils avaient demandé à quitter légalement leur pays et à être déchus de leur citoyenneté est-allemande. Mais la demande de certains remontait seulement à quelques semaines quand d'autres attendaient depuis des mois ou des années. Ils sont les élus d'une masse de candidats au départ estimée aujourd'hui à 500 000 personnes, 3 % d'une population de 17 millions d'habitants qui n'a pas évolué depuis près de trente-cinq ans !

Avant la construction du mur de Berlin, le 13 août 1961, 2,7 millions d'Allemands de l'Est étaient passés à l'Ouest. Le mur devait essentiellement servir à arrêter une hémorragie qui risquait d'être fatale à la R.d.a. En même temps, la frontière entre les deux Allemagnes était rendue plus infranchissable. Barbelés, détecteurs, miradors, champs de mines, gardes-frontière et appareils de tir automatiques ne l'ont pas cependant rendue complètement infranchissable. 75 personnes en 1982, 53 encore en 1983 ont réussi à la traverser au risque de leur vie. D'autres recourent au service de passeurs professionnels ou passent par la Hongrie ou la Tchécoslovaquie. Mais beaucoup ont pu également depuis toujours quitter légalement la R.d.a., conformément aux dispositions prévues pour réunir les familles séparées : 30 000 dès 1963, 11 000 en 1969, etc. C'est après la signature des accords d'Helsinki en 1975 que la R.d.a. s'est trouvée confrontée à un phénomène nouveau par son ampleur et par sa qualité.

Prenant conscience de leurs droits à circuler librement et à se rendre dans le pays de leur choix, le nombre des personnes à faire officiellement la demande de quitter définitivement la R.d.a. est allé croissant : 100 000 en 1976, ils seraient donc aujourd'hui 500 000. Les candidats au départ sont parfois jetés en prison sous prétexte que leur demande porte atteinte à la dignité de l'Etat, ils font toujours l'objet de mesures d'intimidation, ils ne perdent plus aujourd'hui automatiquement leur emploi comme


Gamma

Construction d'un second mur de Berlin.


A.f.p.

La famille Berg arrivant en Allemagne fédérale.

tions extérieures du Mexique, Bernardo Sepulveda Amor, a transmis au gouvernement français lors de sa récente visite à Paris.

Un autre grand chapitre des entretiens franco-mexicains a été l'examen de la situation en Amérique centrale. Le ministre mexicain a plaidé à Paris pour une solution pacifique des conflits dans cette région. Il est évident qu'en tenant des propos tels que les suivants : « Le climat de confrontation entre l'Est et l'Ouest favorise les interprétations manichéennes de l'histoire », « les problèmes de l'Amérique centrale ne résultent pas de la confrontation Est-Ouest, mais ils sont la conséquence des inégalités sociales et économiques qui affligent traditionnellement les peuples de cette région », les Mexicains savaient qu'ils allaient être entendus à Paris.

Les problèmes économiques que doit affronter le gouvernement mexicain ne sont pas nouveaux, mais la « crise mondiale » les fait éclater et ils apparaissent sous un jour nouveau. Avec une inflation qui tourne autour de la barre des 90 % et une dette extérieure de 89 000 millions de dollars, le Mexique a mis le frein sur tous les ambitieux programmes culturels et sociaux. La situation interne avec les poches de pauvreté chronique et des régions écartées complètement de tout développement économique constitue dans un contexte régional militarisé une source d'inquiétudes pour le gouvernement de Miguel de la Madrid. Le système politique mexicain commence à dater, et certaines fissures sont déjà visibles dans l'appareil institutionnel très particulier existant depuis plusieurs décennies au Mexique.

Son grand (trop grand même) voisin, les Etats-Unis, profite de la crise pour mieux infiltrer la fragile économie mexicaine. Très hostiles aux positions de politique étrangère soutenues par Lopez Portillo hier et par de la Madrid aujourd'hui, les Américains essaient de trouver des instruments de pression pour faire basculer ce pays ou tout au moins neutraliser son « activisme centre-américain ».

L'insistance avec laquelle B. Sepulveda Amor a souligné « le caractère exemplaire de l'amitié franco-mexicaine » peut être interprétée comme un appel qui, s'il est entendu, pourrait permettre à ce pays de garder son autonomie sur le plan des relations internationales. « Le ferme appui que la France a donné à l'action de Contodora », la déclaration commune sur le conflit salvadorien, et « le geste politique du gouvernement français qui, en novembre 1983, a octroyé au Mexique un important crédit dans des conditions très favorables » sont les acquis d'une coopération qui doit s'amplifier selon la demande du gouvernement mexicain.

Avant son départ, B. Sepulveda nous déclara que « la convocation aux élections générales au Nicaragua constitue un fait très important ; le Mexique et la France doivent tout faire pour que ces élections aient lieu » ! D'autre part, le ministre a critiqué sévèrement la politique des Etats-Unis en Amérique centrale : « Lors de chaque réunion du groupe de Contadora, on essaie avec des incidents armés, de paralyser les initiatives pacifiques. » « Nous sommes farouchement attachés au règlement pacifique des conflits centre-américains, cependant les manœuvres militaires dans cette région ne contribuent pas à la détente... »

A Pierre Mauroy le ministre Sepulveda Amor a fait part de son « inquiétude » devant le déploiement, en Amérique centrale, d'une nouvelle série d'armements sophistiqués d'origine américaine.

LIBAN
L'impasse de Lausanne

La conférence de la réconciliation s'est enfoncée dans une impasse. A Beyrouth le cessez-le-feu n'est pas respecté et les milices, sur le terrain éclaté de la capitale libanaise, continuent la (ou les) batailles.

Les dirigeants réunis sur les bords du lac Léman ne sont pas arrivés à se mettre d'accord. Aucun des compromis évoqués au cours des semaines précédentes ne s'est concrétisé et certains renversements d'alliance ont contribué à troubler les discussions.

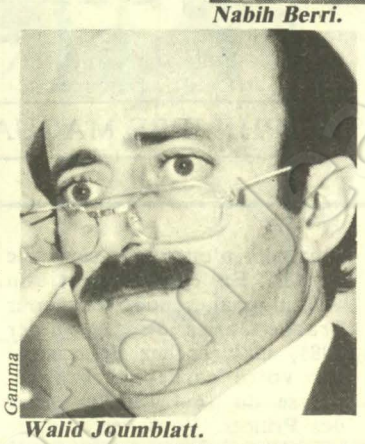
Les leaders chrétiens ont brandi dans les couloirs la menace d'une intervention israélienne qui viendrait empêcher les chrétiens de « sombrer avec le Liban ». Ils savent, ce faisant, que la Syrie redoute, aujourd'hui, un affrontement direct avec Israël. Bluff ou pas ? La situation interne ne paraît guère favorable au gouvernement de Shamir pour se lancer dans une nouvelle aventure militaire au Liban. Le Front libanais, coalition chrétienne, n'a pas approuvé le projet de règlement présenté par Amine Gemayel et l'opposition musulmane refuse de cautionner un « plan qui ne prévoit pas une refonte radicale de la vie politique libanaise ».

Certains membres de l'opposition sont apparus ces derniers jours sur des positions plus proches du président Gemayel. Cela était dû dans le cas des sunnites dirigés par les conservateurs Saeb Salam et Rachid Karamé à la crainte de voir les chiites prendre une place trop importante dans un futur Etat libanais. De son côté le leader maronite Soliman Frangié n'accepte pas la déconfessionnalisation du régime libanais prônée par le Front de salut national (opposition). Ces mouvements tactiques loin de clarifier la situation ont abouti à bloquer la conférence.

Sur le terrain donc les armes parlent encore. Les forces françaises qui s'apprêtent à quitter Beyrouth se maintiennent dans un état d'alerte maximale. Selon des sources du ministère de la Défense, le retrait ne peut pas se réaliser du jour au lendemain et pour l'instant la diplomatie a la parole. Si les autorités libanaises en font la demande, les soldats français pourraient aider la gendarmerie libanaise à occuper la totalité de la ligne de démarcation. Ce déploiement éventuel tout au long de la « ligne verte » ne peut avoir lieu, selon Paris, qu'avec l'assentiment de l'ensemble des forces en conflit. Mais l'accord amorcé lundi 19 autour de quelques points (abolition du confessionnalisme dans l'administration, évacuation des troupes israéliennes du Sud-Liban, renforcement des pouvoirs du président du Conseil (un sunnite), rôle accru du Parlement (dirigé par un chiite) n'a pas été signé par les diverses factions et l'échec de la conférence de la réconciliation ouvre la porte à de nouvelles flambées de violence à Beyrouth.


A.f.p.
Nabih Berri.


A.f.p.
Amine Gemayel.


Gamma
Walid Joumblatt.

URUGUAY
Seregni libéré

Le général Liber Seregni, dirigeant de la gauche unie en Uruguay, vient de retrouver la liberté. Seregni, militaire et démocrate, alliage difficile à trouver dans ces contrées, avait passé huit ans dans les prisons de Montevideo. Une foule joyeuse attendait Seregni devant sa maison. Malgré sa libération, ce militaire — mauvaise conscience de ses pairs d'un côté comme de l'autre du Rio de la Plata — ne peut pas participer à la vie politique de son pays. Tout au moins ainsi l'ont voulu les autorités militaires qui ont enlevé à Seregni ses « droits civiques ». Une façon d'annoncer la couleur face aux élections qui auront lieu en novembre prochain. Un grand nombre de citoyens vont être interdits de participer... Encore une démocratie à la salvadorienne !

La fille de Liber Seregni nous avait exprimé au mois de février dernier son « espoir d'une libération prochaine sous la pression conjointe des Uruguayens et de l'opinion internationale ». A cette occasion elle avait rendu visite à François Mitterrand.

---

c'était encore le cas il n'y a pas si longtemps. Leur nombre est tout simplement devenu trop important. Exclus de la communauté socialiste de R.d.a., ils vivent dans des conditions matérielles et morales difficiles. Certains d'entre eux sont expulsés au bout d'un certain temps, d'autres sont rachetés par la R.f.a. moyennant le paiement d'une prime qui varie de 10 000 à 50 000 Marks par personne, selon la qualification professionnelle de chacun.

Bonn a vu juste

Le gouvernement de Bonn met l'évolution de ces dernières semaines au compte de sa politique : il récolterait les fruits du crédit d'un milliard de Marks accordés l'été dernier à la R.d.a. sans contrepartie négociée. Bonn aurait vu juste en signalant à Berlin-Est qu'il lui revenait ensuite de faire un geste visible pour tous. Sans doute la R.d.a. veut-elle aujourd'hui préserver la qualité de ses relations avec Bonn et manifester au chancelier Kohl sa satisfaction de le voir poursuivre, malgré le gel des relations Est-Ouest, la politique d'ouverture inaugurée par ses prédécesseurs. Sans doute veut-elle aussi préparer le terrain en vue de négocier de nouveaux avantages financiers et économiques.

C'est en fait surtout pour des raisons intérieures que le F.e.d. laisse depuis janvier partir un aussi grand nombre de personnes. Il se débarrasse d'éléments dont il estime qu'ils ne sont plus intégrables ou récupérables, qu'ils représentent même un danger pour la stabilité du régime. La R.d.a. ouvre pour un temps limité une soupape de sécurité et en profite pour faire partir également des personnes qui préféreraient poursuivre chez elles, en R.d.a., leur action politique. C'est le cas en particulier des pacifistes qui ne peuvent s'identifier au mouvement pour la paix mis officiellement en place par le régime. Tout comme en 1981, face à la montée de Solidarité, la R.d.a. a bouclé sa frontière avec la Pologne pour limiter les contacts avec son voisin socialiste, elle cherche aujourd'hui avec d'autres moyens à se préserver contre ceux que l'Occident séduit trop pour qu'ils puissent encore œuvrer à l'achèvement du communisme !

L'entreprise comporte cependant des risques pour la R.d.a. elle-même. Elle peut en effet provoquer un effet boule de neige et inciter des hésitants à faire une démarche qu'autrement ils n'auraient peut-être pas envisagé de faire. Ce faisant, la R.d.a. ne réduirait pas le nombre des candidats au départ, elle risquerait même plutôt d'accroître le nombre des mécontents quand tôt ou tard elle refermera la soupape de sécurité. En d'autres termes, la R.d.a. semble chercher à provoquer une détente momentanée de sa situation intérieure, tout en sachant qu'il lui faudra dans quelques années ouvrir à nouveau les vannes. En même temps, et c'est là un effet secondaire non négligeable, elle manifeste sa bonne volonté à l'égard du gouvernement de Bonn.

Malgré les euromissiles, les relations entre Bonn et Berlin-Est peuvent ainsi se développer de façon satisfaisante. On ne compte plus les déclarations officielles qui, de part et d'autre, mettent l'accent sur la nécessité de préserver plus que jamais dans la situation présente l'acquis entre les deux Allemagnes, et les hommes politiques ouest-allemands défilent à Berlin-Est : le chef du groupe parlementaire libéral Mischnick rend visite à Honecker, le S.p.d. envoie une délégation parlementaire auprès de la Chambre du peuple est-allemande, Strauss et Lambsdorff se rendent à la Foire de printemps de Leipzig.

Au plus près serré

On n'assiste cependant pas ici à un rapprochement dans une quelconque perspective de confédération ou de réunification. La R.d.a. a accepté l'ouverture à l'Ouest qu'appliquait l'Ostpolitik de Brandt dans les années soixante-dix parce que, pour réaliser son communisme de consommation, elle avait besoin de l'aide financière, économique et technologique de la R.f.a. Mais elle a en même temps développé une stratégie de démarquage par rapport à l'Occident et en particulier par rapport à ce qu'elle appelle le « social-démocratisme » pour mieux préparer son opinion à subir le choc idéologique que le rapprochement économique avec le monde occidental ne pouvait manquer de produire. Pour aussi paradoxal que cela puisse paraître, la R.d.a. joue dans ses rapports avec la R.f.a. le double jeu en apparence contradictoire du rapprochement et du démarquage. Mais ce sont là en fait des éléments d'une seule et même politique dont on ne voit bien souvent en France ou en R.f.a. qu'un seul aspect, à savoir le rapprochement. Pour le F.e.d., il s'agit avant tout d'utiliser la R.f.a. pour mieux faire avancer le socialisme tel qu'il le conçoit, même si cela le force parfois à naviguer au plus serré, comme le montre la vague de départ enregistrée depuis le mois de janvier. ●

(1) *Foziaristische Einheitstartei Deutschlalds, parti socialiste unitaire d'Allemagne issu en 1946 de la fusion du parti communiste et du parti social-démocrate en zone d'occupation soviétique ; parti marxiste-léniniste au pouvoir en R.d.a.*





Jérôme Gallion en action à Murrayfield et après sa mise « hors jeu ». A.f.p.

Sports en bref

PAR PHILIPPE MAQUAT

RUGBY

La mémoire courte ?

Rendez-vous le 19 janvier 1985 pour un certain France-pays de Galles au Parc des Princes qui, avec Irlande-Angleterre à Dublin, ouvrira le Tournoi des cinq nations de l'année prochaine. Sachant que les Gallois, en pleine période de renouvellement, ont bien mieux terminé la compétition qu'ils ne l'avaient commencée, on se régale déjà à la perspective de ce match d'ouverture. Sacré tournoi !

En tout cas, l'édition 1984 s'est terminée samedi dernier par le triomphe de l'Ecosse qui attendait son deuxième grand chelem depuis 59 ans. Et qui l'a bien mérité, ce grand chelem, en dépit des sévères restrictions apportées par les joueurs français dans les vestiaires de Murrayfield, restrictions inévitablement amplifiées par la presse spécialisée. Ah ! ce pauvre arbitre gallois répondant au nom de Winston Jones, et qui est professeur d'université dans le civil — et non gardien de prison comme imprudemment avancé le week-end dernier — il a eu droit, plus souvent qu'il ne l'aurait souhaité, à la citation : « L'arnaqueur de Murrayfield » titrée finement par « le Parisien libéré ». Après l'expulsion (justifiée) de Jean-Pierre Garuet, le 21 janvier dernier au Parc des Princes, par Clive Norling, le corps arbitral gallois aura donc eu l'œil sur les rugbymen français au cours de l'hiver, c'est incontestable.

Reste que si l'on peut comprendre toutes ces réactions à chaud émanant de joueurs déçus, et même frustrés, on peut aussi penser que le Français ne sait pas toujours perdre. Car, l'an passé à Dublin, en Irlande, c'est l'Ecossais Alan Hosie, qui, à l'unanimité des joueurs et entraîneurs français, fut rendu responsable du seul échec tricolore enregistré dans le Tournoi 1983. Bizarre, car deux ans plus tôt, ce même arbitre écossais avait accordé à Twichenham un « essai de filou » au Biterrois Pierre Lacans face à l'Angleterre. Essai non valable, car obtenu avec un ballon de secours lancé à toute vitesse par un petit ramasseur et qui n'était donc pas le ballon du match. Quand la mémoire devient courte... Orsi Winston Jones a effectué un arbitrage particulièrement soigné vis-à-vis des Français, samedi dernier ; il a aussi, ne l'oublions pas, sanctionné des mauvaises habitudes « tricolores » comme ces ballons gardés à terre, ces protestations qui font avancer les pénalités de 10 m, ces gestes déplorables en forme de coups de poing sous les mêlées. N'est-ce pas M. Haget ? Bref, autant de fautes offertes en pâture à la botte du buteur adverse. L'Ecossais Peter Dods ou un autre.

En fait, si cet ultime échec du XV de France est, en partie, dû à la partialité de l'arbitrage, d'autres raisons, au moins aussi importantes, rentrent en ligne de compte. Nous pensons plus particulièrement à l'incapacité des Tricolores à traduire leur écrasante supériorité au cours des quarante premières minutes passées dans le camp écossais ; au fléchissement très net du pack en deuxième mi-temps — condition physique insuffisante pour certains avants ? — et à une erreur flagrante de la part des sélectionneurs. Car en rappelant le Biarrot Francis Haget et ses 34 ans, on ne peut pas affirmer qu'ils aient fait le bon choix. Surtout lorsque l'on sait que le Biterrois, Pierre Lacans (27 ans), dont nous avons évoqué le nom plus haut, ronge son frein dans les équipes réserves. Mais à la facilité de Lacans, fantastique joueur de champ, Fouroux et les siens ont préféré la masse physique et la détente — pas du tout évidente à Murrayfield — de Haget. Gageons donc que les sélectionneurs auront compris leur erreur en vue de la tournée en Nouvelle-Zélande de l'été prochain. Une tournée, avec bien sûr Lacans, qui depuis plusieurs années est considéré comme le successeur logique de Jean-Pierre Rives. Lequel Rives, fidèle à son personnage déconcertant, a une nouvelle fois fait le désespoir des confrères spécialisés, en éludant leurs questions relatives à sa retraite sportive.

Reste que avec ou sans Rives et Joinel lui aussi tout prêt de la retraite, qu'avec ou sans Winston Jones comme arbitre, l'avenir appartient à Jérome Gallion et à ses camarades. « Je pense sincèrement que nous avons toutes les cartes en main pour nous préparer un bel avenir », a dit Jacques Fouroux, qui n'est pas le seul à le penser. En commençant, on vous donnait rendez-vous pour France-Galles du 19 janvier 1985, mais cochez donc aussi sur votre carnet le France-Ecosse du 16 février au Parc des Princes. Vous verrez alors que les rugbymen français n'ont pas toujours la mémoire courte. Et qu'en l'occurrence ils sauront se souvenir de Murrayfield 1984...

BASKET

Les Béarnais sur leur élan

Après Berck il y a quelques années, Limoges ces dernières saisons, voici donc l'Elan béarnais d'Orthez, le club d'une petite ville de 10 000 habitants nichée dans une région de rugby, le Béarn, qui a permis à la Coupe Korac de rester en France une saison de plus. Rappelons, en effet, que depuis deux ans Limoges était le détenteur d'une Coupe, qui est la troisième dans la hiérarchie du basket européen. Reste donc à espérer que cette équipe dont la moyenne d'âge n'est que de 24 ans environ continuera sa progression. Il n'en demeure pas moins qu'outre ses succès sportifs l'Elan béarnais a su en raison de la modestie de ses moyens séduire le public. Car, avec sa subvention de 100 000 F annuelle et sa fameuse salle partagée entre la foire à la volaille et le basket, Orthez ne paie guère de mine face à Limoges, Villeurbanne et autres Stade français. Pourtant, les dirigeants ont réussi à fidéliser les joueurs et l'entraîneur — l'Américain George Fischer est au club depuis cinq ans — tout en obtenant des résultats. Bref, on peut dire que, en restant fidèle à Orthez, Frédéric Hufnagel, Mathieu Bisseni et leurs camarades ont préféré un état d'esprit à quelques dollars de plus.

FOOTBALL

L'austérité est de rigueur

La semaine dernière nous vous annoncions que, pour faire face au déficit inquiétant enregistré par l'ensemble des clubs professionnels du football français (dix milliards de centimes en juin 1983), un nouveau plan de rigueur était sur le point de voir le jour. Mis au point par la Fédération, les dirigeants, les représentants des joueurs et des entraîneurs, ce plan a donc été rendu public le 14 mars dernier. Retenons ces grandes lignes :

1. Blocage de la masse salariale des clubs à son niveau de 1983-1984.
2. Limitation, durant la prochaine inter-saison, des transferts à deux joueurs par club (dont un seul étranger) et à quatre joueurs pour les clubs nouvellement promus en première division.
3. Augmentation individuelle limitée à 5 % pour les joueurs de première division percevant moins de 21 500 F mensuels (moins de 14 150 F pour la deuxième division) — blocage pour les autres. Mais qui contrôlera ?



L'entraîneur américain d'Orthez George Fisher et le joueur Mathieu Bisseni après la victoire de leur équipe.

NATATION

Du nouveau dans les bassins

Vous vous souvenez peut-être d'Alain Gottvales et de Michel Rousseau, le premier nommé même ayant été recordman du monde du 100 m en 52'69. C'était en 1964. L'année où Christine Caron décrochait une médaille d'argent aux jeux Olympiques de Tokyo. Or, vingt ans plus tard, voici qu'un autre Caron sans aucun lien de parenté avec la célèbre nageuse apparaît au firmament de la natation française. A 17 ans et demi, ce jeune et grand (1,98 m) nageur licencié aux « Vikings » de Rouen s'inscrit en effet dans la lignée des meilleurs sprinters français que furent Rousseau et Gottvales. Aucun doute pour les spécialistes : Stephan Caron, né de mère écossaise, est un futur crack de la natation française, comme en témoignent les records nationaux du 100 m et du 200 m qu'il a battus le week-end dernier lors des championnats de France à Strasbourg. Il possède du reste le gabarit type du sprinter moderne qui allie taille et puissance. D'ores et déjà qualifié pour les jeux Olympiques de Los Angeles, Stephan visera la finale en Californie. Quant au secret de sa réussite, elle tient bien sûr à ses dons physiques mais aussi à la qualité et à la quantité de son travail — environ 30 km par semaine — effectué sous l'œil de Guy Boissière qui entraîna... Michel Rousseau il y a quelques années.

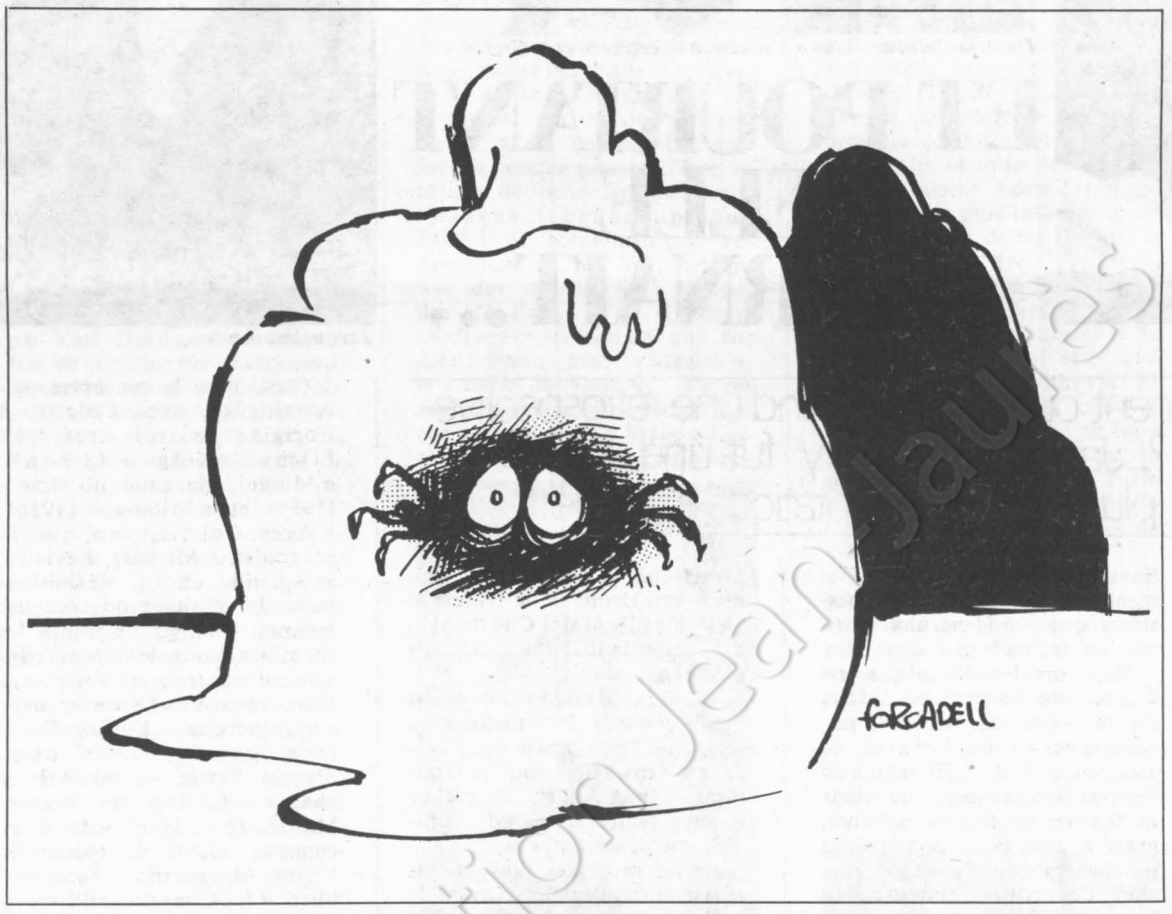
CANCER : PAS ENCORE VAINCU, MAIS DE MIEUX EN MIEUX CONNU

La lente descente des chercheurs du monde entier au coeur de la cellule permet aujourd'hui, non pas tous les espoirs, mais un espoir raisonnable qui ne s'appuie pas sur des fantasmes

PAR PIERRE-YVES POINDRON

GUERRE des troncs, guerre des communiqués, le public ne comprendra pas grand-chose à cette rivalité à laquelle se livrent les deux associations de lutte contre le cancer, la Ligue, créée il y a plus de soixante ans, et l'Association pour le développement de la recherche sur le cancer (Arc), plus récente. Il risque même de se lasser de ces appels à la générosité, qui prennent parfois des allures de compétition. Ce qui lui importe, c'est qu'on « trouve » et ces querelles triviales ne le rassureront pas à cet égard. Pourtant, il est certain que les dons privés participent pour une bonne part aux avancées de la recherche, même si cette aide emprunte des chemins rivaux. Cette recherche, où en est-elle aujourd'hui ?

Pour le lancement de sa campagne, reconnue cette année « grande cause nationale » par les pouvoirs publics, la Ligue nationale contre le cancer a voulu associer le public à la recherche en ne se contentant pas uniquement de faire appel au portefeuille. Et comment l'associer, sinon en l'informant de l'état de la recherche à laquelle la générosité publique contribue depuis 66 ans ?





Jeunes quêteurs, dimanche dernier.



Malade examiné au scanner, à l'hôpital de la Pitié.

« Jeu » de gènes

Cet état de la recherche permet aujourd'hui, non pas tous les espoirs, mais un espoir raisonnable qui ne s'appuie pas sur des fantasmes. La Ligue nationale contre le cancer s'adresse à des adultes, ceux pour qui le mot « cancer » n'évoque pas des images d'apocalypse. La recherche progresse par bonds, peut-être, mais la victoire contre le cancer ne proviendra pas d'une seule « trouvaille », fût-elle géniale, tel est le message.

C'est ce que montre cette lente descente des chercheurs du monde entier au cœur de la cellule. Avec la découverte, il y a huit ans, des « oncogènes » — ou « gènes du cancer » —, on inaugurait une théorie unificatrice des mécanismes de cancérisation.

Tout le monde aujourd'hui a entendu parler des chromosomes, porteurs des gènes, mémoire de l'espèce, porteurs du programme génétique. Chaque gène, à sa place, a un rôle ; chaque « jeu » de gènes, une fonction mais qui ne s'exprime ni n'importe comment ni surtout n'importe quand. Des programmes bien précis sont suivis par les cellules des différents tissus. A un certain moment, le programme de formation des tissus est terminé. Les gènes qui président à leur élaboration, à la régulation du tout — gènes tout à fait normaux — entrent en sommeil. Mais supposons que, pour une cause ou une autre, ils échappent au contrôle dont ils font l'objet ou que le contrôle cesse d'être efficace, alors le programme est relancé et cette fois-ci de façon totalement anarchique. Inversement, si certains gènes cessent d'être actifs plus tôt que prévu ou si plusieurs gènes entrent en contradiction dans un même programme, alors c'est aussi le désordre.

Le rôle des « oncogènes »

Ce sont tous ces gènes qu'on nomme « oncogènes » ou « gènes du cancer ». Une vingtaine d'oncogènes ont été reconnus. Les chercheurs estiment que leur liste n'est pas très longue. Ce sont des gènes qui ont eu un rôle fondamental dans le développement des espèces vertébrés, des gènes très anciens, apparus très tôt au cours de l'évolution, des gènes dont on pense qu'ils « touchent » à la différenciation cellulaire et à l'embryogénèse.

Ils sont classés en trois catégories : gènes de régulation, gènes de différenciation et gènes de développement. Leur fonction est vitale, pas question de s'en débarrasser. Mais réactivités à contretemps sous l'effet de radiations, de produits chimiques ou encore de certains virus (appelés oncovirus), ils peuvent provoquer un mécanisme de cancérisation. Et encore pas toujours, car il existe des garde-fous, des systèmes de réparation et de garde. « Le cancer, nous dit-on dans le dossier de presse remis aux journalistes, est un événement qui va survenir une fois sur des millions de fois, les tumeurs étant le plus souvent bénignes. En outre, un très grand nombre d'anomalies de régulation, de différenciation ou de développement seront le plus souvent mortelles pour la cellule qui disparaîtra. Le cancer n'est donc pas l'événement inéluctable d'une anomalie. On sait qu'un seul oncogène ne suffit pas pour déclencher le cancer. »

Les mécanismes de cancérisation procèdent par étapes successives. Ces mécanismes et la réactivation des oncogènes font, on s'en doute, l'objet d'études approfondies vers lesquelles convergent la biologie moléculaire, la génétique, le génie génétique. L'étude des rétrovirus a, elle aussi, été déterminante pour la compréhension des phénomènes. Il y a très longtemps que l'on sait que certains virus, inoculés à des souris ou des poulets, déclenchent des cancers spécifiques. Or, un virus n'est jamais qu'un matériel génétique, une information génétique, composés de quelques gènes.

« Le rétrovirus est un virus à A.R.N., capable de s'intégrer dans le génome cellulaire de l'hôte et d'y faire « exprimer » des gènes voisins, « silencieux ou non » détruisant un équilibre harmonieux et provoquant une modification tumorale », nous explique le Dr Jean-Claude Dhermann de l'Institut Pasteur. Ce mécanisme de modification est compliqué, mais il existe donc dans certains virus des « gènes de cancer ». Un grand bond a été accompli lorsqu'on a découvert, dans le génome des vertébrés, des gènes qui sont la « réplique », copie conforme, en A.D.N. de ces oncogènes viraux des rétrovirus. Il ne faut pas en conclure que tout virus est oncogène, ni surtout que tout cancer est dû nécessairement à un virus. Mais l'on dispose avec les rétrovirus d'un matériel permettant d'étudier aux premiers stades le processus de cancérisation qui, sinon, passe inaperçu. Ce processus n'est pas hasardeux. Sa compréhension permet d'espérer qu'un jour les médecins pourront intervenir à l'un des stades de formation, parce qu'ils pourront les dépister, et agir sur l'une des causes seulement de ce processus. Comme le dit le Dr Dominique Stehelin « Le plus gros reste à faire : comprendre comment sont composés nos gènes, comment ils se dérèglent, comment agissent leurs produits. » C'est ce à quoi contribuent les dons du public. Mais l'on dispose maintenant d'une orientation, d'un guide pour s'y retrouver dans des mécanismes que l'on n'enraye peut-être pas systématiquement, mais que l'on comprend de mieux en mieux. ●

Fondation Jean Jaurès



Edwige Feuillère dans « Olivia ».





Danièle Delorme dans « l'Ingénue libertine » et « Gigi ».

ET POURTANT ELLE TOURNAIT...



Jacqueline Audry.

Restée scandaleusement oubliée – à quand une rétrospective au cinéma de minuit ? – Jacqueline Audry fut une grande réalisatrise, auteur des plus subtiles adaptations de Colette

PAR MARTINE DUCOUSSET

ELLE avait un talent fou. Devenue cinéaste par hasard, après avoir tâté d'un peu tous les métiers, elle a signé dix-huit longs métrages qui témoignent d'un art achevé de la mise en scène. Dans ses films, elle parlait des femmes : « Il est certain que mon œuvre tout entière se présente comme une défense de la femme en tant qu'être, mais en fonction de sa féminité. » A l'époque — les années cinquante — c'était gonflé. Apparemment, ça l'est toujours aujourd'hui : Jacqueline Audry reste scandaleusement ignorée par tous les messieurs qui président aux destinées du cinéma français.

Messieurs les Anglais, merci d'avoir tiré les premiers. Merci d'avoir organisé, en 1979, une rétrospective de l'œuvre de Jacqueline Audry. Et merci au Festival international de films de femmes (1) d'avoir présenté, grâce à cinq films pêchés dans les cinémathèques étrangères ou chez des collectionneurs, un hommage à celle qui fut réellement une pionnière dans un monde, celui du cinéma, où l'on n'admettait pas qu'elle eût sa place. Un hommage auquel se joignirent Mme Danielle Mitterrand, Yvette Roudy, ministre des Droits de la femme et bien sûr l'écrivain Colette Audry, sœur de la cinéaste trop tôt disparue, en 1977.

« Quand Jacqueline a dit qu'elle voulait être metteur en scène, on l'a regardée avec pitié et attendrissement », se souvient Colette Audry. Jacqueline a passé outre. D'abord script-girl, elle devient très vite l'assistante de deux des plus grands réalisateurs allemands fuyant le nazisme, George Wilhelm Pabst et Max Ophüls. En 1943, elle signe son premier court métrage, « les Chevaux du Vercors », puis enchaîne avec « les Malheurs de Sophie ».

C'est alors la rencontre, déterminante, avec Colette, à l'origine de trois très jolis films : « Gigi » (1948), « Minne, l'ingénue libertine » (1950) et « Mitsou » (1956). « Avec Colette, explique la journaliste Michèle Levieux, Jacqueline choisit définitivement de se situer du côté des femmes, vis-à-vis de toutes les situations dans lesquelles elles peuvent se trouver. » Ce sera donc ensuite « Olivia », avec une prodigieuse Edwige Feuillère, puis « Huis Clos », d'après Sartre — où Arletty chante « la Rue des Blancs-Manteaux » — et « la Garçonne », adapté du roman de Victor Margueritte. Sans oublier « le Chevalier d'Eon », film à grand spectacle comme rarement femmes ont eu l'occasion d'en réaliser, et sa série télévisée « Un amour de Balzac ».

Difficultés inimaginables, longues discussions avec les producteurs pour chaque film, humiliations permanentes — « Gigi » à sa sortie fut signé du nom du producteur : le chemin n'a pas été simple pour Jacqueline Audry. On acceptait les femmes plutôt versées dans l'avant-garde — style Germaine Dulac. Mais pas celles qui empiétaient sur la chasse gardée masculine : le cinéma dit « commercial » à destination du grand public. Heureusement pour les cinéphiles, et pour les femmes, Jacqueline a tenu bon. Et sa science du cadrage, son art de la lumière, du décor, ses mouvements de caméra font, aujourd'hui encore, merveille. Jacqueline Audry a été, et reste, une grande bonne femme du cinéma français. ●

(1) Centre d'action culturelle « Les Gémeaux », 49, avenue Georges-Clémenceau, 92320 Sceaux. Tél. : 660.05.64.

QUAND LA LUMIERE ECRIT

Quelle est la famille qui compte dans ses rangs Giono, Pagnol, Malraux, Guitry, Robbe-Grillet, Cocteau et Duras ? Celle des écrivains metteurs en scène à qui la cinémathèque rend hommage

PAR MARTINE DUCOUSSET

UN poids lourd qui roule vers la mer, une pièce dans une maison de campagne, Gérard Depardieu en comédien prolo. Et une femme qui se montre, se raconte et parle sans attendre de réponse. Comme elle écrirait. C'était, en 1977, « le Camion » de Marguerite Duras.

Un brave homme tout triste, à cause de sa coquine de femme qui lui a fendu le cœur en partant avec un beau berger. Un brave homme qui s'en prend à la chatte Pomponnette : « Garce, salope, ordure, c'est maintenant que tu reviens ? Et le pauvre Pompon, dis, qui s'est fait un mauvais sang d'encre pendant ces trois jours ! » Personne n'a oublié, bien sûr, « la Femme du boulanger », tourné par Marcel Pagnol en 1938.

Deux films à des années lumière l'un de l'autre, deux cinéastes sans grand lien apparent. Et pourtant... Duras et Pagnol, aussi curieux que cela puisse paraître, appartiennent à la même famille : celle des écrivains démangés par la mise en scène. Une famille assez nombreuse, en France tout au moins, et à laquelle la cinémathèque française rend hommage ces jours-ci, dans le cadre de la manifestation « France à livre ouvert », organisée par le ministère de la Culture (1). Une famille où se côtoient des membres aussi divers et passionnants que Jean Giono, Sacha Guitry, André Malraux, Jean Cocteau, Marcel Achard et Alain Robbe-Grillet.

Rien que des grands, attirés, subjugués, par la lanterne magique. Fascination de l'image, après celle des mots. Fascination devant ce miracle qui se répète dès que le moteur tourne, devant cette phrase qui prend corps, ce verbe qui se fait chair. C'est sans doute trop de magie pour une vulgaire lanterne. Alors, certains se rebiffent. Marguerite Duras : « Je tourne avec cette suspicion fondamentale que le cinéma n'existe pas, à côté de l'écrit (2). » Marcel Pagnol : « Il y a vingt-neuf versions de « la Dame aux camélias », je crois cependant que l'auteur c'est Alexandre Dumas fils. » Révélateur, non ? Et n'oublions pas le fameux « Par ailleurs, le cinéma est une industrie », d'André Malraux, auquel fait écho la définition désabusée de Raymond Chandler, écrivain, et scénariste à Hollywood : « Le cinéma est une énorme industrie au même titre qu'un art raté. (3) »

Ils ne sont vraiment pas tendres, nos auteurs passés d'un autre côté de la création. De plus, ils n'ont que faire de la technique. Guitry bâclait ses films, abusait des plans fixes et des décors en carton-pâte. Pagnol, parce qu'il estimait que « le cinéma n'a pas d'importance », réintroduisait « là où il n'a que faire le théâtre filmé » (4). Duras explique elle-même que dans « le Camion » « la forme est revenue à une forme archaïque, appauvrie, et qui tient le texte comme le seul facteur proliférant l'image, contre l'image » (2). Et Robbe-Grillet est tellement occupé à saupoudrer généreusement ses œuvres d'un érotisme piqué au cher marquis qu'il en oublie comment se manie une caméra.

Et pourtant, ils tournent... Et font des films. Du vrai cinéma, ne leur en déplaise. On aime ou on n'aime pas, mais « India Song » (Duras), « l'Immortelle » (Robbe-Grillet) ou « Faisons un rêve » (Guitry) sont du vrai cinéma. Et que dire du « Crésus » de Jean Giono — seul film d'un écrivain souvent adapté par d'autres, Pagnol en tête ? Que dire des chefs-d'œuvre de Cocteau, « le Sang d'un poète », « Orphée » et « le Testament d'Orphée », sinon que le cinéma y a gagné trois perles très rares et très merveilleuses ? Et puis, il y a Malraux, qui, dans ses notes écrites pendant le tournage de « l'Espoir », disait du septième art : « Il n'est pas une littérature, il est un journalisme. » Un journalisme qui s'adresse aux masses, et leur offre du mythe en pâture. Malraux aimait le cinéma, Chaplin, Stropheim, Eisenstein — qui avait le projet d'adapter « la Condition humaine » —, Abel Gance. Il l'aimait parce que rien d'autre ne lui semblait aussi proche de l'action. « L'Espoir » ? Un film bancal, maladroit — les conditions de tournage furent particulièrement chaotiques —, un film admirable. Avec un grand moment : la scène de la descente de la montagne, véritable hymne à la fraternité humaine.

Tous, ils tournent. Ils dédaignent le cinéma, le traitent avec condescendance, mais ils tournent. Ils parlent de journalisme, d'art raté, d'entreprise de « destruction de l'écrit » (Duras), mais ils tournent. Parfois en se ramassant complètement (Françoise Sagan et ses « Fougères bleues »), parfois avec bonheur : (Cocteau et son « Testament d'Orphée »). Parfois même sans s'apercevoir qu'ils savent tourner. C'est André Bazin qui disait : « Il n'aura manqué peut-être au génie de Pagnol que l'intelligence de son art pour être le Chaplin du cinéma parlant. (4) »

Les premiers grands réalisateurs se préoccupèrent, en priorité, de forme : il y avait tant à inventer. Puis vint l'ère du scénario. Des mots. Et les écrivains, tournicotant autour de cette bizarre et séduisante lanterne magique, se firent piéger. La parole visible, l'image lisible. Un phénomène incroyable, que dépeint à merveille une formule de Jean-Louis Bory : « La lumière écrit. » Ne reste alors qu'à tourner la page. Ou plutôt, à la remplir d'images. Des images pour dire la vie. ●

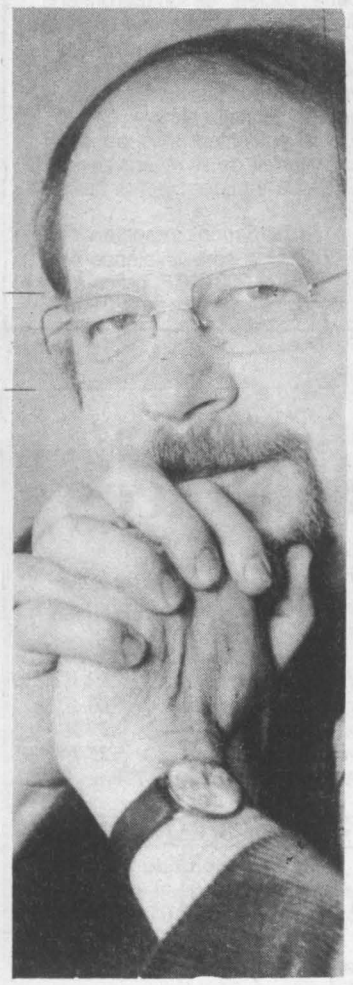
(1) Jusqu'au 27 mars, Cinémathèque française, tél. : 704.24.24.

(2) « Cinéma 77 », juillet 1977.

(3) « Lettres » de Raymond Chandler, éditions 10.18.

(4) « Qu'est-ce que le cinéma ? » André Bazin, éditions du Cerf.

La chronique littéraire de Claude Glayman



"MI CHIAMANO PUCCINI"

Immensément populaire, l'auteur de "Tosca" n'avait pas encore eu droit à une biographie. Le mal est désormais réparé avec le "Puccini" de Mosco Carner

**** Mosco Carner : « Puccini », Jean-Claude Lattès, coll. « Musiques et Musiciens ».***

**** « Tosca » par Michèle Courtin, Aubier - « Les grands opéras ».***

**** Revue d'Esthétique : « Musique présente ».***

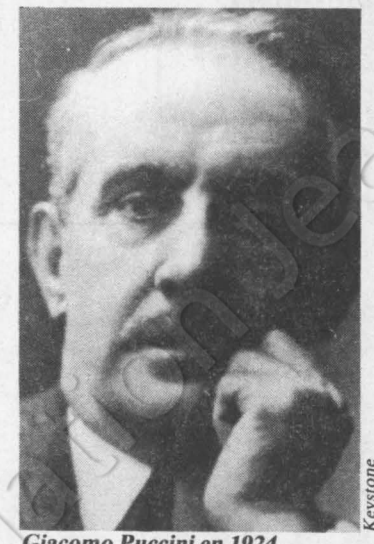
SOIXANTE ans après sa mort, que savons-nous de Puccini ? Si le créateur de « Tosca » est immensément populaire, il n'en reste pas moins méconnu, alors que sa popularité a été source d'un grand nombre de malentendus. Giacomo Puccini, qui se situe « entre le génie et le talent » selon son biographe Mosco Carner, occupe une place éminente dans la musique, à situer au niveau de Berlioz ou de Tchaïkovski. Il est vrai que l'absence de biographe digne de ce nom autorisait toutes les approximations, de quoi être surpris de voir si peu de musiciens fournir matière à livres en un temps où l'histoire fait pourtant les délices du public.

Alors que Mahler, Schubert ou Mozart sont présentés sous toutes les coutures — en raison du halo ou du trouble qui les entoure — un Puccini, un Haydn (dont une biographie par Karl Geiringer vient toutefois de paraître chez Gallimard) demeurent inexplicablement absents des rayons. La télévision raconte la vie de Mozart, de Berlioz (bien médiocrement), de Verdi ; on y annonce un prochain Wagner venant d'outre-Rhin, mais des pans entiers de l'héritage restent en friche. Du coup le travail de Mosco Carner — biographe d'Alban Berg — a déjà le mérite d'exister. Mais, plus que cela, l'auteur présente et commente avec beaucoup de bonheur le déroulement d'une existence, d'une œuvre, d'une époque, sans jamais sombrer dans l'hagiographie, en offrant toujours, outre le dernier renseignement connu ou la dernière mise au point, la distance requise pour évaluer le plus sûrement ce dont il est question. Mosco Carner use des méthodes les plus modernes pour tracer un portrait qui se détache ainsi d'une enquête approfondie et méticuleuse. Que nous apprend-elle d'essentiel ?

Né en 1858 à Lucques, en Toscane, Puccini est l'héritier de cinq générations de musiciens. Le compositeur Francesco Geminiani, mais surtout les Boccherini, père et fils, sont natifs de Lucques. Le virtuose Paganini s'y produisit. Bref, nous sommes en terre musicienne, pas très loin des lieux de naissance de Verdi et de Toscanini. Le père de Giacomo meurt alors que l'enfant n'a que cinq ans : l'adolescent devra sa carrière musicale surtout à la volonté de sa mère, Albina. Trait important : Mosco Carner établit ensuite une analyse complexe sur la fixation maternelle du compositeur dont la plupart des opéras portent des noms de femmes, femmes qui périssent pour racheter un amour impossible et coupable.

Dans son œuvre comme dans la vie, Puccini fut un homme passionné par les femmes. C'est d'ailleurs l'audition de « Aïda » qui décida aussi de sa vocation. Il apprend la technique au conservatoire de Milan, aux côtés de Mascagni (le futur compositeur de « Cavaliera Rusticana »), de Catalani (très tôt disparu mais qui conserva en Toscanini un indéfectible défenseur). Ponchielli (l'auteur de la « Gioconda ») veille sur lui, tout comme, mais de loin, Verdi lui marque une bienveillance condescendante. Rapidement, Puccini se veut musicien et refuse toute voie de substitution telle que l'enseignement : la fréquentation des salons devient indispensable (Boïto, le compositeur et le librettiste de Verdi, y occupe une place d'ange gardien), comme l'éditeur. Mosco Carner montre à cette occasion l'importance de Giulio Ricordi qui fut également l'éditeur de Verdi. Le livret d'opéra et les librettistes revêtent une place primordiale dans l'activité de Puccini. Fontana, rapidement oublié, écrit « le Villi » le premier opéra du maître dont le succès lui ouvre les portes de la Scala. Cinq ans après, « Edgar » (d'après Alfred de Musset) est un échec qui aggrave les ennuis d'argent de notre personnage.

La rencontre d'Elvira Gemignani, l'épouse de Puccini jusqu'à sa mort, ne fait qu'aggraver le problème. Mosco Carner analyse de manière tout à fait convaincante le rôle d'Elvira : jalouse, étrangère à l'art, mais en quelque sorte inamovible. Puccini, qui entretint de nombreuses liaisons, eut une très longue correspondance avec une aristocrate britannique, Sybil Seligman. Mosco Carner y puise très souvent pour suivre les traits de caractère et les hésitations du musicien. Un musicien fortement italien, cosmopolite également comme pouvait l'être un artiste de cette fin de siècle, voyageant beaucoup, aux Etats-Unis notamment, à Venise dont il fut légitimement une des coqueluches, à Londres, à Paris. C'est d'ailleurs l'influence française qui fut déterminante avec « Manon », le modèle de Massenet. S'étant associé aux quasi éternels Illica et Giacosa, pour « Manon Lescaut », il obtint un grand succès en 1893 à Turin (huit jours avant la création de « Falstaff », l'ultime et génial opéra de Verdi).



Keystone

Giacomo Puccini en 1924.

Voici Puccini définitivement lancé, même si sa carrière connut encore des hauts et des bas. Puccini est au cœur des recherches esthétiques de l'époque. Attiré par le réalisme, il hésite à adopter un texte de Verga « la Louve », noue des relations avec Zola, songe à des sujets historiques comme « Marie-Antoinette », s'intéresse au « Pelléas » de Maerterlinck (texte symbolique dont Debussy tira l'opéra que l'on sait). Partisan du drame musical et non du drame en musique, il donne en 1896, à Turin toujours, une « Bohème » bien supérieure à celle de Leoncavallo, autre vériste. En 1900, à Rome, sonnent les trois coups fantastiques de « Tosca » ; avec « Carmen » l'un des opéras les plus célèbres au monde. S'ouvre alors une nouvelle étape : qu'une coopération échoue avec d'Annunzio, l'écrivain italien le plus en vogue à l'époque, et voici Puccini recherchant des sujets exotiques, s'intéressant aux recherches musicales de son temps (Debussy, Schönberg, Stravinski, etc.).

Ce seront les deux versions de « Madame Butterfly » d'après une pièce nord-américaine d'un certain Belasco, oubliée de nos jours, et, sept ans après, « la Fiancée du Far-West » créée comme il se doit à New York (1910). Entre-temps, toujours obsédé par les livrets, Puccini s'est tour à tour tourné vers Wilde, vers Gorki et Pierre Louÿs notamment. Adami et Forzano collaborent avec Puccini au moment où ce dernier recherche un texte de comédie qui donnera « Gianni-Schicchi », l'une des pièces du fameux et étonnant triptyque (dans l'intervalle et pendant la guerre, Puccini a mené à bien « la Rondine », commandé par les Viennois, où les qualités ne manquent pas en dépit d'une inspiration moindre que d'ordinaire). Dernière étape, alors que le compositeur quitte sa province de Torre del lago pour Viareggio et que le critique Simoni rejoint Adami, Puccini s'attaque au plus exigeant et au plus ambitieux de ses projets, la « Turandot » tirée de Gozzi (sujet déjà traité par Busoni).

Les multiples tergiversations et les atteintes du cancer à la gorge qui devait lui être fatal l'empêcheront d'achever ce dernier chef-d'œuvre. L'œuvre est alors close, le public ne lui a jamais manqué, comment la jugeons-nous aujourd'hui ? De manière très objective, Mosco Carner nous aide à formuler un avis équilibré.

Avec Puccini et les véristes en général, le livret a changé, pas la musique. Encore que le mélodrame ne soit pas de leur invention. Mais disons que la réalité l'a désormais emporté sur l'illusion. Du point de vue de la composition musicale, nous l'avons déjà noté, l'influence française a été forte mais on peut aussi considérer comme désormais assimilés les acquis du wagnérisme. Mosco Carner souligne que Puccini ne possède pas la technique symphoniste, qu'il écrit des mosaïques où on voudra voir plutôt le signe d'un impressionnisme que celui d'une approximation hésitante tandis que dans « Turandot », c'est Stravinski qui sert de référence. Mosco Carner remarque que, s'il avait vécu, Puccini aurait vraisemblablement rencontré le dodécaphonisme. Toujours est-il que s'il écrit une « musique de chambre orchestrale », c'est surtout dans le talent de mélodiste qu'il excelle. Il possède le sens de l'air lyrique, pratique l'élégiaque et l'arioso, ne dédaigne pas le récitatif. Bref, Puccini est un génial musicien de la voix, en duo notamment (duo renforcé par un formidable don de l'effet visuel et de la dramaturgie). Puccini est le musicien de l'amour. Le lien avec sa mère est demeuré déterminant. Celle-ci, disparue relativement tôt, a été remplacée en quelque sorte par Elvira. Si bien que dans la vie, comme dans son œuvre, Puccini a recherché des femmes faciles, vite oubliées dans l'existence (à une ou deux exceptions près), pécheresses transformées en anges dans ses œuvres par le biais d'une expiation où s'annonce une certaine propension pour l'amour-haine. L'œuvre de Puccini est au total très attachante. Mosco Carner a écrit là un livre précis, nuancé, très documenté. Même si on peut en discuter ses thèses, lisez-le, il est unique.

La présentation de Puccini par Mosco Carner illustre l'assertion d'Adorno selon laquelle le présent éclaire une œuvre du passé. D'une certaine manière, on n'a jamais aussi bien compris Bach, Beethoven ou Puccini qu'aujourd'hui. L'héritage de la musique éclaire les œuvres des compositeurs disparus. Un long article de la « revue d'esthétique » développe cette idée et l'apport du commentaire d'Adorno. En outre, rien de plus stimulant et d'inattendu qu'une analyse de Stravinski à la lumière d'Artaud. Le rituel de l'auteur du « Sacre » correspond à la cruauté recherchée par Artaud. Signalons enfin un texte du compositeur José Maceda qui oppose le rituel « primitif » à la musique nouvelle de l'ordinateur. Ou encore de quelle manière le tiers monde accueille la musique sur ordinateur ? Moins d'un demi-siècle sépare la mort de Puccini des débuts de la musique électro-acoustique. Comme quoi l'histoire... esthétique procède elle aussi par bonds.



La Callas interprétant le rôle-titre de « Tosca ».

LISEZ AUSSI :

**** « Glenn Gould : « Ecrits I » : présentation et traduction par Bruno Monsaingeon sous le titre « le Dernier Puritain » - Fayard.***

**** Geoffroy Payzant : « Glenn Gould - Un homme du futur », Fayard.***

Depuis qu'il est mort, le grand pianiste Glenn Gould est encore plus phénoménal que lorsqu'il vivait, reclus. On édite ses écrits, une biographie, on projette des films qui lui sont consacrés. Il y a une véritable folie Gould !

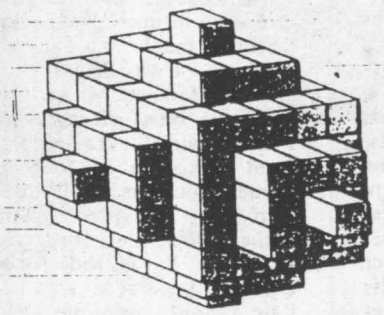
**** « Histoire de la musique occidentale » sous la direction de Brigitte et Jean Massin - 2 tomes. Temps Actuels.***

Un nouveau panorama de la musique, très complet et très diversifié (grâce aux collaborateurs des Massin), souvent illustré de manière séduisante et éclairante. Fayard doit prochainement rééditer ce monument en version populaire.

**** Alfred Einstein : « la Musique romantique ». Gallimard, coll. Tel.***

Réédition d'un classique paru en 1959.

SOCOMA INFORMATIQUE SOCOMA INFORMATIQUE SOCOMA INFORMATIQUE SOCOMA INFORMATIQUE SOCOMA INFORMATIQUE SOCOMA INFORMATIQUE



SOCOMA INFORMATIQUE

LA TECHNOLOGIE NOUVELLE
CHEZ NOUS, POUR VOUS

1, Rue de Forbin - 13003 MARSEILLE / Téléphone (91) 95.91.07 - Télex : 410 987 COMEROP

SOCOMA INFORMATIQUE SOCOMA INFORMATIQUE SOCOMA INFORMATIQUE SOCOMA INFORMATIQUE SOCOMA INFORMATIQUE SOCOMA INFORMATIQUE

FICHIER D'ARTISTES

Pleins d'énergie, de talent et capables d'assurer le succès de vos fêtes publiques ou privées comme ils ont assuré celui du Dépot Vente.

Audition publique chaque samedi après-diner. Jazz dansant : jeudi, rock années 50 : vendredi.

Le Dépôt-Vente de la Jatte, 92200 Neuilly. Tél. Gérard Vacher 637 33 99

ORGANISATION DE FÊTE

Carte Y

entrez, roulez, sortez
et payez plus tard...

un nouveau service offert par la S.A.P.R.R.



Qui bénéficie de la carte Y ?

Seules les personnes morales de Droit Public ou Privé (sociétés et administrations) peuvent bénéficier des facilités offertes par le contrat de carte à paiement différé - carte Y.
Les cartes Y sont établies au nom du titulaire du contrat (la personne morale) qui peut les demander en nombre variable.
Chaque carte Y est utilisable sur tout véhicule correspondant aux catégories véhicules légers.
Elle n'est affectée, a priori, ni à un véhicule donné, ni à un utilisateur (personne physique) donné.

Comment utiliser la carte Y ?

La carte Y s'utilise sur l'ensemble du réseau en service concédé à la S.A.P.R.R. c'est-à-dire : l'autoroute A 6 entre PARIS et LYON par BEAUNE, l'autoroute A 36 entre BEAUNE et MULHOUSE par BESANÇON, (à l'exception de la gare de Burnhaupt), l'autoroute A 31 et le tunnel de Ste-Marie-aux-Mines.
La carte Y s'utilise au péage comme de l'argent liquide ou des chèques. On la remet au péager en sortie. Celui-ci vous la rend après avoir enregistré les données qui y figurent.

Comment régler avec la carte Y ?

Vous recevrez un relevé-facture établi par la S.A.P.R.R. où figureront toutes les données correspondant à chaque trajet effectué et ce pour chaque carte Y.
10 jours après l'envoi de ce relevé-facture, la Société prélève la somme facturée auprès de la banque domiciliataire du titulaire du contrat carte Y. Des frais de gestion d'un montant annuel de 200 F (valeur 1982) seront prélevés par la S.A.P.R.R. pour chaque contrat quel que soit le nombre de cartes.

Comment souscrire ?

La souscription du contrat carte Y est subordonnée à une domiciliation bancaire en France, à un accord de prélèvement d'office des factures émises par la S.A.P.R.R. ainsi, bien sûr, qu'à la justification de la personnalité morale du demandeur.



Prenez le temps de rouler sur les autoroutes Paris-Rhin-Rhône.

S.A.P.R.R.
Direction de l'Exploitation
Service Carte Y 36, rue du Dr Schmitt
21000 DIJON
Tél. : (80) 66.81.14

ARVEST CONSEIL (1) 233.72.30

GROUPE CdF
SOFIREM
Prise
de participation
dans les
Établissements
PREVOST

La SOFIREM (Société financière pour favoriser l'industrialisation des régions minières) vient de faire un apport de 80 000 F dans le capital des Établissements PREVOST, qui passe ainsi à 730 000 F.
Cette société de chaudronnerie diversifiée et spécialisée emploie 50 personnes. Elle fabrique, dans son usine de Dechy (Nord), du matériel pour les mines, travaux publics, tunnels, etc.
Elle a également mis au point un appareil de régénération des huiles de transformateurs électriques.
La participation financière de SOFIREM à son développement s'élèvera à 300 000 F, grâce à un prêt complémentaire de 220 000 F.

petites annonces

TARIFS

Trois lignes minimum, 28 signes par ligne, blancs compris.

	H.T.
Offres d'emploi	*30 F*
Demandes d'emploi	*20 F*
Immobilier	*25 F*
Divers	*25 F*

Ajouter 18,60 % de T.v.a.

OFFRE D'EMPLOI

Réf. 365. La commune de Homecourt recrute sur titres ou par voie de mutation un directeur ou directrice de M.j.c. (poste municipal), selon les conditions statutaires des collectivités territoriales.
Candidatures à adresser à Monsieur le Maire de la ville de Homecourt (54310) avant le 20 mars 1984.

DEMANDE D'EMPLOI

Réf. 368. J. H., 26 ans, grec, diplômé en sc. pol. (section information, communication), milit. Pasok, cherche d'urgence emploi à temps partiel de toute nature.
Ecrire chez Mr Gallo, 21, rue Louise Michel, 78200 Mantes-la-Ville ou telé : (3) 478.55.60.

LES ENTRETIENS DU JEUDI

De 19 h à 21 h
Salle Marie-Thérèse Eyquem
10, rue de Solférino
75007 PARIS

19 avril
Edwige Avice, ministre déléguée au Temps libre, à la Jeunesse et aux Sports, conseillère de Paris, membre du Comité directeur.
Michel Bernard, maire-adjoint aux sports d'Anzin.

26 avril
Pierre Joxe, président du groupe parlementaire socialiste, député de Saône-et-Loire, membre du Bureau exécutif.

3 mai
Alain Barrau, secrétaire national adjoint à la Jeunesse.
Marie-Claude Vayssade, députée au Parlement européen, membre du comité directeur.

10 mai
Paul Quilès, ministre de l'Urbanisme et du Logement, conseiller de Paris, membre du Comité directeur.
Michel Pezet, secrétaire national à l'Urbanisme, à l'Environnement et au Cadre de vie, président du Conseil régional de Provence-Côte d'Azur.

7 juin
Edith Cresson, ministre du Commerce extérieur et du Tourisme, membre du Comité directeur.
Jean-Paul Bachy, secrétaire national aux Entreprises.

Fondation Jean-Jaurès

transexel

est un groupement de Sociétés de Service, à la disposition des collectivités pour :

.la création

.la gestion

.l'organisation

.le développement de leurs réseaux de transport de voyageurs.

TOUR EUROPE -
92080 PARIS
LA DEFENSE CEDEX 07
TEL : 778.16.60 TELEX : 610579

Conditions spéciales aux discothèques de prêt

EUPHONIE
B.P. 123 - 77003 MELUN CEDEX
Téléphone (6) 068.73.05

VENTE PAR CORRESPONDANCE DE

DISQUES CLASSIQUES D'OCCASION PARFAIT ETAT

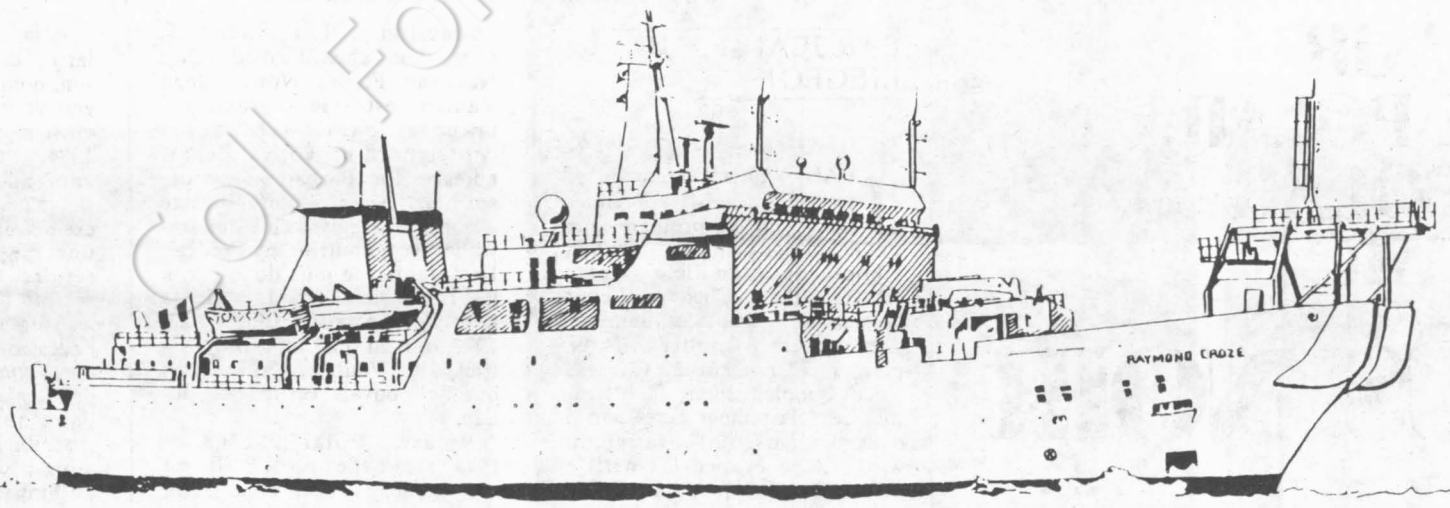
DISQUES NEUFS EN SOLDE

ACHAT A DOMICILE DE VOS DISQUES CLASSIQUES



Demandez l'envoi gratuit de nos listes mensuelles

Rendez-vous sur FR3 chaque samedi à 12 h 10



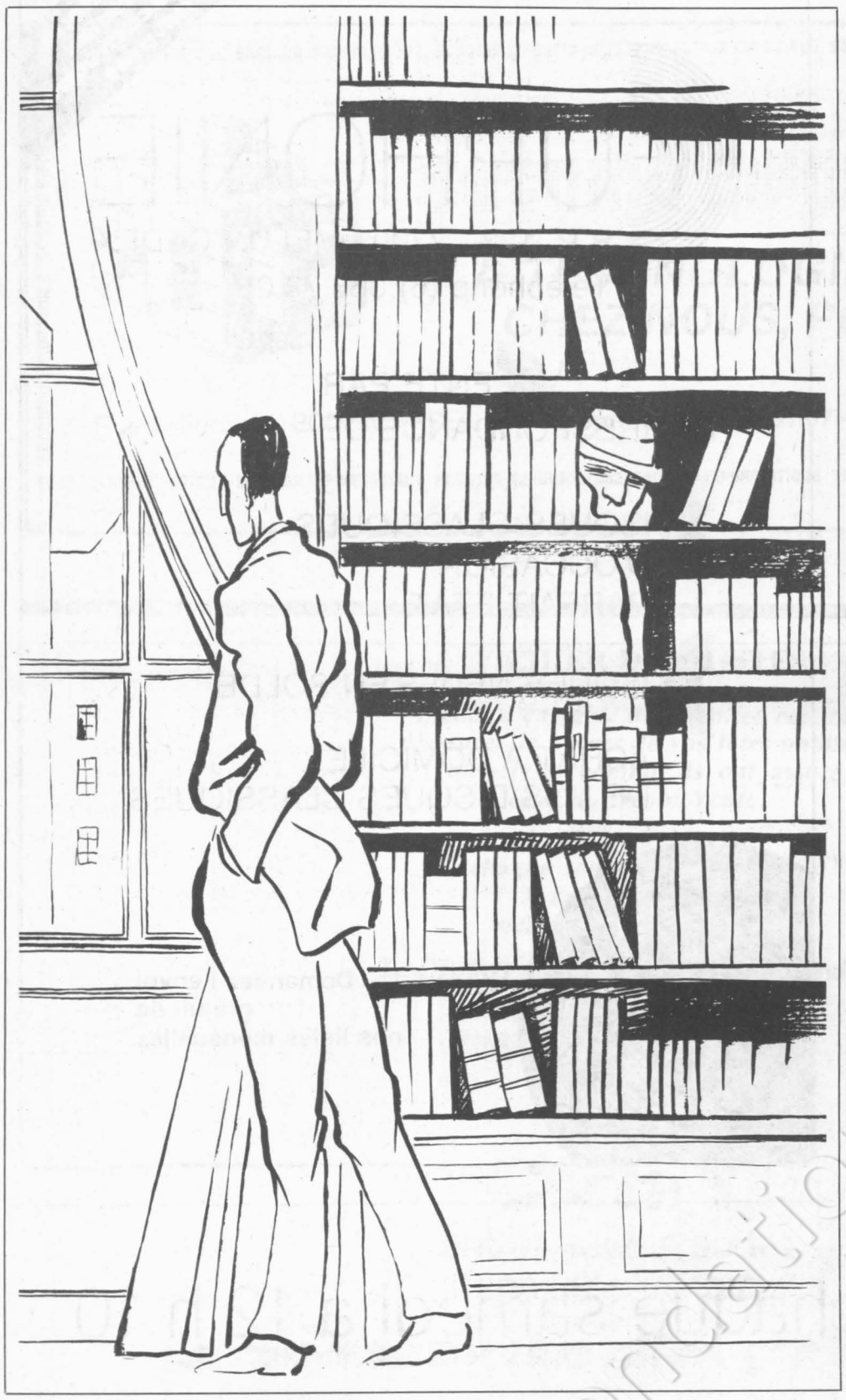
MESSAGES

LE MAGAZINE TÉLÉVISÉ DES PTT

Samedi 31 mars à 12 h 10
ÉMISSION SPÉCIALE "LES PTT ET LA MER"

... Les stations radio-maritimes... La poste navale...
Les navires câbliers... Une télédiffusion insulaire...
et "Voler dans les nuages", le 7e épisode du feuilleton
Ces merveilleux postiers volants sur leurs drôles de machines.

PTT le contact





Lauren Bacall dans « le Port de l'angoisse ».

Y'A DE L'AIR DANS LE POLAR, Y'A DU POLAR DANS L'AIR

I. PLUS NOIR QUE LUI TU MEURS

Le roman noir qui envahit non seulement l'édition mais le cinéma, la télévision, la chanson et j'en passe, n'a rien à voir avec UNE mode mais devient UN mode de pensée, une façon de révéler et de raconter une société

PAR JEAN-PAUL LIEGEOIS

JEAN Vautrin essaie de se souvenir : « Mon premier polar ? Il est probable que c'était un Simenon, pris dans la bibliothèque familiale. Après est venu Peter Cheney. C'était la guerre. Y avait les bombardements sur Londres. Pour moi, à ce moment-là, Cheney, c'était simplement de la littérature de délassement : des nanas dans des bars qui buvaient du whisky... » François Guérif : « Je suis venu au polar par le cinéma. Au générique des films américains que j'aimais, je voyais des noms comme Mac Coy... Mon premier auteur, à partir de là, a été Chandler. » Claude Mesplède : « Avant, je lisais les aventures du Saint, Agatha Christie... Puis, un jour, aux Puces, j'ai trouvé un livre de Dashiell Hammett... Ça a tout déclenché. » Gilles Béhat : « Je sortais des Bob Morane. Dans la bibliothèque de mes parents, j'ai d'abord trouvé un Peter Cheney, puis « J'irai cracher sur vos tombes » d'un certain Vernon Sullivan. Un faux polar mais un vrai Boris Vian. Et quel titre ! »

Ils ont commencé comme ça, un peu par hasard... Mais, aujourd'hui, Claude Mesplède est l'auteur d'une « bible du polar » : « S N, voyage au bout de la Noire » (Futuropolis). François Guérif est devenu un « fondu » du polar, un dangereux récidiviste qui ne cesse de créer collection sur collection : chez Guénaud, chez Pac, chez Fayard, chez Néo, au Fleuve Noir... Jean Vautrin est « le » grand romancier « noir » français contemporain. Gilles Béhat, après « Rue Barbare », est désormais « le » jeune cinéaste « noir » français, celui qui travaille avec Vautrin. Et Frédéric H. Fajardie, le plus doué parmi les romanciers « noirs » de la nouvelle génération, dit : « En 1972, quand j'ai lu « Billy-Ze-Kick » de Vautrin, j'ai compris que je pouvais écrire des polars. »

Polar... Polar... L'année 1984 sera-t-elle polar ? Il est vrai qu'il y a du polar dans l'air, du polar tous azimuts. A l'affiche des cinés, le grand « Hitch » revient en force : « Fenêtre sur cour », « la Corde », « L'homme qui en savait trop », « Mais qui a tué Harry ? », « Vertigo ». A côté des cinq merveilles du maître, il y a quelques « toiles » nouvelles : « Rue Barbare », « Polar », « Canicule », « Ronde de nuit », « A mort l'arbitre ». « Le Grand Sommeil » de Howard Hawks, d'après le bouquin de Raymond Chandler, sort en cassette-vidéo : Humphrey Bogart et Lauren Bacall chez soi, à n'importe quelle heure du jour et de la nuit ! T.f.1 aussi touche au grisbi avec « Série noire » : huit téléfilms, inspirés de polars français, sont là pour nous filer le frisson du samedi soir. F.r.3 ne veut pas être en reste : elle a demandé à Frédéric H. Fajardie d'adapter un de ses livres pour le petit écran ; après lui, suivront Jean Vautrin, Marc Villard, Tito Topin, etc.

Polar. Toujours polar. « Polar », la revue qui porte bien son nom, change de formule : elle était trimestrielle, elle devient mensuelle à dater de mars 1984. Et, dans « Polar », on apprend beaucoup de choses sur l'actualité du polar. Par exemple, que la vieille collection Le Masque essaie de se refaire un « look » à grand renfort de panneaux publicitaires sur les autoroutes et qu'à l'occasion elle republie le premier bouquin de Boileau et le premier de Narcejac (Eh oui ! ils n'ont pas toujours écrit ensemble). Que la dernière livraison de la Série noire cache un Siniac (« Folies d'infâmes ») et un Westlake (« Ça n'arrive qu'à moi »). Que la réédition des « Nouveaux mystères de Paris » de Léo Malet continue au Fleuve noir. Que l'Ecossais McIlvanney, dont Engrenage International vient de publier « Laidlaw », se situe spontanément dans la lignée de Hammett et Chandler. Que c'est déjà un grand écrivain, même si l'Hexagone l'ignore. Que...

Mars 1984 n'est qu'un mois très ordinaire : abondance, complexité, confusion. Comme d'habitude. Confusion, surtout. Parce que le polar, c'est tout et n'importe quoi. C'est le meilleur et le pire. Comment s'y retrouver ? Michel Lebrun, dans son « Almanach du crime 1984 » (éditions de la Butte aux Cailles), n'a pas recensé moins de quarante collections. Mais qu'y a-t-il de commun entre d'un côté la collection Facettes de chez Clancier-Guénaud, où François Guérif publie Chester Himes et David Goodis, et de l'autre Dossiers mœurs et Flic

de choc ? Gaffe au langage ! Gare aux malentendus !

L'appellation « roman policier » possède une caractéristique très particulière : elle n'est pas contrôlée. Pas plus que son dérivé argotique et raccourci : le vocable « polar ». Alors, il faut s'entendre : de quoi parlons-nous ici ? François Guérif appelle un chat un chat : « Les trois quarts de ce qui se vend sous l'étiquette « polar », c'est de la merde ! » Nommons la merde. Elle déborde de tous les kiosques. Elle est devenue à elle seule presque toute la « littérature de gare ». Honneur d'abord à la production la plus nulle : celle de Gérard de Villiers. Non content de nous infliger ses « S.A.S. », ce monsieur dirige nombre d'autres séries : « les Anti-Gangs », « Benett », « Luis », « Brigade mondaine », « l'Exécuteur », « le Gorille », « l'Implacable », « Nick Carter », « Service Action ». J'en ai sûrement oublié. Mais ça pue déjà suffisamment...

De Villiers a ses petits imitateurs : Brigades des mœurs, Dossiers mœurs, Flic de choc, Sam et Sally, Spécial Police. Tout ça ne vole pas très haut non plus. Mais ça permet d'engraisser quelques personnes chez Plon et au Fleuve noir : même en période de chômage, cette médiocrité mercantile n'est guère justifiable. Exit les « policiers » qui ont dérapé vers la « polissonnerie » ! Pas si vite... Car, non seulement ces « produits » envahissent les rayons, mais, en plus, ils ont tendance à contaminer les vrais polars : c'est ainsi que les livres de Léo Malet se retrouvent affublés de couvertures pseudo-érotiques ; c'est ainsi que François Guérif édite de grands auteurs (McIlvanney, Bloch, Thompson, Pronzini) dans une collection (Engrenage international) qui en rappelle étrangement une autre (Engrenage tout court) où, si l'on excepte Pierre Siniac, les auteurs convergent tous vers le degré zéro de l'écriture...

Et San Antonio ? Le « phénomène » Frédéric Dard, bien sûr. Pas négligeable : ça se vend plutôt bien. Unanimité des spécialistes, « pro-Dards » et « anti-Dards » confondus : « San Antonio, c'est pas du polar. » Avis d'un amateur, le chanteur Joan Pau Verdier : « J'ai lu mon premier San Antonio à douze ans, au bahut, en études, en me planquant. J'en lis toujours... L'histoire, l'intrigue, quand Dard pondait des copies de thrillers américains, quand il les signait de son nom, ça l'intéressait encore. Mais, aujourd'hui, le Frédéric Dard qui fait des San Antonio n'a plus rien à foutre de la trame. Ce qui l'intéresse c'est la langue, c'est l'invention verbale. » Point de vue identique chez un jeune romancier « noir », Didier Daeninckz (voir « l'Unité » n° 545) : « Dard appartient à la tradition énorme et délirante qui nous a valu Rabelais, à la tradition argotique et savoureuse qui nous a donné Alphonse Boudard et René Fallet. Ceux qui achètent un San Antonio en croyant acheter un polar font erreur sur la marchandise... »

Restent les vraies collections de vrais polars : Série B chez Christian Bourgois, Facettes chez Clandier-Guénaud, Le miroir obscur chez Néo, Série noire et Carré noir chez Gallimard, Classiques du roman policier aux Presses de la Cité. Sans ignorer quelques broutilles de qualité aux éditions des Autres, chez Mazarine, chez Lieu commun, chez Futuropolis, chez Denoël. Sans oublier non plus les formats de poche : 10-18, Folio, J'ai lu, Presses-Pockett, le Livre de poche. Il y a là de quoi faire de beaux voyages en pays « noirs » *(cf. La petite bibliothèque « noire » de « l'Unité »)*. Surtout si on a la chance de retrouver (en « occase ») des traces des quelques belles séries aujourd'hui disparues : Red-label de chez Pac, Engrenage (première version) de chez Jean Goujon, Fayard-Noir...

Mais le polar, ça se vend ?

Plutôt moins bien qu'avant. Si on prend des chiffres globaux, au premier abord, c'est impressionnant : Le Masque, l'éditeur d'Agatha Christie, a vendu cent-trente millions de volumes depuis 1927. Si on affine, on constate une chute des ventes : quinze millions de « polars » vendus en France en 1975, vingt-deux millions en 1977, treize millions seulement en 1982. En 1973, les lecteurs de polars représentaient 19,6 % du « lectorat » global français, en 1981, ils ne représentaient plus que 9,1 %.

François Guérif : « Il y a un rétrécissement du marché. Le Fleuve Noir ne publiant jamais un livre à moins de 25 000 exemplaires, maintenant il le tire à 10-12 000. Du temps où

(suite en page 26)

Repères cinématographiques

Il ne s'agit pas de dresser ici la liste exhaustive de tous les films « noirs » tournés depuis les débuts du cinéma ; il y faudrait des livres entiers comme ceux de François Guérif. Il s'agit seulement, exemples à l'appui, de souligner une constante, commune au cinéma américain et au cinéma français : les metteurs en scène les plus divers, quelle que soit l'époque, quelle que soit l'esthétique dominante du moment, sont allés chercher l'inspiration chez les auteurs de romans noirs.

1931 — « Le Faucon maltais », de Roy Del Ruth, d'après Samuel Dashiell Hammett.

1935 — « La Clef de verre », de Franck Tuttle, d'après Samuel Dashiell Hammett.

1941 — « Le Faucon maltais », de John Huston, d'après Samuel Dashiell Hammet (avec Humphrey Bogart).

1942 — « La Clef de verre », de Stuart Heisler, d'après Samuel Dashiell Hammett.

1942 — « The falcon takes over » (Adieu ma jolie !), d'Irving Reis, d'après Raymond Chandler.

1944 — « Assurance sur la mort », de Billy Wilder, d'après James Mallahan Cain.

1945 — « 120, rue de la Gare », de Jacques Daniel-Norman, d'après Léon Malet.

1946 — « Le facteur sonne toujours deux fois », de Tay Garnett, d'après James Mallahan Cain (avec Lana Turner).

1946 — « La Dame du lac », de Robert Montgomery, d'après Raymond Chandler.

1946 — « Le Grand Sommeil », de Howard Hawks, d'après Raymond Chandler (avec Humphrey Bogart et Lauren Bacall).

1947 — « Les Passagers de la nuit », de Delmer Daves, d'après David Goodis (avec Humphrey Bogart et Lauren Bacall).

1950 — « The asphalt jungle » (Quand la ville dort), de John Huston, d'après William Riley Burnett.

1955 — « En quatrième vitesse », de Robert Aldrich, d'après Mickey Spillane.

1956 — « Poursuites dans la nuit », de Jacques Tourneur, d'après David Goodis.

1956 — « L'Ultime Razzia », de Stanley Kubrick. Dialogues de Jim Thompson.

1957 — « Le Cambrioleur », de Paul Wendkus, d'après David Goodis. Scénario de David Goodis.

1960 — « Tirez sur le pianiste », de François Truffaut, d'après David Goodis (avec Charles Aznavour et Marie Dubois).

1968 — « La Sirène du Mississippi », de François Truffaut, d'après William Irish (avec Catherine Deneuve).

1969 — « Marlowe » (Le Carnaval des truands), de Paul Bogart, d'après Raymond Chandler.

1971 — « Le Casse », de Henri Verneuil, d'après Goodis. (L'exemple même du roman noir devenu nullité policière).

1972 — « La Course du lièvre à travers les champs », de René Clément, d'après David Goodis.

1972 — « Les Poulets », de Richard Colla, d'après Ed. McBain.

1972 — « Adieu ma jolie ! », de Dick Richards, d'après Raymond Chandler (avec Robert Mitchum et Charlotte Rampling).

1972 — « Pas folle la guêpe », de Jean Delannoy, d'après James Hadley Chase.

1972 — « Le Privé », de Robert Altman, d'après Raymond Chandler.

1973 — « Flics ou voyous », d'Aram Avakian, d'après Donald Westlake.

1974 — « La Chair de l'orchidée », de Patrice Chéreau, d'après James Hadley Chase.

1974 — « Un linceul n'a pas de poches », de Jean-Pierre Mocky, d'après Horace McCoy.

1975 — « Folle à tuer », d'Yves Boisset, d'après Jean-Patrick Manchette.

1977 — « La Nuit de Saint-Germain-des-Prés », de Bob Swain, d'après Léo Malet.

1979 — « Série Noire », d'Alain Corneau, d'après Jim Thompson.

1980 — « Trois hommes à abattre », de Jacques Deray, d'après Jean-Pierre Manchette.

1981 — « Coup de torchon », de Bertrand Tavernier, d'après Jim Thompson.

1981 — « Le facteur sonne toujours deux fois », de Bob Rafellson, d'après James Mallahan Cain (avec Jessica Lange).

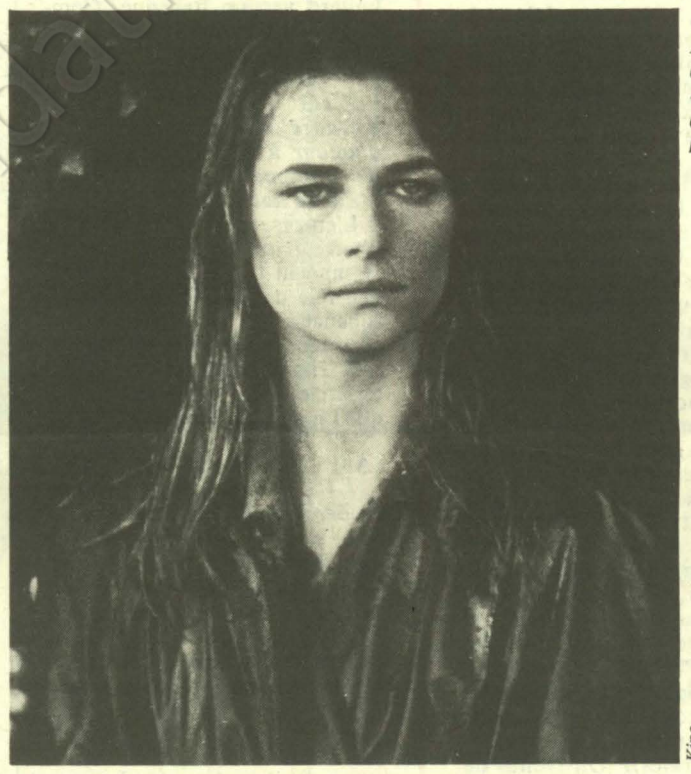
1982 — « Hammett », de Wim Wenders, d'après Joe Gores.

1983 — « La Lune dans le caniveau », de Jean-Marie Beineix, d'après David Goodis.

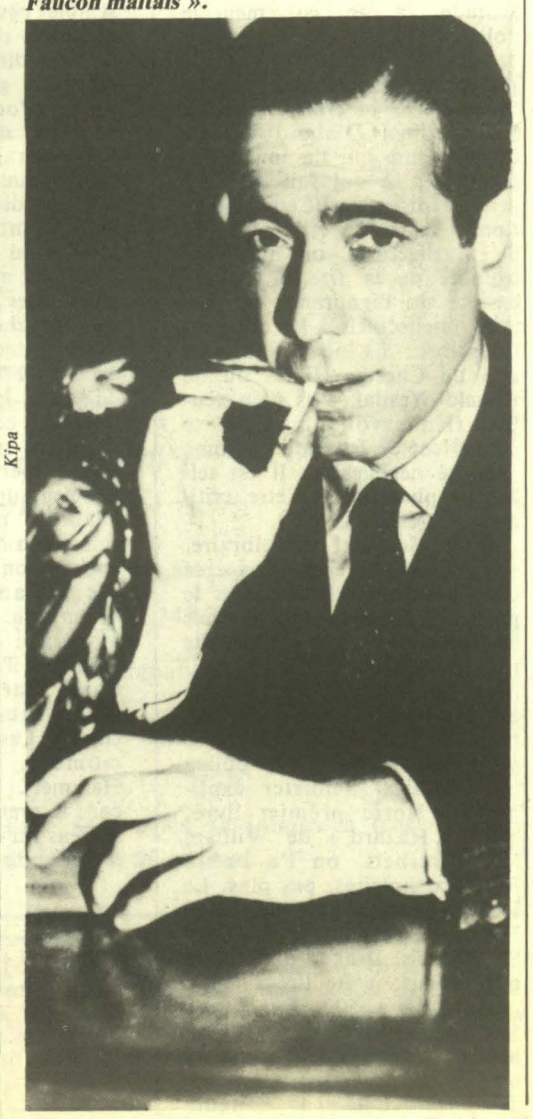
1984 — « Polar », de Jacques Bral, d'après Jean-Patrick Manchette.

1984 — « Rue Barbare », de Gilles Béhat, d'après David Goodis.

1984 — « Canicule », d'Yves Boisset, d'après Jean Vautrin.



Charlotte Rampling dans « la Chair de l'Orchidée ».



Humphrey Bogart dans « le Faucon maltais ».

Humphrey Bogart, Sonia Darrin et Louis Jean Heydt dans « le Grand Sommeil ».

Bernard Giraudeau dans « Rue Barbare ».

Kipa

Charles Aznavour dans « Tirez sur le pianiste ».

(suite de la page 25)

je m'occupais de Red-label, je vendais à 25 000. A ce moment-là, la Série noire tirait à 40-50 000. Au début, dans les années 50, la Série noire cartonnée a tiré jusqu'à 80 000 exemplaires ! Aujourd'hui, elle doit être à 12 000. Quelle dégringolade ! » Robert Soulat, qui a succédé à Marcel Duhamel à la tête de la Série noire, le reconnaît volontiers : « Le roman policier a beaucoup moins d'audience qu'il y a quinze ans : on tirait chaque livre à 40 000 exemplaires au moins ; on est passé à 15 000. » Didier Daeninckx est une exception : son « Meurtre pour mémoire » (Série noire nº 1945) a été tiré directement à 20 000. Il a de la chance, dans le marasme actuel. Il en a moins que Jean Vautrin n'en a eu à ses débuts : ses deux premiers livres, « A bulletins rouges » et « Billy-Ze-Kick », ont connu d'entrée des tirages de 50 000.

Explications. François Guérif, qui a vu disparaître plusieurs collections qu'il avait créées, accuse : « Face au polar, la grande majorité des éditeurs ont une attitude méprisante. Ils veulent bien prendre des risques pour « un grand écrivain de demain ». Ils ne veulent pas le faire pour le polar, ils affichent leur certitude : pour eux, il ne saurait être question qu'il existe un « grand écrivain de polars ». De leur point de vue, le polar doit être rentable, et rentable immédiatement. Il n'est là que pour faire bouillir la marmite. Cette attitude tue progressivement le polar. »

Robert Soulat met en cause le public et les critiques : « La Série noire, je crois, est deux fois victime. D'abord victime du snobisme qui l'a longtemps entourée ; ce qui fait que des gens se disent : « Cette collection a été créée et vantée par des intellectuels, on n'est pas capable de la lire. » Victime ensuite de l'ignorance de certains intellectuels : les critiques littéraires ; ils ne connaissent rien de Chester Himes ou de Donald Westlake, ils n'en veulent rien savoir, mais ils se permettent de les traiter comme quantité négligeable. Il est tellement plus facile d'être critique que créateur... »

Alain Schuster est libraire. Avec Louis Liberge, il a créé une librairie spécialisée dans le polar : « L'Introuvable » (voir adresses utiles). Ils ont ensuite fondé, avec un troisième complice, les éditions de l'Ombre qui ont démarré avec la collection l'Introuvable... où ils se proposent d'éditer des polars introuvables. Schuster explique : « Notre premier livre, « Dark Hazard » de William Riley Burnett, on l'a tiré à 5 000 exemplaires, pas plus. Le Hammett inédit en France, « la Femme de l'ombre », édité chez Sir Francis Drake, d'après ce que je sais, a été tiré à 2 000 puis retiré à 500. Parce que 5 000 exemplaires vendus c'est le maximum qu'on puisse espérer actuellement avec une petite diffusion. Les gros éditeurs vendent en moyenne à 10 000, exceptionnellement à plus. Mais il m'arrive souvent d'apprendre que la Série noire vient de refiler aux soldeurs 8 000 exemplaires d'un de ses titres. »

Marché de plus en plus étroit, donc. François Guérif est d'accord, Robert Soulat aussi : il y a en tout et pour tout une clientèle fidèle qui achète tout ce qui sort en polar, un groupe de « fadas », environ 10 000 personnes. Au-delà, c'est du poker ! Alors, on peut se demander pourquoi certains éditeurs donnent encore dans le polar. « Tout simplement, répond François Guérif, parce qu'il y a encore quelques éditeurs qui aiment les livres. C'est le cas de Néo. » Néo, c'est Hélène et Pierre-Jean Oswald, au départ éditeurs de poésie et de théâtre. Aujourd'hui, ils ont la plus belle collection de polars de France : Le miroir obscur (cf. Perles « noires »). Hasard ?

« Pas du tout, répondent Hélène et Pierre-Jean Oswald. On a toujours lu des polars. Et puis, un jour, on s'est dit que, pour équilibrer le déficit de nos éditions de théâtre et de poésie, on pourrait aussi publier des polars... Sans compter qu'un polar, pour nous, c'est politique, c'est une littérature qui exprime des idées sur une société... Alors, on a signé les premiers contacts de ce qui aurait dû être la collection Engrenage dans sa version originale. Il y avait déjà là « Tueurs de flics » de Fajardie et « Typhon Gazoline » de Vautrin entre autres... Malheureusement, les éditions Oswald ont dû déposé leur bilan et Engrenage a suivi un autre destin... Pour Néo, on a changé d'idée de collection : on a tenu à reprendre les bouquins disparus ou perdus dans des collections douteuses, pour en faire des livres de qualité, pour les restituer aux jeunes générations qui les ignorent... En fait, on publie ce qu'on a envie de lire. On vend 5 000 exemplaires de chaque livre, en vente ferme, sans retour, à travers cent trente points de vente. On s'en sort mieux que si on tirait à 110 000 avec 40 % d'invendus. »

Les éditeurs intelligents épousent le terrain, tiennent compte de la réalité. Et les libraires ! Que vendent-ils ? A L'Introuvable, Alain Schuster semble peu concerné par « la mode du polar » : « La mode, ça veut dire que les bouquinistes font grimper les prix du polar d'occasion et que des libraires qui n'y connaissent rien ont rajouté un rayon « polars » dans leur boutique. Ce qui est idiot, puisque les chiffres montrent que la vente globale du polar est en baisse... Nous, on a une clientèle d'amateurs : des gens qui aiment déjà ou cherchent à découvrir le polar ; des gens de tous les âges, de 17 à 100 ans ; des gens de toutes les catégories sociales (mais les collectionneurs appartiennent surtout aux professions libérales). On vend de l'ancien, une sélection de nouveautés, beaucoup d'américains, peu de français. En livres anciens, on vend surtout Chandler, Hammett, Goodis et Thompson. En livres neufs, le hit-parade c'est, dans l'ordre : Goodis, Thompson, Burnett, Cain, Harris, McBain, Westlake, Pronzini, Malet, Manchette. Les super-gagnants du moment, c'est Chandler et Hammett. Mais, de toute façon, la première vente, en livres anciens ou en livres neufs, reste la Série noire. »

(à suivre)

Adresses utiles

**** « Polar-Magazine » : 39, rue de la Rochefoucauld 92100 - Boulogne-Billancourt. Tél. : (1) 620.56.56 (publication mensuelle).***

**** Librairie « L'Introuvable » : 25, rue Juliette-Dodu 75010 - Paris. Tél. : (1) 200.61.43.***

**** Librairie « Au troisième œil » : 37, rue de Montholon 75009 - Paris. Tél. : (1) 874.73.17.***

**** Librairie « Choc Corridor » : 7, rue des Trois-Mariés 69005 - Lyon. Tél. : (7) 842.63.42.***

LA SEMAINE PROCHAINE :
II. EN REMONTANT AUX SOURCES DU FLEUVE (NOIR)

Au risque de vous déplaire

PAR FABIAN GASTELLIER

VENDREDI 23 MARS

T.f.1 Exils, série de François-Marie Ribadeau : Argentine et Vietnam - 21 h 50.

En France, Laura raconte l'arrestation de son mari à Buenos Aires. Elle ne l'a plus jamais revu. Après, ce fut son tour et celui de sa fille aînée. Sa fille cadette est née en prison. Là, c'est l'horreur du chantage : Laura sera rendue libre et pourra partir avec ses enfants si elle accepte de signer un acte reconnaissant la mort de son mari « disparu ». Laura a refusé. Aujourd'hui, Laura est seule en France. Ses filles sont toujours là-bas. Laura se raconte... Les Tan et les Hoang se racontent également : ils ont fui le Vietnam, les premiers dans les années soixante. Ils sont devenus musiciens et ont reconstitué un morceau de leur patrie dans un coin de la banlieue parisienne. On n'oublie jamais...

A.2 Disparitions : « Double fond », téléfilm de Christian Biegalski, Pierre Geller et Yves Ellena - 20 h 35.

Après avoir subtilisé un document important dans la poche d'un banquier suisse au cours de son traditionnel numéro de magie qu'elle effectue au cabaret du « Lapin bleu », la belle Jenny disparaît réellement. Le S.p.d., Service des personnes disparues, se lance à sa recherche.

Ciné-club. Cycle les quatre coins du monde : « Ecce Bombo » de Nani Moretti - 23 h.

Le cinéma expérimentalo-philosophico-gaucho - soixante huitard version italienne. Complètement démodé et d'un systématisme accablant.

F.r.3 Vendredi, magazine d'André Campana : « Veillée d'amour à Tripoli », reportage de Philippe Alfonsi ; enquête d'Emilie Rafoul - 20 h 35.

L'envers du décor. Non plus l'horreur des cadavres, du tir permanent et des bombes, mais une fête de famille entre Katia, Libanaise pro-palestinienne récemment convertie à l'islam, son fils Chadli et sa mère, terrifiée, qui voudrait rendre « le Liban aux Libanais ».

SAMEDI 24 MARS

T.f.1 « Zacharius », téléfilm de Serge Ganzl et Claude Grinberg d'après une nouvelle de Jules Verne - 20 h 35.

Une œuvre qui réconcilie avec la grande télé. Charles Denner en vieillard fou halluciné par la maîtrise du temps est inoubliable. Et en plus c'est superbe : décors, son, costumes... La joie !

DIMANCHE 25 MARS

T.f.1 « La plus belle soirée de ma vie », film d'Ettore Scola - 20 h 35.

Inspiré de « la Panne », une nouvelle de Friedrich Dürrenmatt, une fable étrange sur l'écriture des destinées. Ou comment le docteur Rossi, tombé en panne et hébergé dans le château d'un vieux comte un peu loufoque qui s'amuse à refaire les grands procès de l'Histoire, devient sans le vouloir un accusé de choix... Avec Alberto Sordi, Michel Simon, Pierre Brasseur, Charles Vanel et Claude Dauphin.

Cinéma de minuit. Cycle Pierre Chenal : « l'Affaire Lafarge », de Pierre Chenal - 22 h 30.

Inspiré d'un fait divers réel du milieu du XIXe siècle, l'histoire de Marie Capelle, jeune Parisienne distinguée et empoisonneuse présumée de son mari, le maître de forges Lafarge, qu'elle avait épousé par le biais d'une agence matrimoniale. Une véritable pièce de musée.

L'émission de la semaine : Théâtre « Dylan », de Sydney Michaël, version française de Pol Quentin. Mise en scène de Jean-Pierre Granval — Réalisation T.v. de Michel Boisrond, A.2, lundi 26 mars, 20 h 35.

« Dylan », c'est Dylan Thomas. Grand poète et solide buveur, ce Gallois disparut en 1953 à l'âge de trente-neuf ans, rongé par l'alcool. La pièce de Sydney Michaël raconte sa vie, ses errances, ses amours multiples et son amour unique, Caitlin. En termes simples, charnels, l'essentiel est là, magnifiquement transposé en « séquences » presque cinématographiques par Jean-Pierre Granval. Dylan qui rit, Dylan qui pleure et, pour dire ces choses simples, la performance exceptionnelle de Marcel Maréchal qui campe avec une rare émotion ce funambule impressionniste en perpétuel déséquilibre. Par un effet du hasard (?), Maréchal et Marie-Christine Barrault, également remarquables, sont les sosies de leurs personnages. Et ne manquez pas le numéro désopilant de Catherine Lachens en groupie nymphomane. Du grand théâtre.



Olivia de Havilland et Errol Flynn dans « les Aventures de Robin des Bois ».

LUNDI 26 MARS

F.r.3 « La Chair de l'orchidée » de Patrice Chéreau -20 h 35.

Adapté d'un roman de James Hadley Chase, un film noir, glauque et angoissant que l'on traita à tort d'exercice de style théâtral. On nage, en fait, au cœur de la tragédie, et Patrice Chéreau a su rendre en maître absolu de l'ambiance ce climat hors du commun où les aveugles côtoient des fous qui ressemblent à un chœur antique. La photographie est sublime, les décors admirables. Quant à l'interprétation, c'est le top-niveau : Charlotte Rampling, altière et sauvage ; Simone Signoret, déchirante ; François Simon et Hans Christian Blech inquiétants à souhaits, et Edwige Feuillère royale avec son tailleur noir dans une vieille baraque hantée par la fumée d'une cheminée mal allumée. Le premier film de Chéreau et sans doute son meilleur.

MARDI 27 MARS

T.f.1 Le monde est un théâtre, émission de Claude Mourthe - 21 h 55.

A l'occasion de la semaine nationale du théâtre, une réflexion sur l'art dramatique en France, à Paris, Lyon-Villeurbanne, Strasbourg et Avignon. Plusieurs témoignages dont ceux de Georges Lavaudant, François Perrier, Bernard Sobel, Jean-Claude Grumberg et Daniel Mesguich.

A.2 « Les Aventures de Robin des Bois, » de Michel Curtiz - 20 h 40.

Un classique entre les classiques avec Errol Flynn et Olivia de Havilland. Tourné en 1938 avec de très gros moyens et en technicolor ; commencé par William Keighler et achevé par Michael Curtiz, « Robin des Bois » obtint trois Oscars. Pour les décors, la musique et le montage.

F.r.3 « La Loi, » de Jules Dassin - 20 h 35.

D'après le roman de Roger Vailland, prix Goncourt 1957, la vie d'un petit village du sud de l'Italie où un propriétaire important et un truand règnent en maîtres en faisant « la loi » à l'aide d'un jeu dangereux : à chaque partie, le gagnant est roi et peut tout se permettre avec ses partenaires... Sur des dialogues signés Françoise Giroud, une affiche prestigieuse réunissant Marcello Mastroianni, Gina Lollobrigida, Yves Montand, Pierre Brasseur et Mélina Mercouri.

MERCREDI 28 MARS

F.r.3 Agora, émission de la communauté des télévisions francophones. « L'homosexualité » - 20 h 25.

En triplex et en direct de la Suisse, du Canada et de la France, l'émission de la soirée abordera le thème de l'homosexualité à travers plusieurs débats et trois téléfilms.

JEUDI 29 MARS

T.f.1 Longues marches, reportage de Bruno Muel - 21 h 35.

En 1965, Bruno Muel, alors cameraman, avait filmé les guérilleros du F.a.r.c., en Colombie, pour « Cinq colonnes à la Une ». En juin 1983, il a retrouvé la trace de ces révolutionnaires qui tiennent la montagne depuis plus de vingt ans.

A.2 « La Saga du Parrain », neuf épisodes de Francis Ford Coppola - Episode nº 1 - 20 h 35.

Après les succès conjugués du « Parrain nº1 » et du « Parrain nº2 », la télévision américaine N.b.c. avait demandé à Coppola d'en faire un feuilleton télévisé de neuf heures. Ce qui fut fait. Bon courage.

« Faits Divers », de Raymond Depardon - 21 h 35.

Pendant près de trois mois, avec son air austère et sa caméra au poing, Raymond Depardon a suivi le quotidien du commissariat de police du Ve arrondissement. Voici les faits tels qu'ils sont. Ou, plus exactement, tels qu'ils sont lorsqu'on sait quand même qu'on est filmé. Nuance. Cela dit, c'est passionnant.

F.r.3 Théâtre : « la Danse de mort, » d'August Strindberg. Réalisation de Claude Chabrol - 20 h 35.

Entre amour et haine, le couple tel que le vivait et l'imaginait Strindberg. Filmé par Chabrol, une adaptation signée Chabrol avec Niel Arestrup, abonné à Strindberg, Michel Bouquet, Juliette Carré et Madeleine Marié.

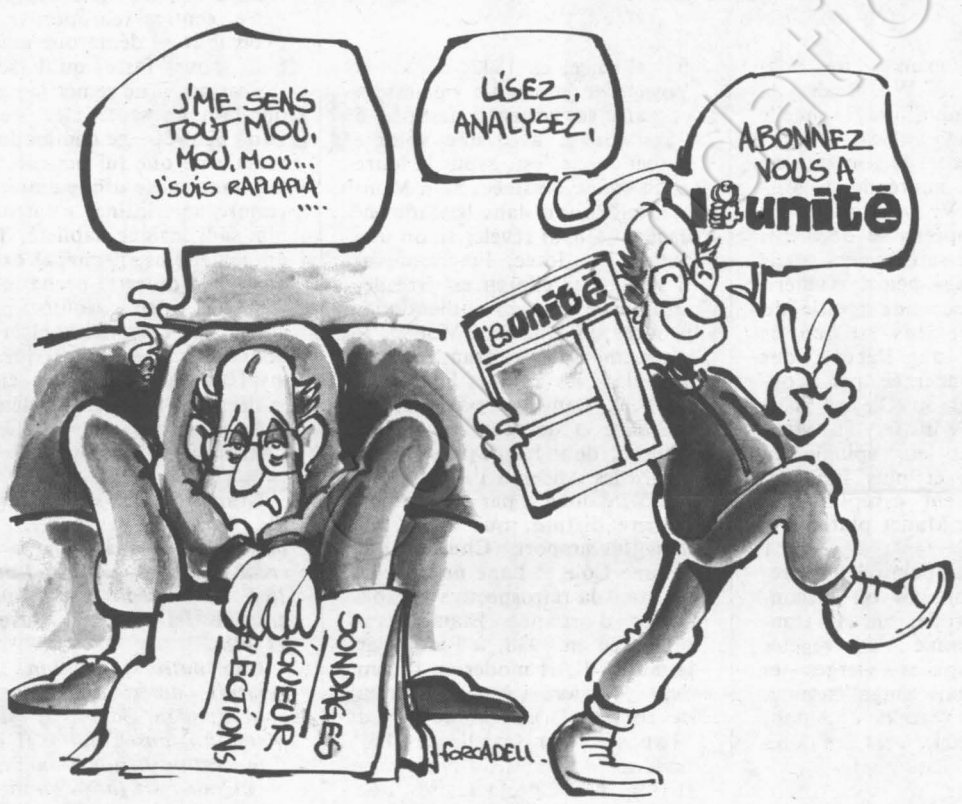
CAISSE NATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

Un des plus grands emprunteurs de France

CNT

Finance les investissements des Télécommunications

3, rue de l'Arrivée, 75749 Paris Cedex 15 - Tél. : 538-52-27



NI GODILLOT NI INTELLO, SOCIALISTE MAIS PAS SUIVISTE

l'Unité

Bulletin d'abonnement à retourner à l'administration de

l'Unité

10, rue de Solférino 75007 PARIS

Je soussigné .....

.....

demeurant .....

.....

.....

désire souscrire un abonnement à « l'Unité » :
et vous adresse la somme correspondante

* ***abonnement de six mois (180 F)*** ☐
* ***abonnement d'un an (270 F)*** ☐

☐ par chèque bancaire ☐ par chèque postal

☐ ou virement au C.c.p. « l'Unité » : 2.342.35.J.PARIS

Date Signature

Les abonnés arrivés à échéance sont priés de joindre à leur réabonnement la dernière bande d'envoi du journal.

Rédaction : 12, cité Malesherbes 75009 Paris. Tél. : 878.40.73. Administration : 10, rue Solférino 75007 Paris. Tél. : 550.34.35. Directeur : Claude Estier ; Rédactrice en chef : Nicole Chaillot ; Grand Reporter : Jean-Paul Liégeois ; Rédaction : Jean-Pierre Bedei, Carlos Ferrari-Lopez, Denis Dangaix, Martine Ducousset, Fabian Gastellier, Stephen Gere, Frédérique de Gravelaine, Claude Jadoul, Paul Leduc, Françoise Loriol, Philippe Maquat, Pierre-Yves Poindron. Correspondants à l'étranger : Michel Mathieu (Rome), Jérôme Vaillant (Bonn). Secrétariat de rédaction : Mauricette Duchemin ; Révision : Nadine Berger. Dessins : Jean-Pierre Coureuil, Barrigue, Daullé, Solo, Pym, Forcadell, Bellenger ; Photos : Pascal Lebrun ; Secrétariat : Sylvie Champenois et Colette Tahir ; Publicité : 12, cité Malesherbes. Tél. : 878.40.73. Administration : Barbara Broust-Picaud ; Coordination : Ofres 118, Champs-Elysées, 75008 Paris. Imprimerie : E.T.C. 76190 Yvetot. Société éditrice : S.a.r.l. L'Unité ; Directrice de la publication : Nicole Chaillot ; Cadet Photocomposition, 75009 Paris.

LES DOUX YEUX DE LA PEINTURE AMERICAINE

Pollock, Calder ou Kline pour ne citer que les plus grands n'ont pu prendre essor à partir de rien. Il fallait bien un passé, des hommes et un terroir. L'exposition consacrée à la peinture américaine de 1760 à 1910 détaille grâce à une débauche de toiles la longue marche de l'art du Nouveau monde

PAR LUCIEN CURZI

EXISTE-t-il, au XIXe siècle, sinon un style, du moins une peinture spécifiquement américaine ? Disons d'emblée, sans éluder une réponse forcément hâtive, que si des artistes s'activaient avant la Déclaration d'indépendance (1776) sur le sol du Nouveau Monde, les preuves d'un génie intrinsèquement américain sont difficiles à rassembler. Y compris, au demeurant, à l'époque d'après la guerre de Sécession 1865), à la suite de quoi, en effet, rien ne semble plus résister à l'unité et à la montée en puissance de l'Amérique.

Pourtant, les cent dix œuvres généreusement prêtées par les institutions d'outre-Atlantique attestent maintes tentatives « héroïques » d'élaborer un particularisme (une vision, c'est moins sûr), qui puisse contenir un espace, des thèmes et des climats, pour tout dire une lumière natale à nulle autre pareille. Il s'agit là d'une première, fort opportunément venue, car si nous connaissons les acteurs du formidable bond en avant de l'expressionnisme abstrait surgi au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, nous ignorions jusqu'à présent les artistes et les peintures à l'origine de quoi s'est peu à peu forgée une sorte de malentendu historique. Et cet ensemble de toiles transportées à grands frais chez nous, astucieusement choisi et mis en valeur par Theodore Stebbins, du Museum of Fine Arts, de Boston et par Pierre Rosenberg, du Louvre (1), risque, à travers une certaine interprétation laxiste incluse dans le somptueux catalogue et une quête de respectabilité légitime, de maintenir sinon la confusion, du moins du trouble dans les regards.



« Marchands de fourrures descendant le Mississippi », (1845) de George-Caleb Bingham.

Assises d'une histoire

Si Rothko et Pollock (2), Ad Reinhardt et Calder, De Kooning et Kline, pour s'en tenir à cette élite, ont prolongé, parfois approfondi, avec une ampleur et souvent une force impressionnante, les pressentiments des abstraits lyriques et géométriques européens, le fléau de la balance est revenu à une position d'équilibre, disons instable. L'imagination spatialiste et violemment colorée, de grandiose échelle aussi, des artistes américains des années quarante et suivantes, on pouvait s'en douter, n'avait pu prendre essor à partir de rien. Il fallait bien un passé, des hommes et un terroir. Nous voyons aujourd'hui que, de l'intimisme à la Chardin avec « le Garçon à l'écureuil » (1765), de J.S. Copley, à telles courbaisiennes marines de W. Homer, qui boucle ce très instructif panorama, une histoire se met en place, se développe dans la diversité avec ou en marge de l'autre histoire.

En même temps qu'une nation trouve les chemins de la liberté, se cherche une identité et fonde ses institutions, un art grandit d'inspiration dix-huitiémiste qui, à l'examen des seules pièces réunies au Grand-Palais, confirme ni les dimensions de la guerre civile (et des



« La Toilette de l'enfant » (1891-1892) de Mary Cassatt.

campagnes d'extermination menées contre les Indiens), ni les traites d'esclaves, l'idéologie mormonienne, la ruée vers l'or, ni aussi les idéaux civilisateurs des pionniers. Un art savant, d'inspiration purement européenne, s'ébauche avec application. Et les résultats, plus que le goût personnel, sont ce que furent alors, à Rome, Paris, Londres, Munich, des vérités d'ateliers, c'est-à-dire des recettes ayant fait leurs preuves, et qui étaient en conformité avec les idées dominantes. Autant dire que, pour suggestifs qu'ils soient, les chefs-d'œuvre — mot élastique et pompeux — sont les fruits de prouesses isolées, quand ils se révèlent être souvent des morceaux d'éloquence. Chefs-d'œuvre ? Sollicitation, alors, plutôt que jugement.

Qu'y a-t-il, en effet, de commun par l'esprit, sinon dans la lettre, entre les portraits un peu raides quoique façonnés de ravissants glacis chez Copley, les modelés exquis, très flamands d'un C.W. Peale, la retenue délicate d'une Raphaëlle Peale, les mythologies furieuses d'un B. West et le romantisme austère, tout imprégné de germanité de W. Allston ? Les modèles européens se devinent, de même que se détectent, dans les travaux des peintres américains de la seconde moitié du XIXe siècle, les procédés asphyxiants de l'école des Beaux-Arts incarnée par Couture, Cabanel ou Gleyre. Sans doute que Whistler et Mary Cassatt tirent leur épingle du jeu. Intuitifs et plus indépendants, ils firent exception, se tournant vers Manet plutôt que vers Gérôme.

C'est que les peintres d'outre-Atlantique, oubliés ou méconnus par l'Europe, ont dû trancher ce dilemme : ou végéter dans les espaces vierges et immenses, mais singulièrement étriqués au niveau des mentalités, ou s'expatrier vers des pôles traditionnels, acquérir les subtilités du métier, sinon la reconnaissance des collectionneurs. Entre la tentation casanière et patriotique, et l'abandon de la patrie, nombreux sont ceux qui optent pour l'évasion. Ce choix dernier fut moins risqué qu'il n'y paraît car, passées les péripéties des affrontements entre Confédérés et Sudistes, banquiers et industriels nordistes expriment, en retour à la France, toute la sympathie qu'ils ressentent à son endroit pour sa solidarité agissante. Ils renvoient dès lors l'ascenseur en effectuant de massifs achats qui, de nos jours, font l'orgueil et l'opulence des beaux musées américains, et le chic guindé de maintes fondations (exemple la collection Frick à New York).

On peut rester à s'ébaubir, sans sourire outre mesure, devant les toiles de Thomas Cole : une divagation sincère, soulevée de ferment religieux fait alliance, en 1842, dans « le Voyage de la vie : la vieillesse » et dans sa variante destinée à l'âge adulte, avec une volonté pathétique. C'est, avant la lettre de la bande dessinée. Sa « Montagne Schroon dans les Adirondacks » (1838) révèle, sinon une nature mordorée, luxuriante et si intacte qu'elle en est irréelle, du moins un des authentiques peintres du Nouveau Monde. Il y a même quelque grandeur paisible dans les marines luministes de F.H. Lane, et pas mal de nostalgie et de soumission chez Church, dont les paysages, surtout « les Andes à l'Equateur » (1855), étonnent par suite d'une lumière diffuse, qui se dissout dans le support. Church, qui comme Cole et Lane ne figurait pas dans la rétrospective « Trois siècles d'art aux Etats-Unis » organisée en 1938, à Paris, par le musée d'Art moderne, fut un des premiers Américains à décrocher une médaille à l'Exposition universelle de 1867 pour ses « Chutes du Niagara » (1857), plus spectaculaires que ses vues alternées de lacs et de forêts alors considérées par un critique français pareilles à de « criardes pancartes ». Ce que décriait E. Durand-Gréville, c'était, en effet, un genre de bravoure assimilée à de la caricature d'affichiste.

Un art périphérique ?

Curieusement, le plein air et l'actualité sont souvent de veine pittoresque. Pas de Noirs (chez Homer excepté) dans les plantations de coton ni fermiers dans les plaines de l'Ouest, pas d'Indiens ni de krach financier, pas d'épisode de violence, aucune friche, beuverie, rixe (un seul cow-boy, quoique d'opérette, de Eakins, a été réquisitionné, mais pas un scalp), pas d'urbanisation ni d'aventure d'aucune sorte. Tout est net, reluisant de bonnes manières. N'est-on pas allé trop loin dans le filtrage ?

Si l'image de l'Amérique, nouvel Eden peuplé de sages autochtones, aptes aux loisirs plutôt qu'à l'esclavage du travail, avait à illustrer un mode de vie idéal, ce serait cet art sain et un rien fabuleux à quoi il faudrait faire appel. Mais la vision du monde proposée par la peinture est le reflet mouvant et subjectif, diablement prudent, que lui renvoient, avec parcimonie, des artistes conscients de réalités aussi brutales qu'exaltantes.

De ce jeune et vigoureux pays en train de se construire, d'autres intéressants artistes ne rendent pas compte. Whistler est de cette phalange internationale plus à l'aise au bord de la Seine ou sur les rives du Tibre, avec Sargent, Inness, Chase, Hassam, dont sont visibles un lot d'œuvres de premier ordre. De là découle notre perplexité. Nombre de ces peintres faisaient, certes, une très honorable peinture, mais celle-ci en est-elle pour autant américaine ? S'il serait vain, dès lors, car inexact, de lui adjoindre une étiquette de provincialisme, il n'en est pas moins patent que cet art quelque peu régionaliste reste à la périphérie des principaux centres européens, desquels il ne se démarque guère et que, pour faste qu'il soit à l'occasion, il ne remet jamais en question un sac d'idées reçues. D'où peut-être ce commode universalisme que lui octroie, pour la bonne cause d'une ambitieuse culture américaine, s'entend, et non sans insigne habileté, Theodore Stebbins, principal exégète américain de cette pêche inespérée. La valeur ajoutée prodigieuse que l'économie et la cote boursière américaines lui ont insufflée marquent plus encore le décalage entre les esthétiques défendues des deux côtés de l'Atlantique. ●

Grand-Palais, entrée avenue du Général-Eisenhower. Sauf mardi, de 10 h à 20 h, le mercredi jusqu'à 22 h. Entrée : 16 F, le samedi 12 F ; journée gratuite le 26 avril. Jusqu'au 11 juin.

Une autre exposition, « La peinture américaine dans les collections du Louvre », est présentée au musée national de la Coopération franco-américaine de Blérancourt jusqu'au 30 septembre.

(1) Cette exposition est « mécenée » par United Technologies Corporation, septième groupe industriel américain aux Etats-Unis. En 1983, le montant des aides apportées par cette multinationale aux activités artistiques est chiffré à 3 millions de dollars (Etats-Unis et étranger).

(2) Jackson Pollock (1912-1956), auquel le musée national d'Art moderne a consacré ces dernières années une rétrospective. Une de ses toiles, « Black and White », vient d'entrer dans nos collections publiques au titre d'une dation (paiement en œuvres d'art des droits de succession) proposée par les enfants d'Aimé Maeght, d'un montant de 14 360 400 francs. Le musée allemand de Stuttgart offrait deux fois plus pour obtenir ce Dripping !

Diffusion N.m.p.p. - Commission paritaire n° 52325